

Université Abderrahmane Mira de Bejaia
Faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion
Département des Sciences Economiques



MEMOIRE

En vue de l'obtention du diplôme de
MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES

Option : Economie Appliquée et Ingénierie Financière

Thème

L'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique :

Cas de l'Algérie (1970-2014)

Préparé par :

- LALAMI Tiziri
- YATAGHANE Hassiba

Dirigé par :

Mr. MOUSLI Abdenadir

Date de soutenance : 22/06/2016

Les membres du jury :

Président : Mr. KACI Boualem

Examineur : M^{elle} BOUAKLINE Siham

Rapporteur : Mr. MOUSLI Abdenadir

Promotion juin 2016

Remerciements

La réalisation d'un mémoire est une œuvre personnelle mais qui occasionne l'intervention d'autres personnes méritant un témoignage de reconnaissance.

Nos remerciements s'adressent à Mr. MOUSLI Abdenadir, qui nous a fait l'honneur de diriger notre travail. Nous lui serons toujours reconnaissantes par rapport au temps qu'il nous a consacré, ses éclairages, ses nombreuses contributions, sa patience, ses remarques pertinentes et surtout sa disponibilité.

Qu'il trouve ici, l'expression de notre reconnaissance.

Nous tenons à remercier profondément tous les enseignants qui nous ont encouragés et soutenus, en particulier Mr. KACI Boualem et Mr. ABDERRAHMANI Fares pour leur offret leur aide précieuse dans la réalisation de notre travail.

Nous manifestons également notre plus grande reconnaissance aux membres du jury qui nous ont fait l'honneur de participer à l'évaluation de ce travail.

Enfin, nos sincères remerciements s'adressent aussi à tous ceux qui nous ont aidés de près ou de loin à la réalisation de ce travail qu'ils trouvent ici l'expression de notre profonde sympathie.



Dédicaces

A nos très chers parents,

A nos frères et sœurs,

A tous nos ami(e)s.

L. Tiziri et Y. Hassiba

Liste des abréviations

- **ACT:** A Court Terme
- **ADPIC :** Aspect des Droits de Propriété Intellectuelle
- **AGE:** Autorisation Générale d'Exportation
- **AGI:** Autorisations Globales à l'Importation
- **ALGEX :** Agence Nationale de Promotion des Exportations
- **ALT:** A Long Terme
- **CAA :** Caisse Algérienne d'Assurance
- **CAAR :** Compagnie Algérienne d'Assurance et de Réassurance
- **CACI :** La Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie
- **CAGEX:** La Compagnie Algérienne de Garantie des Exportations
- **CCR :** Compagnie Nationale de Réassurance
- **CEE:** Communauté Economique Européenne
- **CNMA :** la Caisse Nationale de Mutualité Agricole
- **CNIC:** le Centre National de l'Informatique et des Statistiques
- **DIT:** Division Internationale du Travail
- **FMI :** Fond Monétaire International
- **FSPE :** Fond Spécial de Promotion des Exportations
- **GATT:** Général Agreement on Tariffs and Trade
- **HOS :** Heckscher-Ohlin-Samuelson
- **IBS:** Impôt sur les Bénéfices des Sociétés
- **IDE :** Investissements Directs Etrangers
- **IDH :** Indice de Développement Humain
- **LE :** Libre échange
- **LM :** Lagrange Multiplicateur
- **MDS:** Millions de Dollars
- **OMC :** Organisation Mondiale du Commerce
- **ONG :** Organisation Non Gouvernementale
- **O.S.C.I.P :** L'office pour l'Orientation, le Suivi et la Coordination de l'Investissement Privé
- **ONACO :** Office National de Commercialisation

- **ONAFEX** : l'Office National des Foires et Exportation
- **PAS**: Programme d'Ajustement Structurel
- **PDEM**: Pays Développés à Economie de Marché
- **PED**: Pays en Développement
- **PIB** : Produit Intérieur Brut
- **PNUD**: Programme des Nations Unies pour le Développement
- **PROMEX** : L'Office de Promotion des Exportations
- **R&D** : Recherche et Développement
- **RVE** : les Restrictions Volontaires d'Exportation
- **SAFEX** : La Société Algérienne des Foires et Expositions
- **SECE** : Secrétariat d'Etat du Commerce Extérieur
- **SNMC**: Société Nationale des Matériaux de Construction
- **SNS**: Société Nationale de Sidérurgie
- **SONACOME**: Société Nationale de Construction Mécanique
- **SSA** : Société Algérienne d'Assurance
- **TAIC**: Taxe sur Activité Industrielle et Commercialisation
- **TAP**: Taxe sur l'Activité Professionnelle
- **TUGP** : Taxe Unique Globale à la Production
- **TVA** :Taxe sur la valeur ajoutée
- **UE** :Union Européenne
- **UMA** : l'Union du Maghreb Arabe
- **VAR** : Vecteur Autorégressif
- **VECM** : Vecteur Error Correction Model
- **VF**:Versement Forfaitaire
- **ZALE** : La Zone Arabe de Libre Echange

Sommaire

Introduction générale.....	1
Chapitre I : Revue théorique sur l'ouverture commerciale et la croissance économique	
Introduction.....	4
Section 1 : L'ouverture commerciale et le processus de mondialisation	5
Section 2 : L'histoire de la croissance économique.....	11
Section 3 : Etudes antérieures sur La relation ouverture-croissance économique.....	17
Conclusion.....	21
Chapitre II : Processus d'ouverture commerciale en Algérie	
Introduction.....	22
Section 1 : Aperçu historique sur le commerce extérieur de l'Algérie.....	23
Section 2 : La politique algérienne en matière d'ouverture commerciale.....	32
Section 3 : Etude descriptive de la situation extérieure de l'Algérie.....	41
Conclusion.....	47
Chapitre III : Etude économétrique de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie	
Introduction.....	48
Section 1 : Présentation et analyse graphique des séries de données.....	49
Section 2 : Analyse univariée des variables du modèle.....	57
Section 3 : Analyse multivariée des séries de données.....	63
Conclusion.....	76
Conclusion générale.....	77
Bibliographie.....	80
Annexes.....	84
Table des illustrations	
Table des matières	

Introduction générale

Introduction générale

Un des sujets suscitant un fort intérêt en économie internationale est l'influence qu'exerce l'ouverture au commerce extérieur sur la croissance économique. La libéralisation des échanges est maintenant considérée comme source de convergence et un élément clé pour l'élaboration des stratégies de développement. D'ailleurs, un bon nombre d'organisations internationales incitent les pays à libéraliser leurs échanges commerciaux. Pour certaines d'entre elles comme le Fond Monétaire International et la Banque Mondiale, la libéralisation des politiques commerciales est souvent une condition majeure à l'octroi d'aides financières ou d'assistance économique pour les pays en voie de développement.

Dans le contexte actuel de la mondialisation, il est naturel de s'interroger sur les liens entre l'ouverture au commerce extérieur et la croissance économique. Si on arrive à établir sans ambiguïté l'existence d'un impact positif et significatif de l'ouverture sur la croissance, cela encouragera les gouvernements des pays en voie de développement désireux d'améliorer leur situation d'adopter des politiques de libéralisation commerciale. Par ailleurs, le succès économique impressionnant des pays d'Asie de l'Est vient renforcer l'idée qu'une telle stratégie de développement est efficace et souhaitable.

Les différentes études théoriques ne tranchent pas d'une façon claire et définitive sur la relation ouverture-croissance, tandis que la quasi-totalité des études empiriques révélerent un effet positif.

En Algérie, le commerce international était monopolisé par l'Etat durant toute la période de planification. Depuis son indépendance, elle a opté pour une stratégie de développement basée sur les industries industrialisantes qui a permis certes d'atteindre des taux de croissance appréciables mais au vu de l'absence des transferts technologiques en faveur de l'industrie, de la dépendance de la production nationale des importations et de la majoration des recettes d'hydrocarbures ont handicapé l'Etat dans le développement de son économie.

La chute des prix des hydrocarbures en 1986, conjuguée à une dépréciation du dollar, à freiner d'une manière brutale l'approvisionnement de la machine productive en matières premières. Pour y remédier aux déficits de sa balance de paiement, l'Algérie sollicite l'aide des institutions financières internationales et signe avec le Fonds Monétaire International(FMI) deux accords de crédit (1989,1991). La persistance de la crise économique

contraint l'Etat algérien à recourir une autre fois au FMI et signe en 1994 et 1995 deux accords de crédit qui ont été accompagnés par le rééchelonnement de sa dette extérieure. En contrepartie de son appui, le FMI impose l'implication d'un programme d'ajustement structurel dont la libéralisation du commerce extérieur constituant l'une des clauses qui conditionne son aide et son expertise visant à stabiliser l'économie nationale.

Outre le désengagement de l'Etat, en vue d'une plus grande libéralisation du commerce extérieur, l'Algérie intensifie ses négociations avec l'Organisation Mondiale du Commerce(OMC) et signe, en avril 2002 un accord d'association avec l'Union Européenne. Cet accord, à l'issue duquel l'Algérie s'engage dans un démantèlement tarifaire progressif, et entre en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2005.

Notre travail contribue à réaliser les objectifs suivants :

- Connaitre les notions fondamentales du commerce international
- S'approcher des principales théories de la croissance économique
- Etudier l'économie algérienne en phase de transition et la mise en place du PAS (Plan d'Ajustement structurel)
- Vérifier d'une façon empirique le postulat de l'impact de l'ouverture sur la croissance économique

D'où l'on se soucie de répondre à la question principale suivante :

Quel est l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie ?

De cette question principale découlent plusieurs questions subsidiaires :

- Quelle est la relation entre l'ouverture commerciale et la croissance économique ?
- Comment s'est déroulé le processus de la libéralisation du commerce en Algérie ?
- Est-ce que l'ouverture commerciale explique seule la croissance économique en Algérie ?

Pour y répondre, nous proposons de vérifier les hypothèses suivantes :

Hypothèse (1) : L'ouverture commerciale a un effet positif sur la croissance économique en Algérie.

Hypothèse (2) : La croissance économique en Algérie peut être aussi expliquée par l'augmentation des prix du pétrole.

Pour mener à bien notre travail nous avons effectué une recherche bibliographique, en consultant des ouvrages, des articles et revues qui traitent du commerce international, ainsi qu'une méthode historique qui nous a permis de connaître l'histoire du commerce, les théories traditionnelles et contemporaines de la croissance économique. Par ailleurs, cette méthode historique ainsi que la méthode descriptive utilisées étaient conjuguées en analyse statistique afin de quantifier et faciliter la compréhension des résultats de recherche après les avoir présentés sous forme de tableaux et graphiques. Et enfin, nous avons effectué une étude économétrique pour appuyer notre analyse.

Ce travail de recherche va s'articuler autour de trois chapitres en plus de l'introduction et la conclusion générale.

Le premier chapitre sera consacré à des revues théoriques portant sur le thème de recherche avec des sections qui traiteront sur :

- Le processus de mondialisation et l'ouverture commerciale
- L'histoire de la croissance économique
- Etudes antérieures sur la relation ouverture-croissance économique

Le deuxième chapitre portera sur une étude du processus d'ouverture de l'économie algérienne avec l'optique de sections suivantes :

- Aperçu historique sur le commerce extérieur de l'Algérie
- La politique algérienne en matière d'ouverture commerciale
- Etude descriptive de la situation extérieure de l'Algérie

Quant au troisième chapitre se rapportera à l'élaboration du modèle et l'analyse des résultats.

Chapitre I :
Revue théorique sur
l'ouverture commerciale et la
croissance économique

Introduction

Dans la littérature économique beaucoup d'auteurs prêtent confusion aux expressions commerce extérieur et commerce international comme étant synonymes. Le commerce international est une activité ancienne, il remonte au début du 17^{ème} siècle, encouragé par plusieurs théories dont leurs objectifs s'appuient à expliquer le but des pays à participer à l'échange international et comment optimiser leurs conditions des échanges extérieurs.

Depuis quelques décennies, l'internationalisation des économies a engendré un vaste mouvement à travers le monde appelé « la mondialisation »¹. Au côté de l'internationalisation des flux de biens et services, on assiste à une montée en puissance des firmes multinationales et de leurs IDE mais aussi à l'internationalisation de la finance.

L'ouverture extérieure est une source d'élargissement du marché, elle offre des opportunités commerciales pour les pays. Les dits émergents ont réussi leur intégration dans l'économie mondiale en diversifiant leurs partenaires commerciaux.

La croissance économique d'un pays est déterminée par l'augmentation de la production globale; elle se mesure par le taux de croissance du produit intérieur brut PIB².

Dans le contexte actuel de la mondialisation, il est naturel de s'interroger sur les liens entre l'ouverture au commerce extérieur et la croissance économique. A cet effet d'innombrables travaux théoriques et empiriques sont mis en œuvre. Les études théoriques n'arrivent pas à trancher d'une manière claire et définitive sur la relation croissance-ouverture, alors que la quasi-totalité des études empiriques visent à réhabiliter le rôle de l'ouverture sur la performance économique et ont ainsi permis de recentrer l'analyse de la croissance en la réorientant vers la prise en compte de l'environnement économique.

L'objet de ce chapitre est triple, alors dans un premier lieu nous nous intéresserons aux origines et aux processus de l'évolution des échanges avec un bref rappel sur l'ouverture commerciale. Dans un second lieu, nous décrirons l'histoire de la croissance économique et enfin nous le terminerons par une présentation des principaux travaux théoriques et empiriques qui traitent la relation ouverture-croissance économique.

¹ Paul M. Romer. (2010), « Which parts of globalization matter catch-up in Growth? » Papier de travail n°15755. The National Bureau of Economic Research, Cambridge. P.3.

² Frankel, Romer. (1986), « Trade and Growth: An Empirical Investigation », NBER papier de travail n° 5476, université de Cambridge, P.1.

Section 1 : L'ouverture commerciale et le processus de mondialisation

Jusqu'au début des années 1980, les relations économiques entre les pays étaient caractérisées par l'internationalisation. Dans un contexte d'une plus grande mobilité internationale des ressources et d'une concurrence accrue³, l'internationalisation s'est accélérée et s'est approfondie pour donner naissance à un autre phénomène économique appelé mondialisation. Cependant le phénomène de la mondialisation dépend directement du degré d'ouverture commerciale qui reflète le niveau de leurs dépendances vis-à-vis de l'extérieur.

A juste titre nous allons entamer cette section par la présentation l'ouverture commerciale et terminer par le phénomène économique qu'est la mondialisation.

1-1 L'ouverture commerciale

Les économistes ont souvent défini l'ouverture commerciale par l'enlèvement de toutes les barrières tarifaires et non tarifaires, quantitatives et non quantitatives, directes et indirectes qui peuvent empêcher le mouvement des capitaux étrangers et les investissements locaux privés. L'abondement progressif du protectionnisme sur les industries locales à l'égard de la concurrence étrangère, permettra un transfert rapide de technologie de productivité, c'est donc l'ensemble des règles et de procédures qui réalisent la situation précédente.

L'ouverture commerciale est traditionnellement calculée par un ratio qui rapporte au PIB la somme des importations et des exportations d'un pays $(X+M/Y)^4$.

Cependant cette dynamique d'ouverture commerciale est soutenue par un engagement de l'Etat à travers les politiques commerciales.

1-1-1 Les politiques commerciales

La politique commerciale regroupe l'ensemble des mesures à agir sur la situation du commerce extérieur d'un pays, notamment par l'intermédiaire d'actions sur les importations, les exportations et le taux de change. La mondialisation et l'interconnexion induites des économies, ainsi que les négociations commerciales internationales modifient aussi les flux

³ Philippe AGHION. (2007), « innovation, concurrence et croissance », conférence à l'école d'économie de Paris, Harvard, EEP et CAE.

⁴ Patrick GUILLAUMONT. (2001), « ouverture vulnérabilité et développement », document de travail, de la série études et document CERDI. Université d'Auvergne, P.3.

commerciaux. Dans ce cadre, deux visions s'opposent : le libre-échangeisme et le protectionnisme.

1-1-1-1 Le libre échange(LE)

Le libre échange est la doctrine économique favorable à la libre circulation des marchandises. Cette libre circulation peut s'étendre aux services, aux capitaux et la main d'œuvre. Pour cela, Les libre-échangistes préconisent la suppression de toutes les entraves aux échanges (barrières douanières)⁵.

La théorie de l'avantage absolu a été exposée par Adam Smith dans son livre « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations » paru en 1776, faisant de la division internationale du travail la source de tout progrès économique véritable. Chaque pays, selon lui doit se spécialiser dans la production des biens où il possède un avantage absolu, c-à-d où les coûts de travail sont moins élevés qu'à l'étranger. Il serait en effet absurde qu'un pays produise ce qu'il peut acheter moins cher à l'étranger.

« Si un pays étranger peut nous fournir une marchandise à meilleur marché que nous ne sommes en état de l'établir nous-mêmes, il vaut bien mieux que nous la lui achetions avec quelque partie de produit de notre propre industrie, employée dans le genre dans lequel nous avons quelque avantage »⁶.

David Ricardo va plus loin avec ses avantages comparatifs, dans son exemple du commerce du drap et du vin entre l'Angleterre et le Portugal, il démontre que :

-Si un pays connaît des avantages absolus pour plusieurs produits, il doit se spécialiser à ne fabriquer que le bien où il est comparativement le meilleur ;

-Si un pays n'a pas d'avantage absolu, son intérêt est quand même de se spécialiser dans la production du bien où il est comparativement le moins désavantagé.

Ainsi, le libre échange peut s'ouvrir à tous les pays, même à ceux n'ayant pas d'avantage absolu, et apporter une croissance mutuelle.

Le modèle de HOS (Heckscher- Ohlin-Samuelson) « améliore » celui de Ricardo dans le contexte du XX^e siècle. Non seulement les gains à l'échange sont favorables à tous les pays

⁵Frederic Daniel ROUGET. (2006-2009), « Les politiques commerciale », CP de SES Mayotte, p.5.

⁶Adam.S. (1776) (trad. Germain Garnier, Adolphe Blanqui), « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations »,Ed.Otto Zeller, 1996.t.2, chap.2, livre2, P.36.

mais, en plus, il ya une tendance à l'égalisation des rémunérations des facteurs de production. Cette théorie est largement infirmée par les faits et n'explique pas pourquoi les pays semblables en dotation de facteurs de production (France et Allemagne par ex) échangent entre eux les mêmes produits(les autos par ex).

1-1-1-2 Le protectionnisme

Le protectionnisme est une théorie et une politique économique visant à réduire, voire à empêcher l'entrée sur le territoire national de produits d'origine étrangère. Pour ce faire, le pays aura recours à l'instauration :

➤ **Des barrières tarifaires :**

Les droits de douane sont des taxes prélevées sur les marchandises lors de leur passage aux frontières. Les douaniers surveillent les entrées sur le territoire national essentiellement pour cette raison. La taxe agit sur le prix du produit étranger vendu sur le marché intérieur. Les consommateurs nationaux sont dissuadés d'acheter ces produits étrangers jugés trop coûteux et préfèrent acheter la production locale.

➤ **Des barrières non tarifaires :**

- Les prohibitions commerciales sont des interdictions d'importer certains produits. Ces prohibitions reposent parfois sur des raisons sanitaires (ex : interdiction d'importer en France de la viande bovine durant la crise de la « vache folle »), parfois pour des raisons religieuses (interdiction d'importer de l'alcool en Arabie Saoudite), parfois pour des raisons morales (armes, drogues...) ou écologiques (animaux exotiques). L'embargo est une mesure administrative qui vise à empêcher la libre circulation d'une marchandise (ex : un embargo sur les armes).
- Le contingentement est un quota d'importation qui limite arbitrairement l'entrée des marchandises. L'autorisation d'importer n'est valable que pour un nombre réduit de produits. Durant le gouvernement Edith Cresson (1991-1992), les magnétoscopes japonais ont été contingentés.
- Pour des raisons politiques, un Etat peut interdire les importations en provenance d'un pays. Les Etats-Unis utilisent parfois cette arme à l'encontre de pays jugés dangereux. Le blocus est l'ensemble des mesures visant à l'isolement d'un pays sur le plan économique. Napoléon 1^{er} à élaborer le « blocus continental » contre le Royaume-Uni au début du XIX siècle.

Chapitre I : Revue théorique sur l'ouverture commerciale et la croissance économique

Tableau N°01 : Les avantages et inconvénients du libre-échange et du protectionnisme

	Avantage	Inconvénients
Libre échange	<ul style="list-style-type: none"> .Allocation optimale des ressources à l'échelle de la planète .Le commerce international : moteur de la croissance .Le commerce international : facteur de croissance du niveau de vie (satisfaction des besoins de consommation) .Facteur d'amélioration de la balance commerciale et de l'emploi à LT .Aide la plus efficace que peuvent fournir les PDEM aux PED 	<ul style="list-style-type: none"> .ACT : détérioration de la balance commerciale, de l'emploi et ralentissement de la croissance économique .Perte d'indépendance .Favorise les pays qui exploitent le plus leur main d'œuvre .Les pays qui dominent imposent une DIT qui les avantage par le jeu des firmes multinationales . Risque d'acculturation notamment par la diffusion d'un mode de consommation
Protectionnisme	<ul style="list-style-type: none"> .ACT : protéger l'emploi, limiter le déficit commercial, soutien au pouvoir d'achat grâce au maintien de l'emploi grâce à la mise de politique de relance permise par le desserrement de la contrainte extérieure .ALT : facteur d'indépendance nationale : protéger les industries naissantes, les choix sociaux .Il peut aller de paire avec l'essor du commerce extérieur et de la croissance. 	<ul style="list-style-type: none"> . Pérennité d'un appareil de production obsolète .Facteur d'inflation si malgré l'effet prix négatif (hausse du tarif) le volume des importations demeure identique .Risque de rétorsions .Non satisfaction des besoins des consommateurs (diversité, qualité, mode, prix) .conséquence négative pour les PED : ralentissements d'exportations, ralentissement de la croissance endettement

Source : Elaboré par nous même

1-2 La mondialisation

Ce phénomène est devenu l'un des concepts les plus en vogue depuis le milieu des années 90, non seulement dans le milieu des sciences sociales, mais également au sein du grand public.

1-2-1 Définition de la mondialisation

La mondialisation est définie comme la mise en relation de différents ensembles géographiques par un processus historique d'extension progressive du système capitaliste

dans l'espace mondial⁷. La mondialisation revêt plusieurs aspects, en effet elle touche la politique, l'économie, la culture, la société ou encore l'information. Elle représente l'ouverture des frontières et l'avènement du commerce international, de la délocalisation et de la libre circulation des hommes et des biens.

1-2-2 Les caractéristiques principales de la mondialisation

La mondialisation se caractérise par un ensemble de facteurs qui ont favorisé l'interdépendance des économies du monde, à savoir l'intensification des échanges commerciaux, l'expansion des investissements directs étrangers, l'émergence des mouvements financiers, la diffusion des connaissances et des technologies à l'échelle planétaire.

➤ **Le commerce**

Le commerce mondial a enregistré une croissance rapide au cours des deux dernières décennies. Depuis 1986, il ne cesse d'augmenter nettement plus vite que le produit intérieur brut (PIB) mondial. Dans les années soixante-dix, la libéralisation des échanges dans le cadre de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) a été modeste et progressive et a surtout concerné les pays industrialisés bien plus que les pays en développement. Au début des années quatre-vingt, elle s'est accélérée, notamment dans les pays en développement⁸.

➤ **Investissements directs étrangers (IDE)**

Au début des années quatre-vingt, les IDE se sont accélérés, à la fois en valeur absolue et pourcentage du PIB. Depuis 1980, l'environnement mondial est beaucoup plus favorable à la croissance des IDE. En 2000, plus de 100 pays avaient adopté des mesures de libéralisation significatives dans ce domaine. Peu nombreux en effet sont les pays qui ne cherchent pas activement à attirer ces investissements. Toutefois, les espoirs ont souvent été déçus⁹. Malgré la croissance rapide des mouvements d'IDE vers les pays en développement, les investissements restent fortement concentrés dans une dizaine de ces pays.

⁷ A. BARTHES. (2005), Petit manuel simplifié pour comprendre la mondialisation à l'usage des premiers cycles en sciences humaines et sociales, EPU, Coll. Economie et gestion, Paris, 85p.

⁸ Ait Mokhtar Omar. (2012), «La mondialisation : Caractéristiques et Impacts », Revue académiques des sciences sociales et humaines, Algérie, P.19

⁹ Paul R. Krugman. (1996), « La Mondialisation n'est pas coupable : vertus et limites du libre-échange », La découverte poche 2000/ MTT.PP(3-16).

➤ Flux financiers

L'intégration rapide des marchés financiers au cours des vingt dernières années représente l'aspect le plus spectaculaire de la mondialisation. Le système de Bretton Woods créé après la seconde guerre mondiale était fondé sur des comptes des mouvements de capitaux fermés et des taux de change fixes. Alors que la libéralisation graduelle du commerce et des IDE démarrait, la mondialisation financière ne figurait pas encore à l'ordre du jour. Les marchés financiers nationaux demeuraient séparés.

➤ Technologie

Les pays industrialisés ont été à l'origine de la révolution technologique qui a facilité la mondialisation, mais cette révolution s'est également répercutée sur le reste de l'économie mondiale. Dans une certaine mesure, les nouvelles technologies ont modifié les avantages comparatifs internationaux en faisant du savoir un facteur de production important. Les industries exigeant un haut degré de connaissances et utilisant des technologies de pointe sont du secteur qui connaît la plus forte croissance. Pour réussir leur développement économique, les pays doivent se donner les moyens de pénétrer ce secteur et d'être compétitifs, ce qui suppose qu'ils accroissent leurs investissements dans l'éducation, la formation et la diffusion du savoir¹⁰.

La mondialisation renvoie donc au groupement des composantes de l'économie mondiale. Cette configuration est accélérée par des politiques d'ouvertures commerciales et financières volontaires ou dans le cadre des recommandations des organisations internationales pour les pays en développement tel le cas de l'Algérie.

Pour clore cette section, nous tenons à dire que le commerce international est un échange des biens et services à l'aide desquels les pays satisfont leurs besoins illimités à la base du développement de la division internationale du travail. A travers ces échanges ils acquièrent des positions solides sur le marché international.

Du fait de l'existence de certaines interdépendances entre l'évolution des termes de l'échange et la croissance des économies, on effectuera dans la section suivante une étude sur les principales théories de la croissance économique.

¹⁰Ducobu, A.Yung-Do. (2005), « Internationalisation des Etats et banques multinationales : acteurs, stratégies, régulation », Academia-Bruylant, Louvain-La-Neuve, Belgique, PP (18-25).

Section2 : L'histoire de la croissance économique

Face aux problèmes préoccupants que pose l'évolution des pays en voie de développement, les économistes se sont penchés sur le phénomène de la croissance économique afin de mieux comprendre les mécanismes par lesquels elle s'opère, d'identifier ses principaux déterminants et de dégager les facteurs qui favorisent la progression des revenus et de la production au sein des économies nationales.

Dans cette section, nous présentons les principales théories expliquant les raisons par lesquelles la croissance se diffère d'une nation à une autre.

2-1 La notion de la croissance économique

De façon générale, la croissance économique peut être entendue comme la variation positive de la production de biens et de services d'une économie sur une période donnée généralement une période longue. L'indicateur le plus utilisé pour l'évaluer, est le produit intérieur brut (PIB), mesuré en volume ou à prix constant pour corriger les effets de l'inflation. Dans ce contexte, Perroux. F définit la croissance comme étant « l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes (où chaque période comprend plusieurs cycles quasi- décennaux) d'un indicateur de dimension : pour une nation, c'est le produit global net en termes réel. Ce n'est pas l'augmentation du produit réel par habitant »¹¹ et il s'agit de la première conception de la croissance. La croissance économique est synonyme de production de biens et services, de créations d'emplois et de richesse. Elle assure la prospérité économique, sociale et humaine. En effet, elle désigne, de manière concurrentielle, l'augmentation durable du revenu national, supérieur à l'accroissement de la population¹².

En outre, S.Kuznets définit « la croissance économique d'un pays comme l'augmentation à long terme de la capacité d'offrir des biens économiques de plus en plus diversifiés à sa population. Cette capacité grandissante est basée sur la technologie avancée et les ajustements institutionnels et idéologiques qu'elle demande »¹³.

¹¹Bellataf. M. (2010), « Economie du développement », office des publications universitaire, Alger, P.9.

¹²Bellataf.M(2010), op cit, P.7.

¹³Kuznets.S. (1973), « Modern economic growth: findings and reflections», the American Economic Review, Vol .63, N°.3, P.247.

2-1-1 Typologie de la croissance

La croissance peut prendre l'une des formes suivantes¹⁴:

- **Croissance extensive** : lorsqu'elle résulte de l'augmentation quantitative des facteurs de production (travail, capital) intégrés au sein du processus productif.
- **Croissance intensive** : elle est obtenue par une meilleure utilisation des facteurs de production. L'organisation du travail est également améliorée et la main d'œuvre plus quantifiée.
- **Croissance libérale** : elle se déclenche spontanément par les forces du marché : la vie des entreprises, le prix, le travail et les échanges obéissent à la loi de l'offre et de la demande.
- **Croissance équilibrée** : elle met en mouvement tous les secteurs à la fois dans une progression assez régulière qui mise sur la demande et qui valorise le rôle du marché national. Moteur principal du développement.
- **Croissance déséquilibrée** : elle démarre d'un secteur privilégié pour, théoriquement se transmettre aux autres domaines de l'activité.
- **Croissance potentielle** : elle correspond à l'utilisation maximale de tous les équipements et les facteurs de production.
- **Croissance interventionniste** : elle est dirigée et amorcée par l'intervention de l'Etat dans la vie économique et sociale. Remarquons que plus un pays est en retard par rapport aux autres, plus la croissance est interventionniste.

2-1-2 Les facteurs explicatifs de la croissance

Elle est expliquée par trois éléments principaux :

✓ **Le facteur travail**

Dépend de la population active occupée, de son niveau de compétence, de la durée et de la qualité du travail.

✓ **Le facteur capital**

Constitue les éléments matériels (installations, équipements, outillages) mobilisés par les unités de production pour fabriquer. Il dépend de l'investissement, du taux d'utilisation, du capital technique et de la qualité du capital technique.

¹⁴Jean-Yves Capul. (2004), « l'économie et les sciences sociales de A à Z », Ed Hatier, Paris.

✓ Le progrès technique

Il peut être défini dans un premier temps, comme l'ensemble des éléments qui permettent d'améliorer les méthodes de production et d'accroître la productivité. Toutefois, le progrès technique s'inscrit aussi dans les différentes formes d'innovations mises en œuvre par l'entrepreneur, lesquelles peuvent concerner aussi la fabrication d'un produit nouveau, la mise en œuvre d'une nouvelle méthode d'organisation de la production.

2-1-3 Les indicateurs de la croissance économique

Mesurer la croissance est un exercice difficile, c'est pourquoi de nombreux économistes ont cherché à dépasser le concept du PIB afin d'introduire des indicateurs alternatifs.

A. Concept de PIB (produit intérieur brut)

Agrégat de la Comptabilité nationale fournissant une mesure de la production ; il est égal à la somme des valeurs ajoutées augmentée de la TVA grevant les produits et les droits de douane nets des subventions à l'importation : $PIB = \text{somme des valeurs ajoutées} + \text{TVA} + \text{droits de douane} - \text{subventions à l'importation}$ ¹⁵.

B. Les indicateurs alternatifs de la croissance

Les organisations internationales telles que le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), la Banque Mondiale, l'institut américain « Redefining Progress », la Commission Européenne ou les Organisations Non Gouvernementales ont ouvert la voie en prenant une série d'initiatives.

- Les experts du PNUD utilisent l'IDH : Indice de Développement Humain. Cet indicateur synthétique combine trois critères : le PIB par habitant, l'espérance de vie à la naissance et le niveau d'instruction (taux de scolarisation et taux d'alphabétisation).

¹⁵Altain.B, Antoine.C, Christine.D, Anne-Mary.D.(2007), « Dictionnaire des sciences économique », 2^{ème} édition Armand Colin, Paris.

Il consiste à ramener des grandeurs disparates sur une échelle allant de 0 à 1 puis à les additionner.

- La Banque Mondiale a mis au point l'épargne nette ajustée encore appelée, épargne véritable, pour exprimer la variation du capital économique, humain et naturel d'un pays à l'issue d'un cycle de production. A partir de la mesure standard de l'épargne nationale brute, il procède à quatre types d'ajustements : déduction de la consommation de capital fixe, ajout des investissements en capital humain (dépenses d'éducation), déduction de la baisse des stocks de ressources naturelles consommées (énergie, minerais, forêts) et des dommages causés par la pollution.
- L'institut américain « Redefining Progress » a proposé en 1995 un indicateur de progrès véritable.
- Les experts européens disposent de 155 indicateurs pour analyser le développement durable, dont une dizaine d'indicateurs dits de premier rang incarnent les objectifs majeurs (le PIB par habitant doit rendre compte du développement socioéconomique).
- Enfin, les ONG réunies au sein du Global Footprint Network utilisent l'empreinte écologique. Cette dernière évalue l'impact de la consommation d'une population donnée selon la surface de sol et d'océan nécessaire pour la produire et pour assimiler les déchets qu'elle génère. Si l'empreinte dépasse la bio-capacité (c'est-à-dire la capacité de la terre à produire ses ressources et à absorber les déchets), cela signifie que les capacités régénératrices de la planète sont dépassées¹⁶.

2-2 Les théories de la croissance

Les théories explicatives de la croissance sont relativement récentes dans l'histoire de la pensée économique. Ces théories ont conduit à mettre en avant le rôle primordial du progrès technique dans la croissance. Sur le long terme, seul le progrès technique est capable de rendre plus productive une économie. Toutefois, ces théories expliquent encore mal d'où provient ce progrès, et en particulier en quoi il est lié au fonctionnement de l'économie.

2-2-1 La théorie classique

La majorité des économistes de l'école classique estiment qu'à long terme l'économie va atteindre un état stationnaire (aucune croissance n'est durable). L'économiste A. Smith (1776), à travers ses recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations ; les effets

¹⁶Mr DIEMER, « ECONOMIE GENERALE : La croissance économique », IUFM Auvergne, p 137.

de productivité induits par le développement de la division de travail, laissaient entrevoir la possibilité de croissance ininterrompue. A son tour T. Malthus (1796) dans son essai sur le principe de la population, montre que dans un contexte de rendement décroissant si les salaires sont maintenus à des niveaux fixes, la population cesse de croître la production aussi ; le réinvestissement productif du surplus population serait la sortie de l'état stationnaire.

Toutefois, D. Ricardo (1817) dans ses principes de l'économie politique et de l'impôt souligne que la croissance est limitée par la loi des rendements décroissants des terres et la solution à cet état serait le réinvestissement productif du surplus et de s'ouvrir au commerce international.

2-2-2 La théorie post-keynésienne

Après la crise de 1929, les économistes Harrod (1939) et Domar (1947), influencés par Keynes¹⁷, ont cherché à comprendre les conditions dans lesquelles une phase d'expansion peut être durable. Sous l'hypothèse du stock en capital constant, les deux économistes considèrent que la croissance est équilibrée à condition que la production, l'épargne et l'investissement croissent au même rythme. Dans le cas contraire, par exemple si l'investissement croît moins rapidement que l'épargne, l'accumulation du capital augmente au détriment de la production ce qui va induire la baisse de la demande, de la production et de ce fait le ralentissement de la croissance.

2-2-3 Les modèles néoclassiques : l'approche de Solow

Le modèle de Solow (1956)¹⁸ repose essentiellement sur l'hypothèse d'une productivité marginale décroissante du capital dans la fonction de production. Le modèle est dit néoclassique au sens où les facteurs de production sont utilisés de manière efficace et rémunérés à leur productivité marginale. Dans ce modèle, la croissance de long terme ne peut provenir que du progrès technique (et non plus de l'accumulation du capital). L'une des faiblesses théorique du modèle de Solow vient du fait qu'il considère le progrès technique comme exogène, autrement dit il ne dit rien sur la façon dont le progrès technique apparaît.

¹⁷Keynes. (1936), dans la théorie générale, ne s'est concentré que sur le court terme, il n'a pas construit une théorie de la croissance économique à long terme.

¹⁸ SOLOW R (1956), « Technical Change and the Aggregate Production Function », Review of Economics and Statistics, Vol 39, N° 3, August, P (312-320).

2-2-4 Les nouvelles théories de la croissance : croissance endogène

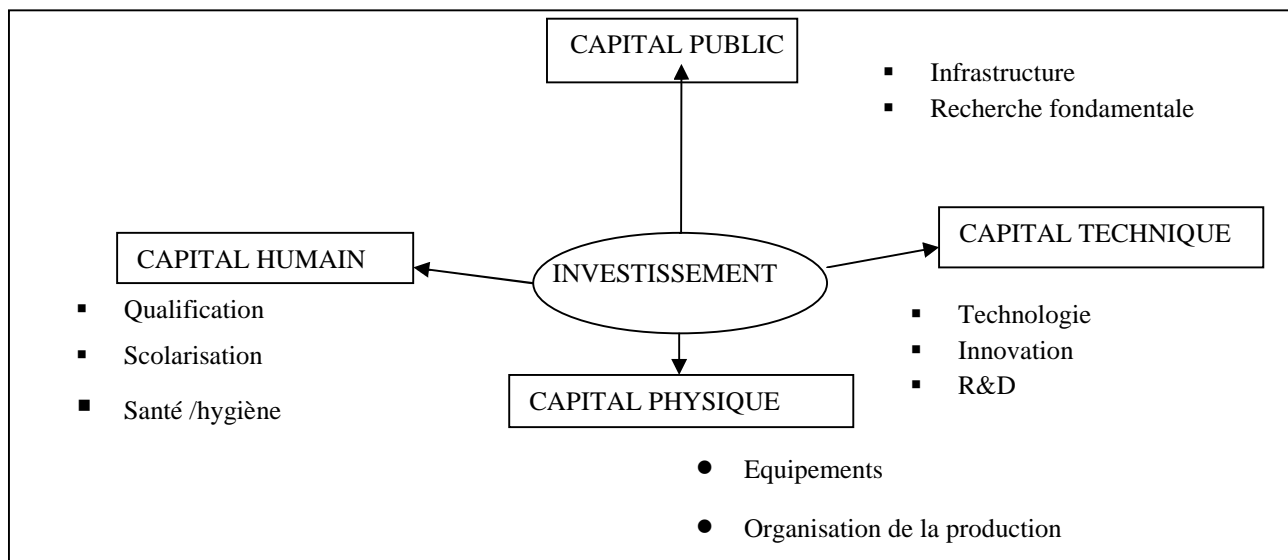
Les théories de la croissance endogène sont un ensemble de modèles qui ont été développés à partir de la fin des années 1970 notamment par P. Romer (1986)¹⁹, R.Lucas(1988)²⁰et R.Barro(1989)²¹. Ces derniers cherchent à rendre le facteur progrès technique endogène, ils se fondent sur l'hypothèse que la croissance génère par elle-même ce progrès technique, et il n'y a plus de fatalité des rendements décroissants. La croissance endogène constitue un processus qui s'auto-entretient à travers trois grands mécanismes :

Premièrement, le learning by doing : plus on produit, plus on apprend à produire de manière efficace. En produisant, on acquiert en particulier de l'expérience, qui accroît la productivité.

Deuxièmement, la croissance favorise l'accumulation du capital humain, c'est-à-dire les compétences possédées par la main d'œuvre et dont dépend sa productivité.

Troisièmement, la croissance permet de financer des infrastructures (publiques ou privées) qui la stimulent.

Figure N°01: Schéma des facteurs principaux de la croissance endogène



Source :Guellec, D. Ralle.p « les nouvelles théories de la croissance », la découverte, 1996, P15.

¹⁹ Paul M. Romer.(1996), « Why, in America? Theory, history and origins of modern economic growth», Papier de travail 5443, Université de Californie, Berkeley, P(1-2).

²⁰ LUCAS, R.E.(1988), « On the mechanics of Economic Development », Journal of Monetary Economics, Vol 22, Issue 1, P.3-42.

²¹ Idem P.4.

Les théories de la croissance endogène permettent d'étudier la croissance dans les pays développés, qui s'obtient de nos jours plus par l'amélioration de la qualité et de la productivité des facteurs de production que par l'augmentation de leur quantité.

Section 03 : Etudes antérieures sur la relation ouverture-croissance économique

La littérature sur la relation entre le commerce et la croissance économique ne date pas d'aujourd'hui, plusieurs études théoriques et empiriques ont été réalisées pour montrer les impacts des échanges internationaux sur la croissance économique.

Nous allons étudier dans cette section les différents travaux théoriques et empiriques menés par les économistes et nous allons présenter par la suite la relation entre l'ouverture commerciale et l'instabilité de la croissance.

3-1 Les travaux théoriques et empiriques

Les principaux travaux théoriques et empiriques menés par les économistes sont :

3-1-1 Les analyses traditionnelles (travaux théoriques) :

David Ricardo, au 19^{ème} siècle, par sa théorie des avantages comparatifs, a démontré que plus un pays était ouvert, plus cela lui permettait de réorienter ses ressources rares vers des secteurs plus efficaces et d'améliorer son bien-être. Les théories qui suivirent sont venues confirmer ces gains, en plus de rajouter ceux liés à la rémunération des facteurs de production. Cependant, même dans les nouvelles théories du commerce international qui prennent en compte les rendements d'échelle et la concurrence imparfaite, les gains restent statiques. C'est dans la théorie de la croissance qu'on peut alors venir chercher les gains dynamiques²².

Les modèles de croissance néo-classiques, issus du modèle de Solow (1957), assument que le changement technologique est exogène. Dans un tel cadre, les politiques commerciales d'un pays ne peuvent donc pas être considérées comme un élément affectant sa croissance.

Depuis le début des années 1990, les nouvelles théories de croissance considèrent le changement technologique comme étant endogène. Il devient alors possible de combiner la nouvelle théorie du commerce international et celle de la croissance endogène.

²²Nadia.L. (2005), « L'impact du degré d'ouverture sur la croissance économique : Cas de six pays d'Afrique de l'Ouest », Thèse de doctorat, Université de Montréal, p.7.

Grossman et Helpman (1991)²³ démontrent que l'ouverture permet d'augmenter les importations domestiques de biens et services qui incluent des nouvelles technologies. Grâce à l'apprentissage par la pratique et le transfert de technologie, le pays connaît un progrès technologique, sa production devient plus efficiente et sa productivité augmente. On s'attend alors que les économies plus ouvertes croissent à un rythme plus rapide que celles plus protectionnistes. Cependant, les auteurs rajoutent que ces gains dépendent de plusieurs facteurs, dont la situation initiale. Cette dernière détermine la nature de la spécialisation du pays dans le long terme et donc son taux de croissance. L'ouverture d'une petite économie peut la conduire à se spécialiser dans un secteur de faible croissance, contribuant plutôt à laisser le pays dans le sous-développement. Dans ce cas, le pays devrait adopter des politiques protectionnistes durant les premières étapes de son développement, pour ensuite opter pour des politiques d'ouverture appropriées.

Selon l'étude de Levine et Renelt (1992), la relation de causalité entre l'ouverture et la croissance se fait à travers l'investissement. Si l'ouverture au commerce international permet l'accès à des biens d'investissement, cela mènera à une croissance de long terme. Un pays libéralisant ses échanges s'attirera des flux d'investissement étranger. Cependant, cela risque d'engendrer une baisse de l'investissement domestique due à une plus forte concurrence internationale et l'effet net reste alors ambigu. Grossman et Helpman (1992) avancent également qu'un pays protégeant son économie peut stimuler sa croissance. Cela est possible dans le cas où l'intervention gouvernementale encourage l'investissement domestique selon les avantages comparatifs du pays. Pour Batra (1992) et Leamer (1995), la libéralisation des échanges réduit les tarifs, et par conséquent, diminue le prix relatif des biens domestiques manufacturés. Ces biens deviennent moins attractifs que les biens étrangers, et l'économie domestique peut alors subir une perte.

Néanmoins, même si ces travaux encouragent des politiques protectionnistes sous certaines conditions, aucun n'encourage la protection comme stratégie de développement à long terme. La protection est vue comme une stratégie de court terme afin de préparer adéquatement l'économie à l'ouverture de ses marchés. D'autres travaux, comme ceux de Grossman et Helpman (1991), Romer (1990) et Rivera-Batiz et Romer (1991), portent leur attention sur les implications à long terme de l'intervention gouvernementale dans le

²³GROSSMAN.G.M.and HELPMAN.E.(1991),« Innovation and growth in the global economy».Cambridge, MIT press,P.359.

commerce. Ils considèrent l'innovation comme source de croissance et encouragent donc des politiques d'ouverture. Dans leurs modèles, les gains du libre-échange proviennent principalement des effets d'échelle véhiculés à travers la recherche et développement. L'innovation générée contribue à augmenter le stock de connaissance et le transfert de technologie. De plus, le commerce international permet d'éviter aux pays de la R&D redondante qui pourrait détourner des ressources d'activités plus productives.

Les études théoriques n'ayant pas réussi à trancher si l'ouverture commerciale contribue ou non à la croissance économique, les différents travaux empiriques sur le sujet ont, par contre, abouti à des résultats similaires où l'effet de l'ouverture est généralement favorable à la croissance.

3-1-2 Les travaux empiriques

Les travaux empiriques de [Edward, 1989-1993]²⁴ ont confirmé l'existence d'un lien étroit entre l'ouverture commerciale et le taux de croissance. L'estimation de [Baldwin et Seghezza, 1996]²⁵ confirmée par celle de [Lee 1993-1994]²⁶ ont prouvé que l'ouverture influence positivement la croissance à travers les externalités positives induites par l'investissement. En revanche les travaux de [Coe et Moganem, 1993], [Coe et Helpman 1995]²⁷, R.Brecher, C.Ehsman et S.Laurance, 1996] ont démontré que le stock en R &D et l'échange de technologie conditionne l'essor de la croissance des pays industrialisés (Etats-Unis, France, Canada ...etc.). Par ailleurs [L Fontagné et J Guénin, 1997]²⁸ indiquent que les conditions internes d'un pays déterminent l'effet de l'ouverture sur sa croissance. En effet, dans un pays si certaines conditions sont remplies, capital humain qualifié par exemple, l'ouverture stimule sa croissance dans la mesure où elle renforce la réaction du pays face aux chocs extérieurs. Par ailleurs le travail réalisé par [Busson et Villa (1997)²⁹ à partir de 57 pays industrialisés et en développement sur la période 1967-1991 confirme l'importance de l'ouverture commerciale dans la croissance économique.

²⁴Edward.S.(1998), «Openness productivity and Growth: what do we really know? »The Economic Journal, Vol 108, Issue 447, P(383-398).

²⁵BALDWIN, R.E and SEGHEZZA.E.(1996), «Growth and European Integration: Towards an Empirical Assessment» Centre for Economic Policy Research, CEPR Discussion Paper; N°1393, P.36

²⁶LEE, j. W.(1994), «Capital Goods Imports and Long-Run Growth », National Bureau of Economic Research Working Paper: 4725, April, Page 20.

²⁷DAVID T.COE, E HELPMAN (1995), « International R&D spillovers» European Economic Review, Vol.39, Issue 5,P.859-887.

²⁸Fontagné L et Guénin J-L,(1997), « L'ouverture catalyseur de la croissance», Economie Internationale, N°71,PP.135-167, 3 ème trimestre.

²⁹Busson F. &P. Villa(1997), « Croissance et Spécialisation », Revue économique, à paraître.

Les différentes études théoriques ne peuvent avancer de manière certaine la nature de la relation ouverture-croissance économique, tandis que la quasi-totalité des travaux empiriques identifient un effet positif.

3-2 Relation entre ouverture commerciale et instabilité de la croissance

L'expérience dans le monde montre que les pays en développement et de petites tailles sont les plus instables. Dans un contexte d'ouverture, ces pays sont exposés aux chocs extérieurs. Pour faire face à ces chocs ces pays doivent adopter des politiques d'ouverture appropriées et favorables à la compétitivité des entreprises et capables d'atténuer les effets négatifs et accroître le degré d'expositions aux chocs extérieurs.

Les études de Guillaumont(1994)³⁰ traitent l'effet de l'instabilité des recettes d'exportations sur la croissance. L'auteur teste le double effet de l'ouverture, l'accroissement de l'exposition aux chocs, et la capacité de réagir aux chocs. Ces différents chocs engendrent la fluctuation du produit global de l'économie, et ils sont d'autant plus importants que l'économie est plus ouverte. La politique d'ouverture commerciale implique donc une meilleure capacité à gérer les chocs, par conséquent elle est susceptible de diminuer, au lieu d'accroître, l'instabilité de la croissance.

Les travaux de CordenNeary (1982)³¹ montrent que la relation positive entre l'instabilité du taux de croissance et l'ouverture commerciale tend d'être accentuée par des politiques de protection industrielle et de change impropre, car ces politiques engendrent une réallocation inefficace des ressources, et minimisent les capacités du pays de bénéficier de développement mondial. Donc les politiques économiques adoptées, les caractéristiques structurelles et le niveau de développement d'un pays joue un rôle déterminant pour la croissance d'un pays et interviennent significativement dans l'explication des phénomènes économiques observés.

³⁰Guillaumont P. (1994), Politique d'ouverture et croissance économique : les effets de la croissance des exportations et de l'instabilité des exportations, Revue d'Economie du Développement, 1, pp 91-114.

³¹Idem, P8

Conclusion

L'économie mondiale a connu depuis le milieu du 20^{ème} siècle des changements profonds marqués par un accroissement des échanges et une ouverture de plus en plus importante des économies relatives à la généralisation de l'adoption des économies de marché. L'ouverture au commerce mondial est l'un des faits importants qui caractérise les différentes mutations de l'économie mondiale, où le débat économique concernant le commerce international voit s'affronter deux points de vues opposés. D'une part, les tenants du libre-échange qui insistent sur les bienfaits de l'ouverture qui conduit à une spécialisation internationale, ce qui augmente la productivité dans les pays pratiquant le commerce. D'autre part, les partisans d'une intervention publique qui soutiennent la protection du commerce extérieur par plusieurs arguments aussi bien interne.

Le concept de la croissance économique qui occupait l'esprit de nombreux économistes, est largement développé par le fait de certaines analyses dont les approches traditionnelles sont englobées ; d'où l'approche néoclassique présentée par Solow-Swan(1956) ; a été enrichie durant les années 80 afin de tenir compte d'un certain nombre de critiques portées par la croissance endogène qui a ouvert de nouvelles perspectives.

Des études théoriques et empiriques ont été faites par plusieurs économistes pour détecter la relation existante entre l'ouverture commerciale et la croissance. Cela dit, les études théoriques ne sont pas arrivées à une réponse claire et définitive sur la relation existante entre eux, tandis que les travaux empiriques arrivent à démontrer un impact positif. Ils se heurtent à plusieurs limites économétriques dont la pertinence du choix de l'indicateur d'ouverture. Si on arrive à établir sans ambiguïté l'existence d'un impact positif et significatif de l'ouverture sur la croissance économique, cela encouragera le gouvernement de pays en voie de développement désireux d'améliorer leurs situations d'adapter des politiques de libéralisation commerciale.

Dans le cadre de ce travail, on analysera dans le chapitre suivant l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie et dans lequel on évoquera le processus d'ouverture économique et les différentes réformes menées depuis l'indépendance et de souligner l'évolution de son taux de croissance avant et après cette ouverture.

Chapitre II :
Processus d'ouverture
commerciale en Algérie

Introduction

Le commerce extérieur de l'Algérie est caractérisé par deux périodes fondamentales : celle de l'économie planifiée et celle de la libéralisation du commerce extérieur. Après l'indépendance, l'Etat algérien a pris en charge l'organisation du commerce extérieur et cela par le contrôle de toute entrée et sortie des marchandises.

Plusieurs lois, décrets et instruments ont été élaborés dans ce contexte, dont l'objectif est la protection de l'économie nationale à travers la limitation des importations et l'amélioration des recettes.

Engagée depuis la fin des années quatre-vingt dans un processus d'ouverture économique, de libéralisation du commerce extérieur et d'intégration à l'économie mondiale, la structure de l'économie a connu certains programmes d'ajustement pour faciliter les flux commerciaux, rétablir une croissance économique et répondre au plan d'ajustement exigé par le FMI, suite à l'endettement de l'Algérie pendant la crise de 1988. L'Etat Algérien a ainsi procédé en 2002 à la signature de l'accord d'association avec l'Union Européenne, accord pour lequel elle demande actuellement sa renégociation pour de multiples raisons. Des poursuites sans relâche sont également engagées par le pays depuis plus d'une décennie et après négociations lui permettant d'accéder à l'Organisation Mondiale du Commerce restent vaines à ce jour. Ces deux volets (U.E et O.M.C) constituent indéniablement un choix jugé stratégique susceptible de dynamiser la croissance économique du pays, d'attirer davantage d'IDE et de tirer profit de ces derniers sur le double plan du transfert technologique et de la création d'emplois.

Nous allons entamer ce chapitre dans sa première section par un rappel historique sur le commerce extérieur de l'Algérie. Ensuite, nous aborderons la politique algérienne en matière d'ouverture commerciale dans sa deuxième section. Enfin, il sera dégagé une analyse descriptive des résultats obtenus suite à ces politiques appliquées dans la période de 1990 à 2014.

Section 1 : Aperçu historique sur le commerce extérieur de l'Algérie

Après l'indépendance et dans le but de protéger l'économie nationale, l'Etat algérien a pris le contrôle et le monopole sur les opérations de commerce extérieur et les hydrocarbures.

Cette section sera scindée en deux parties dont la première partie portera sur le processus de la nationalisation progressive du commerce extérieur (1963-1978) et la deuxième sur l'instauration du monopole de l'Etat sur le commerce extérieur (1978-1988).

1-1 La nationalisation progressive du commerce extérieur 1963-1978

Après l'indépendance le commerce extérieur en Algérie a connu certaines planifications et ajustements dans le but de le développer et de l'améliorer. Celui-ci étant toujours sous le système socialiste jusqu'à la fin des années 1980, période au cours de laquelle il a connu certains décrets, instruments et lois concernant l'organisation et le financement de celui-ci.

1-1-1 Les importations en Algérie sur la période 1963-1978

L'évolution des importations en Algérie peut être subdivisée en deux périodes essentielles : la période de (1963-1970) et la période de (1970-1978) :

➤ La période 1963-1970

Au lendemain de l'indépendance, l'Algérie appartenait à la zone franc où elle assure la libre convertibilité et la transférabilité de sa monnaie, tandis qu'en dehors de cette zone elle en exerce des limitations sur sa transférabilité. Durant cette période, les importations n'ont pas cessé de décroître jusqu'à 1966. Cette tendance à la baisse est due, dans une large partie, à la fuite des capitaux provoquée par le départ massif des européens et, par conséquent à la baisse des importations qui leur sont destinées, mais aussi à la mise en application, dès 1963, des mesures protectionnistes dont les objectifs sont :

- La protection de la production et l'emploi nationaux ;
- De limiter les importations dites de luxe dans le but de favoriser l'économie de devises ;
- D'améliorer l'état de la balance des paiements.

➤ **La période 1970-1978**

Ce système a fonctionné par l'attribution aux entreprises publiques d'un monopole à l'importation pour les produits de leur branches, telle que les entreprises de mécanique (SONACOME), les matériaux de construction (SNMC), de produit sidérurgique (SNS).

Dès 1972, le monopole a connu un nouveau fonctionnement par la distribution des licences d'importation en vue de favoriser la programmation des achats à l'étranger par les entreprises publiques détentrices d'un monopole.

Ce système était destiné à mieux réguler les flux commerciaux et à les articuler à la politique de développement économique et sociale grâce à :

- La diversification, par produit et par région géographique des échanges extérieurs ;
- L'extension progressive de l'étatisation du commerce intérieur en vue de faire récupérer par l'Etat une part du surplus du secteur des services et de mieux appliquer la politique de prix ;
- Aux négociations accrues sur le marché international pour le remplacement d'une multitude de demandeurs par un demandeur unique.

A partir de « 1974, les importations de biens se réalisent sous le couvert des Autorisations Globales d'Importation « A.G.I » pour les opérations du secteur « privé ».

Les A.G.I étaient alors délivrées par le ministre du commerce et les licences d'importation étaient octroyées par l'O.S.C.I.P³² et ensuite par la chambre nationale du commerce. Sous le régime des A.G.I, les sociétés nationales (actuelles entreprises publiques) recevaient une enveloppe en devises libellée en dinar algérien. Cette enveloppe était, en fait, un titre d'importation spécifiant :

- Les produits à importer (avec leurs tarifs douaniers) ;
- Les montants autorisés pour chaque produit (article) ;
- La domiciliation préalable (au dédouanement et règlement financier) des contrats d'importation de biens, était liée aux A.G.I et au respect des règles régissant le

³²L'office pour l'Orientation, le Suivi et la Coordination de l'Investissement Privé (OSCIP) qui a été marqué par une volonté d'encadrer et d'orienter les PME, selon les objectifs fixés le plan quinquennal de l'époque. Conformément à ces dispositions durant la période entre 1982-1988. OSCIP avait pour mission d'orienter l'investissement privé national vers des activités et des régions susceptibles de répondre aux besoins de développement et d'assurer sa complémentarité avec le secteur public.

contrôle des échanges, c'est-à-dire que les sociétés étaient soumises au contrôle à priori administratif et financier.

1-1-2 Les exportations en Algérie sur la période 1963-1978

On distingue principalement deux périodes essentielles relatives à celle des exportations et ce par la loi relative au commerce extérieur ; la période (1963-1974) et la période (1974-1978).

➤ La période 1963-1974

Durant cette période les exportations étaient gérées comme les importations par des organismes publics qui étaient dotés d'un monopole, tel que l'ONACO³³.

Cette période est connue aussi par la nationalisation du secteur de distribution des produits pétroliers en 1967, le lancement du pré-plan triennal (1967-1969) en vue de mettre en place des moyens matériels pour la réalisation des futurs plans et la nationalisation du secteur amont des hydrocarbures (1971).

Une série de mesures ont été entreprises dans le but de permettre à l'économie algérienne une extension au-delà du secteur des hydrocarbures qui représentait jusque-là, le secteur générateur des ressources financières pour l'Algérie.

➤ La période 1974-1978

Cette période a connu la liberté du commerce et suspend l'exercice de monopole par les entreprises publiques³⁴, sauf pour certains produits dans la liste est élaborée par le ministre du commerce, telles que les farines, les pâtes alimentaires, qui sont contingentées ou prohibées à l'exportation.

Dans le domaine de contrôle de change, l'avis N° 69 du 18 mars 1971 sur le rapatriement des recettes d'exportations qui était en vigueur en 1974 prévoit : sauf autorisation de la Banque Centrale Algérie un délai de rapatriement maximum de 60 jours à compter de la date d'expédition des marchandises, ce délai est rehaussé à 90 jours pour quelques produits.

³³Office National de Commercialisation.

³⁴L'ordonnance N° 74.11 du 30/01/1974.

1-1-3 Aspect généralde l'évolution du commerce extérieur durant la période 1962-1978**1-1-3-1 Evolution de la balance commerciale**

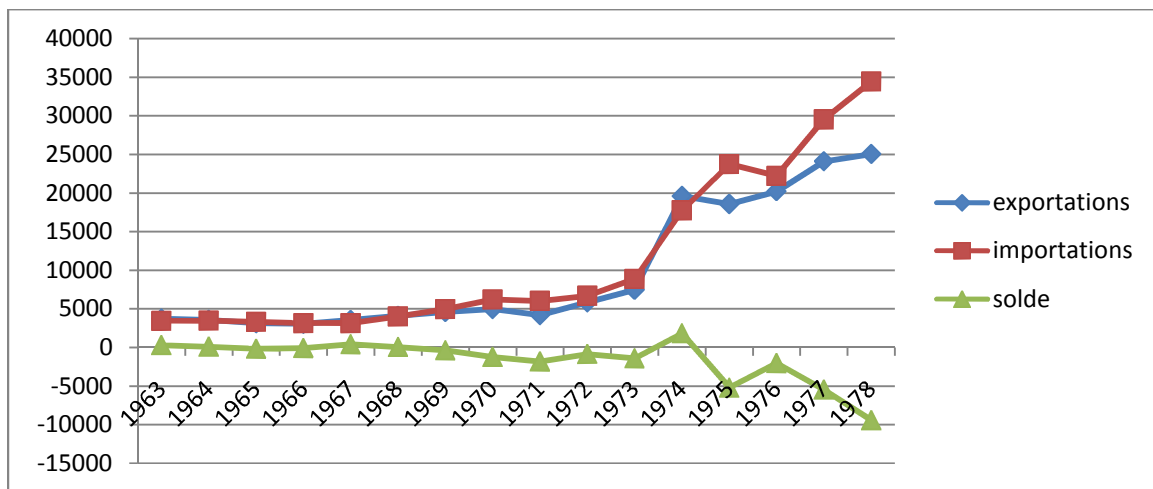
Le tableau suivant représente l'évolution de la balance commerciale durant la période (1963-1978)

Tableau N°02 : Evolution de la balance commerciale (1963-1978), en million de DA

Année	exportations	Importations	Solde	taux de couverture(%)
1963	3748	3437	311	109,05
1964	3588	3472	116	103,34
1965	3145	3312	-167	94,96
1966	3080	3153	-73	97,68
1967	3572	3154	418	113,25
1968	4097	4023	74	101,84
1969	4611	4981	-370	92,57
1970	4980	6205	-1225	80,26
1971	4208	6028	-1820	69,81
1972	5854	6694	-840	87,45
1973	7479	8876	-1397	84,26
1974	19595	17754	1841	110,37
1975	18565	23756	-5191	78,15
1976	20204	22226	-2022	90,90
1977	24089	29534	-5445	81,56
1978	25037	34439	-9402	72,70
Totale	155852	181044	-25192	-

Source : calcul des auteurs à partir des données de la banque mondiale.

Figure N° 02 : Exportations, importations, et solde commerciale (1963-1978)



Source Etablis par nous même à partir du tableau N° 02

Du graphique ci-dessus nous tirons certaines conclusions, à savoir :

- L'effondrement des importations et des exportations durant les deux premières années de l'indépendance (1962 – 1963), effondrement dû au départ des étrangers et donc à la baisse de leur consommation ; cette dégradation a duré jusqu'en 1967, et plus exactement 1968, où un accroissement des importations est clairement visible. Il est dû à l'accroissement des investissements publics dans le secteur industriel.
- Les exportations, de leur côté, ont suivi une évolution analogue ; leur dépression au début de l'indépendance est due à deux facteurs essentiels : d'une part à la baisse des produits agricoles et d'autre part, à la mise en place d'un code contingentaire et tarifaire.
- La chute des exportations en 1971 résultait de la crise pétrolière causant le boycott des produits algériens, notamment les produits agricoles et les hydrocarbures sur les marchés internationaux et surtout français. L'année 1971, montre bien la vulnérabilité de l'économie algérienne résultant de la non diversification géographique de ses échanges extérieurs suite aux chocs pétroliers issus de la guerre israélo-arabe d'octobre 1973, et le maintien des prix de pétrole à des niveaux élevés à partir de cette date jusqu'à 1978.
- Pour ce qui est de la balance commerciale, celle-ci a connu une nette amélioration de (1963-1968) à l'exception des années 1965 et 1966. Cette amélioration de la balance commerciale est le résultat, d'une part, des mesures d'austérité qui ont réduit sensiblement les importations des produits secondaires et, d'autre part, à l'exportation de quantités considérables de pétrole.

A partir de 1969, la balance commerciale de l'Algérie a été souvent déficitaire, le taux de couverture des importations par les exportations était relativement bas, la cause était, d'une part, l'augmentation des importations suite au lancement de premier plan quadriennal « 1970-1973 » et, d'autre part, à la baisse en 1971 des exportations du vin et de pétrole. La période (1974-1976) a enregistré des excédents et déficits et à partir de 1976 le déficit s'accroît d'avantage pour dépasser 9 millions de DA en 1978.

1-1-3-2 Evolution du taux de croissance du PIB

Le tableau suivant résume l'évolution du taux de croissance du PIB durant la période (1970-1978).

Tableau N° 03 : Evolution du taux de croissance du PIB pendant la période du « Tout Etat »

Année	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Taux de croissance du PIB	-0,54%	-1,33%	2,42%	3,81%	5,49%	4,54%	3,38%	4,25%	4,2%
Prix du pétrole (en \$)	2,09	2,8	2,8	3,1	14,3	11,98	12,21	13,74	13,8

Source : calcul des auteurs à partir des données de la banque mondiale.

Le taux de croissance du PIB suit une tendance globalement à la hausse pendant la période de nationalisation. Cette période est marquée par la croissance réalisée en 1972 suite à la nationalisation des hydrocarbures. En effet, le PIB a atteint 32117,7 million de dollars avec un taux de croissance de 2,42%, cela peut être interprété par le résultat de la nationalisation des hydrocarbures (1972). L'effet de la nationalisation de l'économie apparaît globalement positif pour la croissance de l'économie algérienne. Cependant qu'en est-il de l'effet de l'instauration du monopole de l'Etat ?

1-2 L'instauration du monopole de l'Etat sur le commerce extérieur 1978-1988

Au cours de cette période l'Etat a tenté de relancer l'économie à travers la relance des exportations. Cependant, cette stratégie a échoué, elle a engendré une récession du fait que les exportations sont centrées uniquement sur les hydrocarbures variable sensiblement affectée par la conjoncture économique défavorable de cette époque.

1-2-1 Les modifications apportées aux importations et aux exportations

La promulgation de loi n°78-02 du 11-02-1978 apporte plusieurs modifications aux importations à savoir : l'interdiction de toute intervention directe d'entreprises privées au niveau des importations (annulation des licences, AGI...etc.) ; l'autorisation d'importer mais pas de revendre en l'état des produits non soumis au monopole de l'Etat ; Les importations sont à effectuer en priorité avec les pays qui ont des relations commerciales traditionnelles avec l'Algérie, les entreprises de service sont aussi sous le monopole de l'Etat.

Dans le cadre de la même loi, toutes les exportations de biens, fournitures et services sont réservées à l'Etat et aux entreprises publiques, de ce fait les contrats avec les entreprises étrangères ne sont conclus que par l'Etat .Dans le cadre du programme général d'exportation, les entreprises publiques bénéficient d'une autorisation générale à l'exportation alors que celles du privé ils leur sont délivrés des licences d'exportation.

Dans le cadre d'incitation à l'exportation, l'Algérie a accordé des encouragements fiscaux (exonération de l'impôt sur le bénéfice réalisé à l'étranger, suppression du chiffre d'affaire dans le calcul de TAIC³⁵ et les exportations et réexportation dans le calcul de la TUGP³⁶...etc.), des encouragements en matière de prix (subvention des exportations pour compenser la surévaluation du dinar, diminution des coûts de transport...etc.), des encouragements en matière d'assurance (assurance risque commerciaux et non commerciaux par la CAA ³⁷... etc.)et des encouragement en matière de change (la création d'un fond de devise pour le soutien des exportations à l'étranger).

Suite aux insuffisances enregistrées dans la période du monopole de l'Etat, un Secrétariat d'Etat du Commerce Extérieur (SECE) a été créée en 1980 dans le but de :

- Améliorer la planification des échanges extérieurs par l'instauration des Autorisations Générales (AGE) d'Exportation individuelle et pluriannuelles.
- Alléger les procédures de gestion du programme général d'exportation notamment en matière de contrôle bancaire et de décentralisation financière.
- L'accroissement des infrastructures portuaires et l'organisation des activités liées au commerce extérieur tel que le transit.

³⁵TAIC : Taxe sur Activité Industrielle et Commercialisation.

³⁶TUGP : Taxe Unique Globale à la Production.

³⁷CAA : Caisse Algérienne d'Assurance.

1-2-2 Evolution du commerce extérieur 1978-1988

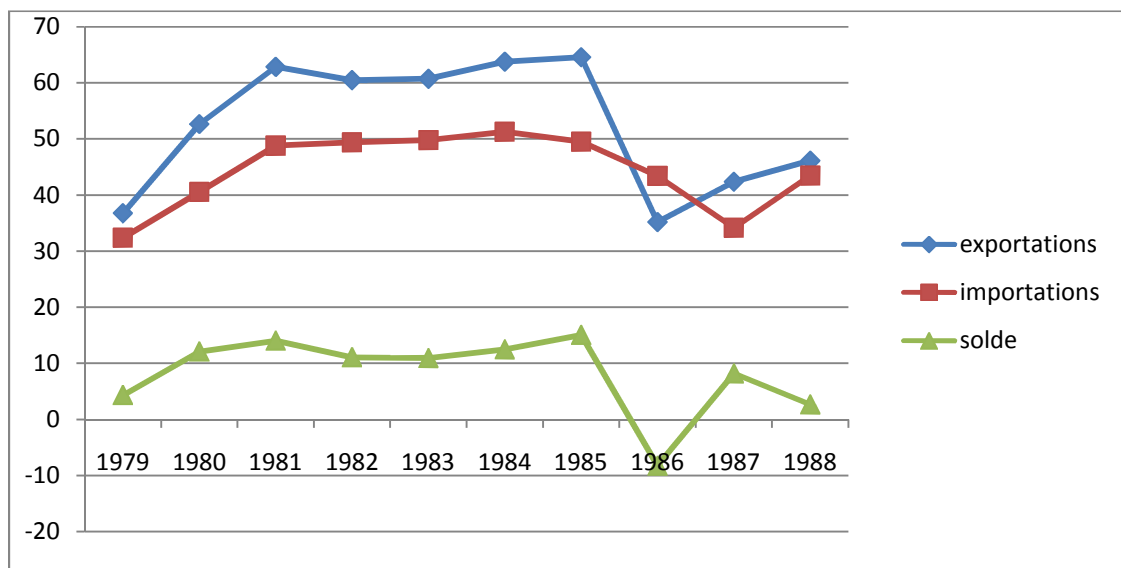
Au lendemain du premier choc pétrolier l'Algérie s'est vite rétablie et avait enregistré un excédent commercial de 80 milliards de dinar. Cet excédent est dû à l'augmentation à la fois des recettes des exportations (75%) et des importations (52%) entre 1979 et 1985.

Tableau N°04 : Evolution des importations, exportations et balance commerciale (1979-1988), en milliards de dinars

Année	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Exportations	36,75	52,65	62,84	60,48	60,72	63,76	64,56	35,18	42,36	46,11
Importations	32,38	40,52	48,78	49,38	49,78	51,26	49,49	43,39	34,15	43,43
Solde	4,37	12,13	14,06	11,10	10,94	12,50	15,07	-8,21	8,21	2,69

Source : calcul des auteurs à partir des données de la banque mondiale.

Figure N°03 : Evolution des importations, exportations et solde de la balance commerciale (1979-1988), en milliards de DA



Source : Etablis par nous même à partir du tableau N° 04.

Comme le montre le graphique ci-dessus, à travers le montant total des importations et des exportations, ainsi que le solde de la balance commerciale ces trois variables ont connu des turbulences entre 1985 et 1986. Ceci est dû au contre choc pétrolier (28-14\$ le baril) causé par la baisse des cours du baril de pétrole sur le marché mondial (facteur de régression de l'économie algérienne axée sur la rente) et par la dépréciation du dollar américain unité de compte des transactions pétrolières. Pour soutenir la baisse des exportations, les

pouvoirs publics ont établi des restrictions aux importations ce qui a privé les entreprises de s'approvisionner en matières premières et en bien d'équipements.

1-2-3 Evolution du taux de croissance du PIB et du prix de pétrole en Algérie (1978-1989)

La chute des exportations et l'affaiblissement de l'appareil productif ont conduit à la récession qui s'est manifestée durant la période (1986-1990) comme le montre le tableau suivant :

Tableau N° 5: Evolution du taux de croissance du PIB et prix de pétrole (1978-1989)

Année	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Taux de croissance du PIB	-8,4%	3,2%	1,63%	-1,7%	6,2%	2,4%	5,6%	-2,1%	-2,8%	3,3%	4,47%
Prix du pétrole en (\$)	14,52	35,1	39,5	35,9	30,5	29,7	28,9	14,9	18,6	14,2	16,9

Source : calcul des auteurs à partir des données de la banque mondiale.

La croissance qui caractérise la période du monopole de l'Etat est moins prometteuse que celle de la période de nationalisation, en dehors des périodes des crises le taux de croissance moyen est de 3,4%. L'évolution du taux de croissance de cette période est révélateur de la faiblesse du monopole de l'Etat, en effet rien n'a pu empêcher les répercussions des effets de crises 1979 et 1986 sur l'économie nationale. En 1979 et 1986, le taux de croissance du PIB a chuté sensiblement en passant de (5,6%) en 1985 à (-2,1%) en 1986, le taux de croissance s'est redressé depuis cette date réalisant (4,47%) en 1989. Le durcissement des conditions d'octroi de crédits (raccourcissement des délais de remboursement, exemples des crédits à court terme mobilisés en 1987 sont remboursables dès 1988 et augmentation des taux d'intérêt) pour l'Algérie a conduit à une augmentation de la dette globale. Cette dernière enregistre (7,397) milliards de dollars en 1989, le taux de croissance de 1989 est réalisé grâce à la compression de la demande et la dévaluation du dinar.

L'échec du monopole de l'Etat sur le commerce extérieur a poussé les autorités à réfléchir à une perspective plus intéressante pour le soutien, le contrôle et la protection de l'économie nationale. Renforcé par les conditionnalités du programme d'ajustement

structurel, l'idée de la libéralisation du commerce extérieur en Algérie a été mise en œuvre à partir de 1988.

Section 2 : La politique algérienne en matière d'ouverture commerciale

A l'instar d'autres pays en développement, l'Algérie, après plusieurs années de protectionnisme, s'est engagée dans un processus de libéralisation de son commerce extérieur, à travers la mise en place d'une politique de promotion des exportations et de réduction des importations. La présente section se propose ainsi de mettre en évidence les effets de l'ouverture économique et de la libéralisation du commerce extérieur de l'Algérie sur son positionnement économique régional et mondial.

2-1 Le régime de commerce extérieur depuis 1994

Dans cette partie, on présente le plan d'ajustement structurel proposé par le FMI par rapport à la situation du commerce extérieur en Algérie.

2-1-1 Le plan d'ajustement structurel proposé par le FMI

Cette période débute lorsque l'Algérie est en situation de quasi-cessation de paiements, accepte les termes d'un plan d'ajustement structurel (PAS) signé en avril 1994. La mise en œuvre du plan demeure partielle et sélective en raison du contexte politique et sécuritaire. Le PAS a pour objectif de favoriser une forte croissance économique et assurer une convergence rapide de l'inflation vers les taux acceptables, le PAS vise aussi à rétablir la viabilité de la position extérieure tout en constituant des réserves de change suffisantes³⁸.

Les recommandations du FMI sont les suivantes :

- Dépréciation du dinar de 50% par rapport au dollar ;
- Instauration du flottement dirigé en 1994 ;
- Création de bureau de change 1996 ;
- Elimination de toute interdiction d'exportation sauf pour les objets historiques, artisanaux ou archéologiques en 1994 ;
- Libéralisation des importations du matériel professionnel et industriel d'occasion, élimination de la liste d'importations interdite en 1994 ;

³⁸MEHDI Abbas : « L'ouverture internationale de l'Algérie. Apports et limites d'une approche en terme d'économie politiques du protectionnisme », Université de Grenoble, CNRS. Septembre 2011, p.9.

- Autorisation de paiement aux fins de santé et d'éducation à l'étranger, et pour les dépenses non touristiques par la Banque d'Algérie aux délais des plafonds et aux délégués des banques commerciales à concurrence de plafonds respectifs fixés en 1995-1996 ;
- Elimination des critères d'importation techniques et professionnels pour certains produits tels que (le lait, le blé) ;
- Elimination de l'échéance obligatoire pour les paiements d'importations des biens d'équipement à l'étranger³⁹

Le plan d'ajustement structurel n'as pas mis fin à la crise économique sécuritaire (1992-1994) au contraire il a aggravé la réduction des revenus réels des algériens, la disparition des entreprises publiques et l'augmentation du chômage, cela hors du choc pétrolier⁴⁰.

2-1-2 Le régime des importations

Sur le régime des importations, la Banque d'Algérie en modifiant également dès avril 1994, les nouvelles conditions de financement des opérations d'importation. Ainsi, les banques agréées ont désormais la responsabilité d'exercer un contrôle adéquat dans la bonne exécution d'une activité d'importation. Avec l'ajustement structurel, le régime à l'importation est encore assoupli et les opérateurs économiques qui ont accès au commerce extérieur, au regard des textes législatifs et/ou réglementaires en vigueur sont :

- Toute personne physique ou morale exerçant la fonction de grossiste inscrite au registre de commerce et dotée de la carte d'immatriculation fiscale, opérant pour son propre compte ou pour le compte de tiers, y compris pour l'administration ;
- Toute Entreprise de production de biens et services inscrite au registre de commerce et détentrice de la carte d'immatriculation fiscale.

En général les opérations d'importation s'effectuent sans formalité administrative à l'exception d'une procédure de déclaration statistique préalable aux importations de produits alimentaires stratégiques ou de première nécessité.

Pour le règlement des importations, l'opérateur en concertation avec sa banque (qui, désormais, à la responsabilité d'exercer un contrôle adéquat dans la bonne exécution d'une activité d'importation) a quatre possibilités :

³⁹Mahoui Ahmed et Jean Robert Henry : « où va l'Algérie », édition Karthala et Ireman, Paris, 2001, p.176-177.

⁴⁰Mehdi Abbas, op. cit, p.10.

- Soit de régler au comptant ;
- Soit de financer son importation par importation sur une ligne de crédit multilatérale ou gouvernementale existante ;
- Soit de la financer par recours à des crédits fournisseurs à l'exportation ;
- Soit de débiter un compte en devises.

2-1-3 Le régime des exportations

Bien que l'Etat algérien continue à exercer un monopole sur les exportations d'hydrocarbures et de produits miniers, les exportations hors ces produits jouissent du principe de liberté d'exportation assortie de certaines exceptions à caractère très limité. Le producteur qui désire exporter une partie de sa production doit le faire par l'intermédiaire d'une domiciliation bancaire qui sert pour le passage à la frontière et le règlement financier de l'opération d'exportation. Les exportateurs sont autorisés à conclure des contrats dont le paiement est exigible dans un délai de 120 jours à compter de la date d'expédition de la marchandise. Après le rapatriement des produits de l'exportation, les exportateurs bénéficient de la restitution de 50% en devises de produit de la vente⁴¹. Nous allons exposer et analyser successivement les organismes d'appui aux exportations ; tels que (PROMEX), (CAGEX), (FSPE), (SAFEX) et (CACI).

2-1-3-1 L'office de promotion des exportations (PROMEX)

Il est créé par le décret exécutif n°96-234 du 1^{er} Octobre 1996. Cet office est un organisme public à caractère administratif. Ses missions se résument autour de l'information commerciale seulement. Il est chargé principalement de :

- Contribuer à la mise en place des stratégies de promotion du commerce extérieur en analysant toutes les données de l'offre algérienne ;
- Identifier et analyser les différentes situations structurelles et conjoncturelles des marchés extérieurs afin d'accroître les débouchés aux produits algériens et faciliter les procédures d'importation aux opérateurs ;
- Constituer et gérer les réseaux d'information commerciales concernant le commerce extérieur de l'Algérie et de ses partenaires ;

⁴¹Instruction N° 22-94 du 12 avril 1994 fixant le pourcentage des recettes d'exportations hors hydrocarbures et produits miniers ouvrant droit à l'inscription aux comptes devises des personnes morales.

- Assister les opérateurs économiques en diffusant l'information sur les normes en vigueur dans les opérations de commerce international.

En juin 2004⁴², « l'Agence Nationale de Promotion de Commerce Extérieur » (ALGEX) se substitue au (PROMEX) qui est chargée en particulier de la gestion des instruments publics de promotion des exportations et de l'accompagnement des efforts des entreprises sur les marchés nationaux. Ce changement a été dicté par la nécessité de doter cette institution de moyens suffisants pour lui permettre d'intervenir plus efficacement dans les missions qui lui sont dévolues.

2-1-3-2 La compagnie algérienne de garantie des exportations (CAGEX)

Créée par le décret n°96-235, le 02 juillet 1996. C'est une société par action dont les actionnaires sont les compagnies d'assurances (SAA, CAAR, CNMA et CCR). Ses missions principales portent sur :

- La couverture des principaux risques qui naissent à l'exportation : une assurance contre les risques notamment politique (changement brutal de régime politique, émeutes, etc.), de catastrophes naturelles et commerciales (carence ou insolvabilité des acheteurs privés) ;
- La garantie des paiements en cas de financement ;
- La constitution des banques de données en matière d'information économique ;
- L'assistance des exportateurs dans la prospection des marchés extérieurs.

2-1-3-3 La chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI)

Elle est instituée par le décret exécutif n°96-94 du 03 Mars 1996. C'est un organisme de l'Etat à caractère commercial et industriel. En concertation avec les pouvoirs publics. Elle s'en charge des intérêts professionnels des milieux d'affaire. Les actions confiées à cet établissement sont :

- La mise en place d'une base de données concernant l'ensemble des entreprises algériennes, publication des bulletins d'information et de statistiques ;
- La recherche de partenaires étrangers à travers le bureau de rapprochement des entreprises créé par l'UE ;

⁴²Décret exécutif N° 04-174 du 12 juin 2004.

- Assurer l'information des personnels des entreprises, la certification des différents documents commerciaux et l'assistance et le conseil dans le domaine fiscal, douanier.

2-1-3-4 Le fond spécial de promotion des exportations (FSPE) :

C'est la loi de finance de 1996 qui a institué ce fond. Sa mission est de faire bénéficier les exportateurs de l'aide de l'Etat consacrée à certaines opérations telles que l'étude des marchés extérieurs, la participation aux foires, les expositions et salons spécialisés à l'étranger⁴³.

2-1-3-5 La société algérienne des foires et expositions (SAFEX)

C'est une entreprise publique issue de la transformation de l'objet social et la dénomination de l'Office National des foires et Exportation (ONAFEX) dont elle crée en 1917.

Cette société a pour objet de contribuer au développement et à la promotion des activités commerciales. Elle participe par l'organisation de foires et salons en Algérie et à l'étranger à la promotion des échanges commerciaux aux moyens d'une assistance aux entreprises clientes en matières de régulation du commerce international, de procédures d'exportation et de mise en relation d'affaires en autres⁴⁴.

2-1-4 Les mesures législatives relatives à la politique commerciale de l'Algérie

A partir de 1996 l'Algérie a entamé un mouvement de réformes et programmes dont l'objectif est de soutenir le développement des exportations hors hydrocarbures et préparer les entreprises locales à la concurrence des entreprises étrangères, notamment celles de l'Union Européenne⁴⁵. Les principales mesures prises durant cette période sont :

2-1-4-1 Les incitations fiscales

La loi de finance 1996 a mis en place des incitations fiscales au profit des exportateurs (franchise de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) et suspension de droit de douane pour les inputs entrant dans la fabrication des produits exportés, exonération de l'Impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS) et du Versement Forfaitaire (VF) pour 05 ans, déduction de

⁴³Tiré du site l'Algex : www.algex.dz. Vu le 30/03/2016.

⁴⁴Idem.

⁴⁵Mohdeb Yazid, Boufares Rezak, « politiques publiques de soutien aux exportations hors hydrocarbures en Algérie », mémoire de licence, Université Mouloud MAMMERI de Tizi- Ouzou, 2008.P11.

l'assiette de la Taxe sur l'Activité Professionnelle (TAP) du montant des ventes réalisées à l'exportation et exemption des produits exportés du droit intérieur de consommation ou du droit de circulation). Elle est entrée en vigueur en 2002 dans le nouveau tarif douanier avec une structure à huit chiffres et quatre taux : 0%, 5%, 15%, 30%⁴⁶, ce qui mène à avancer que l'Algérie est le pays le plus ouvert du bassin méditerranéen avant même l'entrée en vigueur de l'accord d'association avec l'Union Européenne.

2-1-4-2 Création de zones franches

Des zones franches ont été créées par l'ordonnance N° 03-02 du 19/07/2003, dont l'objectif est de créer les conditions nécessaires d'attraction de l'investissement direct étranger et de stimuler l'exportation. Cette ordonnance a élargi les avantages consentis aux investisseurs souhaitant implanter leurs projets en zone franche.

2-1-4-3 Les tarifs douaniers

La politique tarifaire reposait sur deux piliers, une tarification par produit et une tarification par pays. Le droit de douane autrement dit, protège les producteurs nationaux contre la concurrence étrangère et permet d'approvisionner leurs industries. Cette protection est généralement le principal objectif visé par les barrières commerciales. Il réduit ainsi le pouvoir d'achat des consommateurs et augmente les recettes de l'Etat. C'est dans ce contexte que l'Algérie a appliqué un droit de douane de 10% sur les biens d'équipement, 5% à 20% sur les demi-produits et 15% à 20% sur les produits finis.

Afin d'éviter toute complication de la situation avec la France, celle-ci a bénéficié d'un tarif douanier préférentiel sur ses exportations vers l'Algérie. Cependant, dès 1968 l'Algérie a procédé à un nouveau tarif douanier qui était distinct entre les pays de la CEE, les pays qui ont signé des accords commerciaux avec l'Algérie et les autres pays afin de diversifier géographiquement son commerce extérieur.

⁴⁶ Les produits sont classés selon le degré de transformation. 5% pour les matières premières, 15% pour les produits semi-finis et intermédiaires et 30% pour les produits de consommation finale, l'objectif étant d'encourager la production nationale, au détriment des importations de produits finis étrangers.

2-1-4-4 Le contingentement à l'importation

Dans le but de protéger la production et l'emploi national et d'améliorer la balance des paiements, l'Etat algérien a organisé un ensemble de contraintes (détermination de la qualité, de la quantité, l'origine et la nature) pour les marchandises à importer depuis 1963.

2-1-4-5 Les restrictions volontaires d'exportation (RVE)

Il s'agit d'accords conclus entre deux pays pour limiter « volontairement » les exportations de l'un vers l'autre. Le plus souvent, les RVE résultent de pressions exercées par le pays importateur ; celui-ci peut agiter la menace d'une fermeture complète de son marché domestique.

2-1-4-6 La subvention aux exportations

Il s'agit d'une forme indirecte du protectionnisme. Les Etats usent largement des subventions dans certains domaines pour permettre à leurs entreprises nationales de faire face à la concurrence. La subvention prend la forme d'une aide financière de l'Etat soit pour améliorer les conditions de production locale (subventions à la production) ; soit pour favoriser les exportations (subventions aux exportations)⁴⁷. Le tableau suivant nous montre les effets des différentes politiques commerciales sur le surplus de la production, la consommation et aussi sur les recettes publiques et le bien-être.

Tableau N° 6 : Les effets des différentes politiques commerciales

	Droit de douane	Subventions aux exportations	Quota d'importation	Restriction volontaires aux exportations
La production	Augmente	Augmente	Augmente	Augmente
La consommation	Diminue	Diminue	Diminue	Diminue
Recettes publiques	Augmente	Diminue	Inchangées	Inchangées
Bien être	Ambigu (diminue pour les petits pays)	Diminue	Ambigu (diminue pour les petits pays)	Diminue

Source : Paul R. Krugman, Maurice Obstfeld, (2003), « Economie internationale », Edition De Boeck, Paris, p. 858.

⁴⁷DOREAU Marie, BARTHELET Benjamin, SIBIEUDE Mathieu : « Les barrières tarifaires et non tarifaires : une entrave au commerce international », mémoire de magister, université LAVAL, CANADA, faculté des sciences de l'administration, p.6-8.

2-2 L'ouverture multilatérale et régionale de l'économie algérienne

Après la libéralisation de son commerce extérieur, l'ouverture économique et commerciale l'Algérie sera confortée par deux engagements internationaux. Un engagement multilatéral (la volonté de l'Algérie d'adhérer à l'OMC et la signature d'un accord d'association avec l'Union européenne) et un engagement régional (l'intégration maghrébine et l'instauration d'une zone de libre-échange).

2-2-1 L'ouverture multilatérale de l'économie algérienne

Au cours de ses négociations avec l'OMC, l'Algérie a ratifié un accord d'association avec l'UE dans le but d'instaurer le libre échange dans la zone Algérie-UE.

2-2-1-1 L'accord d'association avec l'UE

Il constitue le premier accord commercial bilatéral d'importance que l'Algérie a conclu ces dernières années. Cet accord a été signé en avril 2002 après 18 rounds de négociations, entamées depuis 1997. Avec la signature de cet accord, l'Algérie devient ainsi le huitième pays méditerranéen à « s'arrimer » à l'UE qui demeure son premier partenaire commercial avec -en 2007- des taux près de 52% des importations et plus de 48% des exportations. L'étude rappelle que la libéralisation progressive du commerce des marchandises et des services est au centre de l'accord d'association. L'accord prévoit en effet la mise en place sur une période de 12 ans, d'une zone de libre échange au moyen de l'élimination graduelle des droits de douanes pour les produits industriels, ainsi qu'un accès préférentiel pour certains produits agricoles. En contrepartie, l'UE élimine immédiatement les droits de douane et taxes d'effet équivalent pour tous les produits industriels algériens. Le processus de ratification par les parlements respectifs de l'Algérie et des pays de l'EU s'est étalé sur une période de trois années ; ce n'est qu'en septembre 2005 que l'accord a commencé à être mis en œuvre.

2-2-1-2 Multiplication de négociations pour l'accession de l'Algérie à l'OMC

Le groupe qui travaille sur le dossier de l'accession de l'Algérie à l'OMC a été établi le 17 juin 1997, il s'est réuni pour la première fois en avril 1998. Les sujets qu'il examine sont entre autres les suivants : l'agriculture, le régime douanier, le commerce d'Etat, la transparence et la réforme du système juridique ainsi que l'ADPIC. Des discussions initiales ont eu lieu sur l'accès aux marchés pour les marchandises et l'examen des modalités d'admission a commencé. Pour marquer sa détermination à accéder le plus vite possible à

l'OMC, l'Algérie a accéléré sensiblement le cycle des négociations depuis juillet 2001 et a dû élargir la gamme des secteurs ouverts à la négociation commerciale dans le domaine des services⁴⁸. Tous les secteurs relevant des services sont négociables sauf deux (la culture-éducation et la santé) dont la législation n'est pas encore conforme aux standards internationaux en vigueur au sein de l'OMC. Dans le domaine des marchandises, où la négociation concerne essentiellement les droits de douane, l'Algérie et ses partenaires (Union européenne, Etats-Unis, Japon, Chine, Canada, Australie et autres) continuent de rechercher des compromis.

L'accession de l'Algérie à l'OMC va lui permettre de bénéficier de tous les avantages que peut tirer un pays en développement en institutionnalisant son ouverture, à savoir : participer à la mise en œuvre d'un système international de régulation, mieux se défendre contre les sanctions unilatérales des pays riches, affirmer son engagement dans un processus irréversible de libéralisation commerciale et accroître la crédibilité des réformes. En contrepartie, elle lui fera subir tous les inconvénients d'une telle institutionnalisation, en particulier la restriction de la marge de manœuvre de l'Etat pour aider les opérateurs économiques nationaux à soutenir la concurrence internationale⁴⁹.

2-2-2 L'intégration maghrébine et l'économie algérienne

Nous allons essentiellement nous intéresser dans ce qui suit à la Zone Arabe de Libre Echange(ZALE) et à l'Union du Maghreb Arabe (UMA).

2-2-2-1 La Zone Arabe de Libre Echange (ZALE)

La ZALE entre en vigueur au début de l'année 2005, est une alliance économique entre pays arabes⁵⁰ pour une complémentarité économique et des échanges commerciaux.

Elle a été ratifiée par l'Algérie par le décret présidentiel N° 04-223- du 03 Août2004 et mise en vigueur le 1^{er} janvier 2009⁵¹.

Le programme exécutif de cette convention est appliqué aux produits originaires et transportés directement entre les pays arabes et ceux de l'Afrique du nord, pouvant être

⁴⁸Le ministère du commerce, lors du forum d'El Moudjahid tenu le 27/10/2002 à Alger.

⁴⁹Dufour, Forum national sur la promotion des exportations agricoles et agroalimentaires : « Accession de l'Algérie à l'OMC » : Le volet agricole, 13-14 septembre 2004.

⁵⁰Les 18 pays arabes membres de ZALE sont : Egypte, Tunisie, Arabie saoudite, Jordanie, Maroc, Liban, Emirats arabes Unis, Syrie, Bahreïn, Palestine, Qatar, Kuwait, Oman, Soudan, Yémen, Mauritanie, Libye.

⁵¹Tiré du site : www.minicommerce.gov.dz, ministère du commerce, article sur le commerce extérieur, Accord d'association entre l'Algérie et l'Union Européenne, consulter le 05/04/2016.

échangés sous un régime tarifaire préférentiel entre l'Algérie et les Etats Arabes. Les statistiques liées aux échanges de l'Algérie avec la grande zone arabe de libre échange montrent que notre pays importe plus qu'il n'exporte vers cette zone.

2-2-2-2 Convention dans le cadre de l'accord de l'UMA

L'Algérie a ratifié le 1^{er} avril 1989 le traité portant création de l'Union Maghreb Arabe(UMA) qui compte cinq pays : l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie et qui avait pour objectif le renforcement des liens entre les Etats membres dans tous les domaines, politique, économique et socioculturel, afin de créer un ensemble économique régional intégré, lui permettant de disposer d'un poids important sur la scène internationale.

Ainsi, l'Algérie a ratifié la convention commerciale et tarifaire le 21 avril 1992, et la convention relative à l'échange de produits agricoles en juillet 1990. Bien que ces deux types de conventions soient une étape importante vers la réalisation d'une zone de libre échange entre les pays maghrébins, elles ne sont toujours pas appliquées⁵².

Certains Etats utilisent différents instruments de la politique commerciale afin de protéger leurs économies, notamment à travers la diminution des importations, la protection de leurs économies contre la concurrence étrangère, aussi profiter des tarifs douaniers afin d'augmenter les recettes budgétaires. Cependant, cela induit des effets négatifs sur l'économie, c'est pour cette raison que les pays ont décidé de réduire les obstacles tarifaires et non tarifaires et favoriser l'ouverture commerciale entre les pays, ce qui permet l'allocation optimale des ressources à l'échelle de la planète et l'accès aux nouvelles technologies.

Cette décision a induit à la formation des blocs régionaux qui est un accord entre plusieurs Etats pour créer un espace économique commun, mais cette ouverture commerciale conduit à la destruction de la production nationale notamment dans le cas où ces accords se réalisent entre un pays développé et un pays sous développé.

Section 03 : Etude descriptive de la situation extérieure de l'Algérie

L'objet de cette présente section est d'apprécier l'évolution du commerce extérieur algérien durant la période (1990-2014) et de dégager l'essor de sa croissance sur les grandes phases de transaction.

⁵²ECO technics, « Diagnostics de la réglementation des exportations hors hydrocarbures », étude pour ANEXALNAED(SFI) mars 2004,p 16.

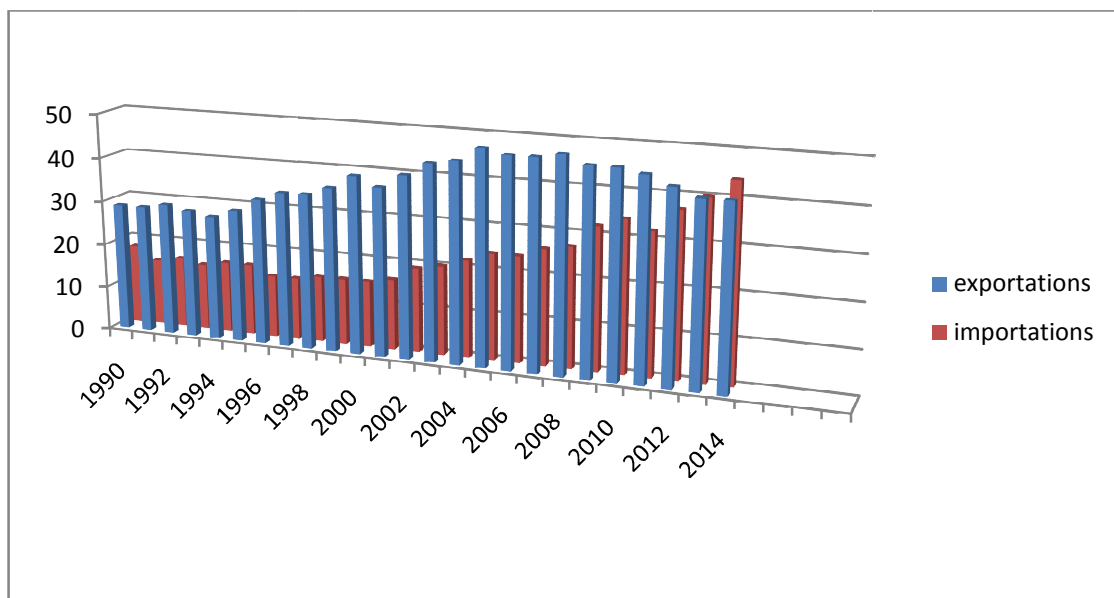
3-1 L'évolution du commerce extérieur algérien

Le commerce extérieur algérien a connu une évolution positive durant les années 2000 comparativement à la décennie précédente.

3-1-1 L'évolution des importations et des exportations (1990-2014)

Le graphique suivant montre l'évolution du commerce extérieur sur la période (1990-2014) (voir **annexe N°01**).

Figure N° 04: Evolution du commerce extérieur durant la période de 1990-2014 en milliard de dollars



Source : Réalisé par nous même à l'aide des données de la banque mondiale

Dans la période (1990-2000), les exportations algériennes tout comme les importations ont enregistré une tendance de diminution. En 1994, la valeur des exportations ne dépassait pas les 28 milliards de dollars, d'autre part les importations (1991) ont marqué une baisse de 3 milliards par rapport à l'année 1990. Cette situation a monopolisé le commerce extérieur durant la période (1990-2000), ce qui s'explique par la baisse des prix du pétrole conduisant ainsi l'Etat à assurer uniquement des importations des produits nécessaires.

Depuis l'an 2000, il y a une croissance soutenue de prix du pétrole (voir **annexe N°1**), il est passé de 12.9 dollars du baril en 1998 à 99.1 dollars en 2008. Cependant, les exportations ont enregistré en 2008 leur plus grande valeur (48 milliards) suivies d'une baisse de 2 milliards en 2009 et qui revient à la crise économique mondiale. Les importations de leur côté ont connu leur pic de (44 milliards) en 2014 dû par la mise en application des

programmes de relance économique, qui devaient être accompagnées par des importations d'outils industriels et de matières premières.

3 -1-2 Diversifications des échanges par groupe d'utilisation (2007-2014)

Aujourd'hui l'activité d'exportation est une nécessité vitale pour une nation, c'est un certificat de bonne santé qui se traduit par le maintien et le développement du pays à l'étranger et qui permet de couvrir les importations et d'équilibrer la balance des transactions courantes. Le commerce extérieur algérien est caractérisé par les exportations des hydrocarbures et les exportations hors hydrocarbures.

3-1-2-1 Les exportations

Malgré les efforts effectués par l'Etat pour limiter les importations et augmenter les exportations hors hydrocarbure, ces derniers restent très faibles comme l'indique le tableau suivant :

Tableau N° 7 : Evolution des exportations algériennes par groupe des produits en Millions US Dollars

Groupes d'utilisation	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Exportations Totales	60163	79298	45194	57053	73489	71866	64974	62886
Alimentation	88	119	113	315	355	315	402	323
Energie et Lubrifiants	58831	77361	44128	55527	71427	69804	62960	60304
Produits bruts	169	334	170	94	161	168	109	109
Demi-produits	993	1384	692	1056	1496	1527	1458	2121
Biens d'équipement Agricoles	1	1	-	1	-	1	-	2
Biens d'équipement industriels	46	67	42	30	35	32	28	16
Bien de consommations non alimentaires	35	32	49	30	15	19	17	11

Source : construction personnelle d'après les données de CNIS

Le tableau fait ressortir que seul le groupe d'utilisation énergie et lubrifiants qui ont connu une forte croissance pour atteindre un pic en 2008, suivi d'une chute drastique l'année d'après pour reprendre de nouveau dès 2010. Cette dynamique continue à être portée

exclusivement par certaines exportations de produits bruts et de demi-produits ou produits issus du raffinage primaire des hydrocarbures.

3-1-2-2 Les importations

Après la libéralisation du commerce en Algérie, le volume des importations a connu un accroissement continu en ce qui concerne les biens d'équipements industriels et celle des produits alimentaires, comme nous le montre le tableau ci-après.

Tableau N° 8 : Evolution des importations algériennes par groupe des produits (MDS)

Groupes d'utilisation	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Importations Totales	27631	39479	39294	40473	47247	50376	55028	58580
Alimentation	4954	7813	5863	6058	9850	9022	9580	11005
Energie et Lubrifiant	324	594	549	955	1164	4955	4385	2879
Produits bruts	1325	1394	1200	1409	1783	1839	1841	1891
Demi-produits	7105	10014	10165	10098	10685	10629	11310	12852
Biens d'équipement Agricoles	146	174	233	341	387	330	508	658
Biens d'équipement industriels	8534	13093	15139	15776	16050	13604	16194	18961
Bien de consommations non alimentaires	5243	6397	6145	5836	7328	9997	11210	10334

Source : construction personnelle d'après les données de CNIS

D'après ce tableau on remarque que les groupes d'utilisations à savoir les produits alimentaires, les demi-produits et les biens de consommation et surtout les biens d'équipement ont connu une nette croissance et ils constituent une part importante dans les importations totales. On peut dire que toutes les importations algériennes ont marqué une augmentation durant cette période, soit par les produits destinés à la consommation finale et particulièrement ceux destinés à l'amélioration de la production nationale.

3-2 Évolution de la croissance économique et le processus d'ouverture en Algérie

L'analyse de la relation prix du pétrole-croissance a fait l'objet de plusieurs études empiriques, ces dernières soulignent le fait que même si la rente pétrolière peut représenter un handicap pour la recherche d'autres variables de contrôle de l'économie nationale à travers les réformes, elle représente un levier de redressement de la croissance et une variable

d'ajustement aux chocs extérieurs (K. OUKACI, 2010)⁵³. Dans le contexte de l'ouverture, la lenteur des réformes et l'instabilité de la conjoncture économique des années 80-90 ont affecté sensiblement le taux de croissance durant cette période. Par ailleurs, l'amélioration des prix du pétrole a favorisé l'investissement et a engendré une amélioration des taux de croissance jusqu'aux années (2007-2008), la crise financière de 2007 a fortement réduit la demande mondiale du pétrole ce qui s'est répercuté sur la baisse du taux de croissance économique. Si on fait un croisement entre l'évolution des prix du pétrole, évolution du processus d'ouverture et évolution du PIB, on peut répartir le processus de croissance en trois intervalles. Ces intervalles sont délimités par la libéralisation du commerce extérieur (1988), la mise en œuvre de l'accord d'association avec l'UE (2005) et l'achèvement des accords bilatéraux dans le cadre de l'adhésion à l'OMC (2008). Le tableau suivant représente une synthèse de l'évolution de ces trois agrégats sur les grandes phases de l'ouverture économique.

⁵³OUKACI Kamal (2010) « Les effets d'un choc pétrolier sur l'économie algérienne : une approche par le modèle VAR. In Les cahiers du Cedimes. Vol N° 1.2010.

Tableau N° 9: Bilan de l'évolution du taux de croissance du PIB, taux d'ouverture, du prix du pétrole entre (1988-2014)

Périodes	Année	Taux de croissance du PIB	Prix du pétrole \$	Taux d'ouverture
Libéralisations (1988-2005)	1988	-1,1%	14,2	0,69
	1989	4,3%	16,9	0,78
	1994	-0,8%	16,3	0,68
	1999	3,1%	17,9	0,71
	2005	5,1 %	54,41	0,75
Accord avec l'UE (2005-2008)	2006	1,9%	65,14	0,69
	2007	2,9%	72,45	0,70
	2008	2,4%	99,1	0,70
Ouverture multilatérale (2008-2014)	2009	1,6%	61,6	0,71
	2010	3,06%	79,9	0,69
	2011	2,8%	112,9	0,64
	2012	3,3%	110,7	0,65
	2013	2,8%	112,95	0,64
	2014	3,8%	99,02	0,64

Source : calcul des auteurs sur la base des données de la Banque Mondiale.

D'après ce tableau, on remarque une forte corrélation entre la croissance et les prix du pétrole. Aussi, on constate que les trois variables (Taux de croissance du PIB, prix du pétrole et taux d'ouverture) suivent la même tendance de l'évolution ce qui implique une éventuelle causalité entre le taux de croissance du PIB, le taux d'ouverture et les prix du pétrole. On remarque que les accords bilatéraux soit dans le cadre de l'accord d'association ou dans le cadre de l'OMC n'ont pas épargné l'économie algérienne des effets de la crise financière de 2008.

Conclusion

En termes de conclusion, nous pouvons dire que l'Algérie a relativement été active ces dernières années du point de vue de la politique commerciale. Après une longue période de protectionnisme et de monopolisation du commerce extérieur, elle a marqué à partir des années 2000 une présence sur plusieurs plans, régional, bilatéral et plus au moins sur le plan multilatéral.

A la fin des années 1980 et suite aux accords signés avec le FMI, l'Algérie s'est engagée dans un vaste chantier de réformes et de restructuration visant cette fois à une libéralisation de l'économie algérienne. Cette perspective s'est concrétisée par la libéralisation du commerce extérieur en 1994 et de bien d'autres initiatives. Ces initiatives se verront accélérer par l'adhésion de notre pays à l'OMC, véritable acteur du libéralisme mondial.

Néanmoins, le souci de vouloir sortir l'Algérie de ses dépendances à la fois à l'import et à l'export ne sont pas encore réalisées ; elles ne sont que des décisions proposées, étudiées et non appliquées. Les exportations algériennes sont toujours constituées à 98% d'hydrocarbures et donc le danger de revivre un jour un autre 1986 est toujours présent. Cette situation prouve le non réalisation de l'objectif de l'Etat relatif à la diversification des produits à l'exportation.

L'Algérie est très prudente en matière d'ouverture commerciale multilatérale de crainte de n'avoir que des effets négatifs de cette ouverture. D'ailleurs, le nombre d'accords signés est insignifiant notamment dans les secteurs productifs. Elle n'est pas pressée d'intégrer à l'OMC pour des raisons liées à la protection de l'économie nationale et qu'elle préfère renforcer et diversifier celle-ci. Mais en parallèle, elle a été intéressée par la politique commerciale dans sa dimension régionale. Pour elle, le processus de régionalisation constituerait un levier important pour rendre l'Algérie moins vulnérable aux différents chocs extérieurs notamment ceux liés à la variation des prix des hydrocarbures et un moyen de renforcer sa présence sur le plan international.

Enfin, pour assurer une meilleure intégration à l'économie mondiale et de profiter d'un vecteur de croissance potentiel (transfert technologique, amélioration des qualifications des ressources humaines, IDE, ...), l'ouverture doit s'inscrire dans le cadre d'une stratégie globale de développement définie par le pays, car les effets positives de toutes ouverture commerciale se produisent quand les économies nationales remplissent un certain nombre de conditions.

Chapitre III :
Etude économétrique de
l'impact de l'ouverture
commerciale sur la croissance
économique en Algérie

Introduction

Après avoir dressé un bilan descriptif de l'évolution de l'ouverture commerciale et de la croissance économique en Algérie, nous allons à travers ce chapitre effectuer une étude économétrique de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique pour la période allant de 1970 jusqu'à 2014.

Pour se faire, nous avons divisé notre étude en trois sections, nous présenterons d'abord dans la première le choix des variables puis nous allons effectuer une analyse graphique des séries de données. Ensuite, dans la deuxième section nous allons soumettre l'ensemble des séries temporelles aux tests de stationnarité de Dickey-Fuller pour vérifier leur stabilité dans le temps.

Cependant, la troisième section fera l'objet d'une analyse multivariée qui consiste en la modélisation de l'impact du taux d'ouverture sur la croissance économique en Algérie en utilisant le processus VECM. Leur objectif réside dans l'analyse de la décomposition de la variance de l'erreur de prévision et l'analyse des fonctions de réponses impulsionnelles qui sont des outils de diagnostic des relations entre ces variables et leur comportement à long terme.

Section 1 : Présentation et analyse graphique des séries de données

Dans cette section, nous allons présenter les différentes variables que nous avons jugés nécessaires pour la modélisation économétrique de notre travail et qui sont en corrélation directe avec la variable endogène (PIB), puis nous allons passer à l'analyse graphique de chaque série de données.

1-1 Le choix des variables

La représentation économétrique se fait par une fonction mathématique composée par des variables endogènes et des variables exogènes. Nous avons essayé dans notre travail de choisir au mieux les variables qui sont en corrélation directe avec la croissance économique. De ce fait, nous avons retenu les variables suivantes : le Produit Intérieur Brut (PIB) comme une variable endogène qui présente la croissance économique, cette variable endogène s'explique par plusieurs variables exogènes qui sont les exportations (X), les importations (M), le prix du pétrole (PP), le taux d'ouverture (TO) et le taux de change (TCH).

- **PIB**

La croissance économique d'un pays est déterminée par la croissance du PIB, elle est mesurée par le revenu national ou par le total de la valeur ajoutée brut des biens et services aux cours d'une période donnée. A cet effet, le PIB annuel s'avère l'indicateur favorable pour mesurer la croissance économique en Algérie.

- **Le taux d'ouverture commerciale (TO)**

L'ouverture sert à mesurer le degré d'ouverture internationale. Il mesure donc la part des échanges dans le PIB d'un pays.

Depuis 1988, l'Algérie s'est engagée dans un processus d'ouverture de son économie, mais jusqu'à aujourd'hui cette ouverture se limite à l'élément commercial, c'est pour cela on a choisi le taux d'ouverture commerciale comme un indicateur de l'ouverture économique en Algérie.

- **Le prix du pétrole (PP)**

Depuis l'indépendance, la fiscalité pétrolière présente la partie la plus importante dans les recettes de l'Etat, où plus de 96% de ces recettes d'exportation sont constituées des revenus d'exportation du pétrole. Le poids économique du pétrole explique le choix de son utilisation dans ce modèle.

- **Les exportations (X)**

Les exportations telles que les exportations des hydrocarbures et quelque autre produit jouent un rôle essentiel dans la croissance économique en Algérie. L'introduction des exportations en plus des prix du pétrole vise à prendre en compte d'autres facteurs de l'ouverture qui influent la croissance à travers ces exportations à titre d'exemple la dépréciation du dollar américain (unité de compte des transactions pétrolières).

- **Les importations (M)**

Les importations présentent un taux très élevé dans la production nationale, elles ont été caractérisées par l'importation des biens intermédiaires pour alimenter le système productif afin de favoriser la croissance économique, ensuite elles ont évolué et ont touché plusieurs autres produits. C'est la raison qui nous a poussés à choisir cette variable dans notre modèle.

- **Taux de change (TCH)**

Le taux de change correspond à la monnaie nationale exprimée en devises étrangères. Il détermine par conséquent le montant de monnaie nationale qu'un exportateur percevra en contrepartie d'une valeur donnée d'exportations et aussi le montant qu'un importateur paiera pour une valeur donnée d'importations.

-Les variables sont exprimées en dollar constant de 2005 et extraites de la banque mondiale, et des rapports du FMI sur une période qui s'étale de 1970 à 2014. Nous avons aussi transformé les variables en logarithmiques afin d'éliminer l'effet de la variance (la non stationnarité en variance ; tendance à la hausse ou à la baisse), de minimiser l'influence des effets de temps sur la série, de réduire le nombre d'étape pour arriver à une série stationnaire et de ne pas perdre l'information sur les premières valeurs de la série.

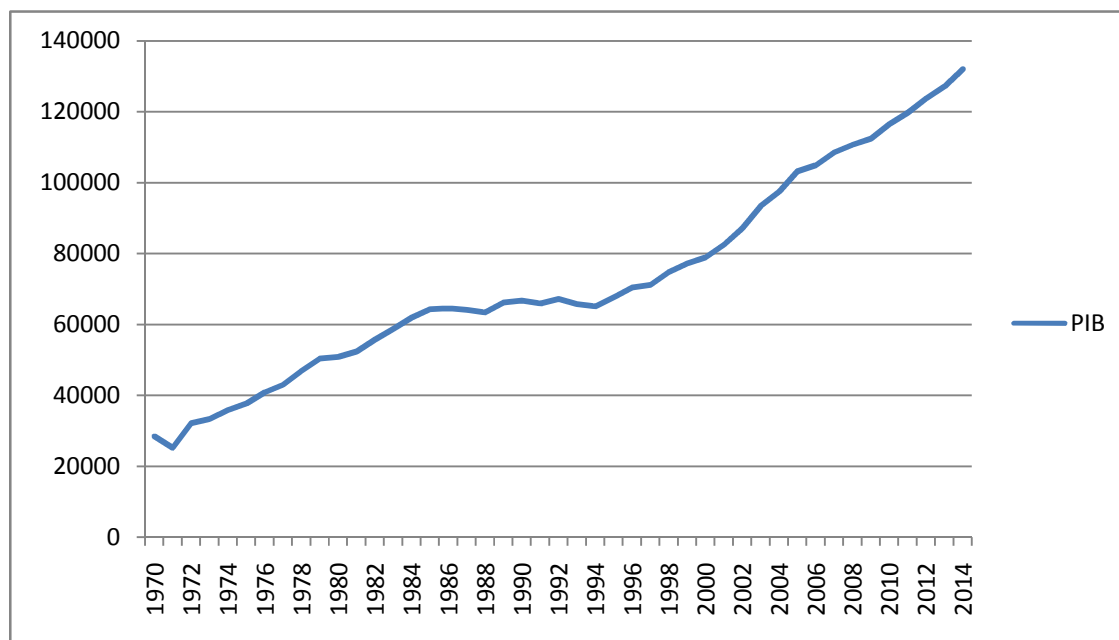
1-2 Analyse graphique des séries de données

Avant toute recherche d'une équation et avant toute analyse statistique des séries de variables disponibles, il est nécessaire de passer par une analyse graphique dont le but est de dégager les tendances générales d'évolution des séries.

Chapitre III : Etude économétrique de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie

❖ Série relative au PIB

Figure N° 05: Evolution du PIB en million de dollar sur la période (1970-2014)

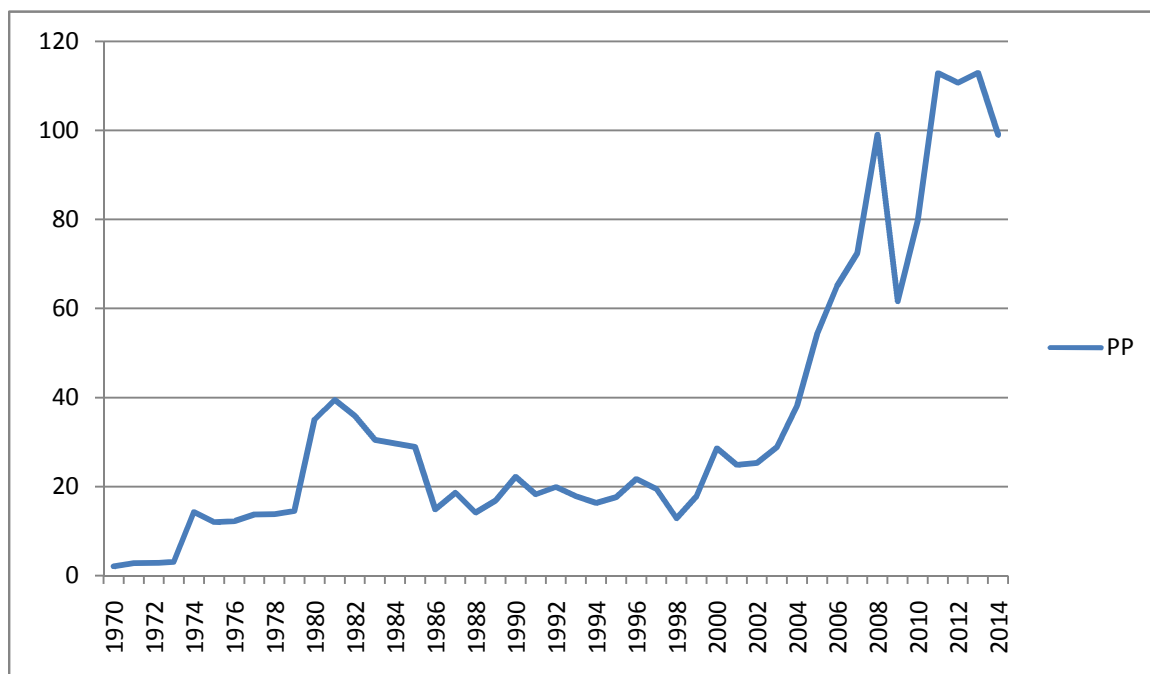


Source : Réalisé par nous même à l'aide du logiciel Excel

Le graphe du taux de croissance du PIB montre que ce dernier est en évolution croissante à l'exception de quelques années caractérisées par des perturbations de la conjoncture économique (1991,1994) qui est expliquée d'une manière générale par les effets externe (choc pétrolier en 1986, la crise financière, la dépréciation de la monnaie américaine...) et interne (la dévaluation de la monnaie algérienne, le remboursement de la dette...).

❖ Série relative aux prix du pétrole

Figure N°06 : Evolution des prix du pétrole en dollar sur la période (1970-2014)

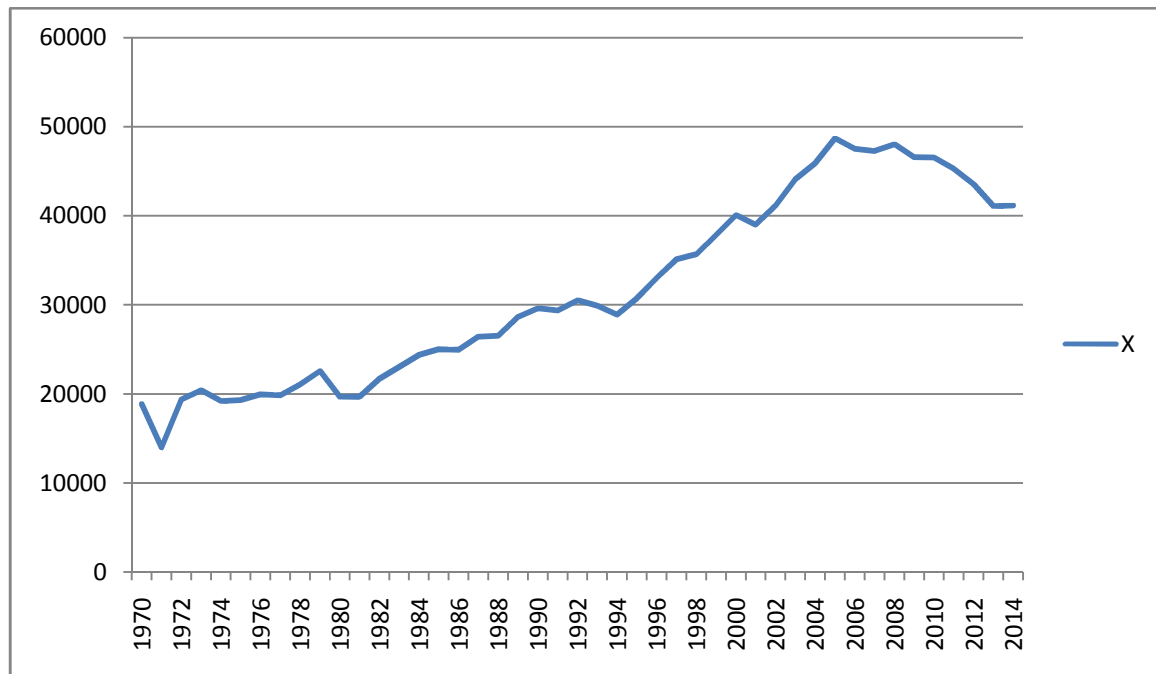


Source : Réalisé par nous même à l'aide du logiciel Excel

Les prix du pétrole sont toujours considérés comme une variable exogène pour l'économie (petit pays) dans la mesure où la variable des cours du pétrole dépend de l'évolution de la conjoncture internationale. En effet, sur la période allant de 1970 jusqu'à 1981, on remarque que la série est en augmentation (suite au premier choc pétrolier de 1973, les revenus issus de l'exportation des hydrocarbures deviennent importants et ils se maintiennent élevés durant les années 1970), l'Algérie arrive ainsi à financer les importations et à payer le service de la dette extérieure. Mais en 1986 on remarque que cette série marque un creux signe d'une chute des prix de pétrole (où les prix du baril du pétrole ne dépassait pas 20 \$ à cette période) causant l'instabilité de la situation économique du pays. A partir de 2000 (excepté la période de la crise financière de (2007-2008) les prix de pétrole ont repris leurs cours à la hausse, la conjoncture favorable du marché mondial des hydrocarbures a permis au pays de tirer des revenus importants, les recettes des hydrocarbures représentent 97% du total des recettes d'exportations, 50% du PIB et deux tiers (plus de 60 %) des recettes budgétaires.

❖ **Série relative aux exportations**

Figure N°07: Evolution des exportations en million de dollar sur la période (1970-2014)

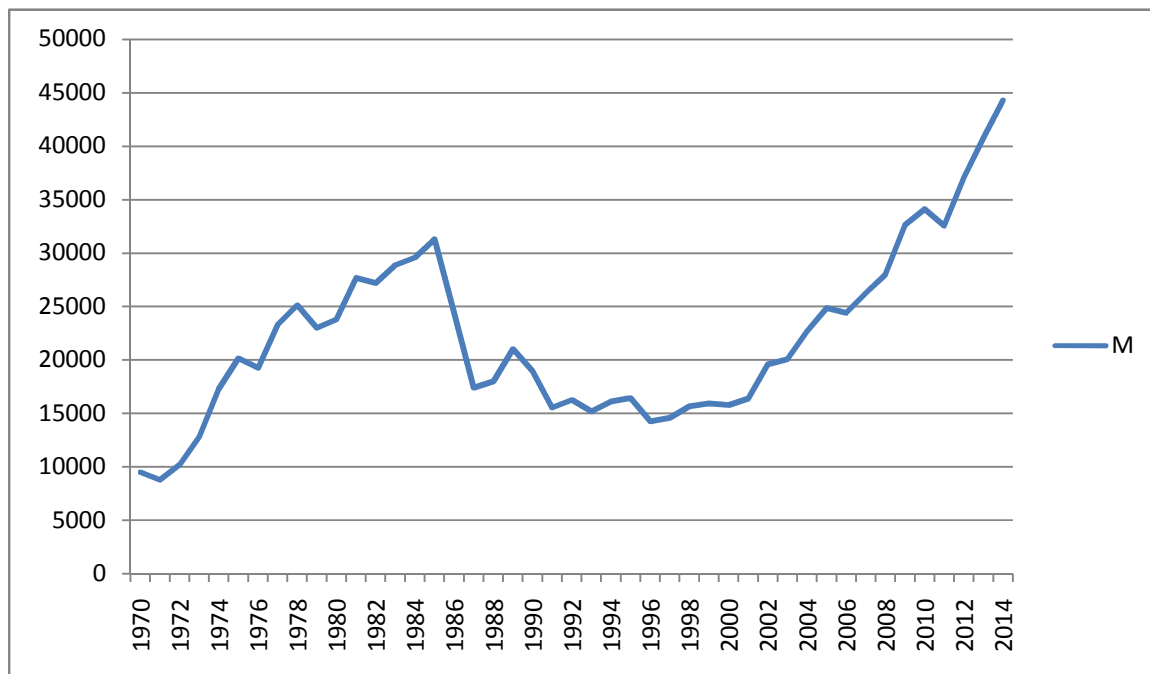


Source : Réalisé par nous même à l'aide du logiciel Excel

La visualisation de ce graphique nous permet de dire qu'il y a une forte corrélation entre les cours du pétrole et la valeur des exportations (donc la baisse des prix du pétrole engendre une baisse des exportations et vis-versa). Cette corrélation se manifeste par les allures de la courbe indiquant que les exportations ont marqué une hausse entre (1970-1990) suivis d'une baisse considérable pour la période (1990-1994) où la valeur des exportations ne dépassaient pas 28902 millions de dollars (1994). Les années de 2000 ont été caractérisées par la reprise des exportations jusqu'au pic de 2008 où commencent les rechutes.

❖ Série relative aux importations

Figure N°08: Evolution des importations en million de dollar sur la période de (1970-2014)

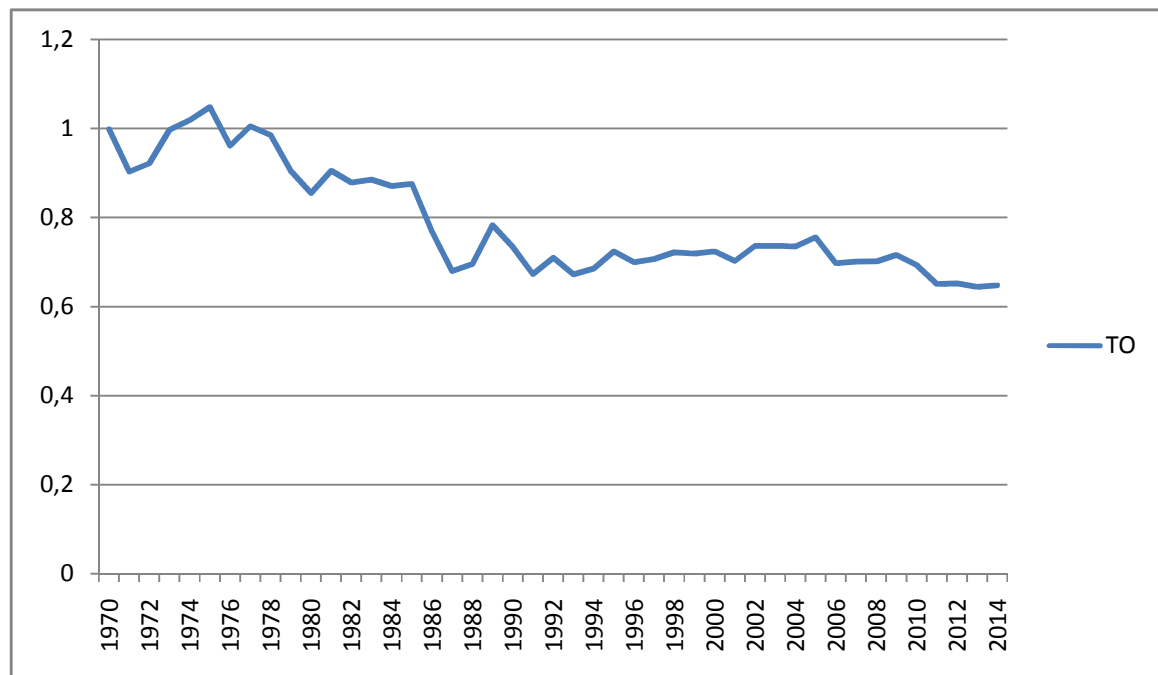


Source : Réalisé par nous même à l'aide du logiciel Excel

A partir du graphique ci-dessus nous pouvons constater que l'évolution des importations algériennes suit l'évolution des prix de pétrole. En effet, sur la période (1970-1984) on remarque que la série est en augmentation si l'on accepte des brèves chutes lors des années (1976, 1979), les importations ont marqué des pics importants, notamment pour l'année 1984 et 1986, puis elle a eu une tendance baissière depuis 1989 pour remonter encore en 2000. A partir de cet intervalle de temps il ya eu une amélioration des cours du pétrole qui ont pour conséquence l'augmentation fulgurante des importations.

❖ Série relative au taux d'ouverture

Figure N°09: Evolution du taux d'ouverture sur la période(1970-2014)

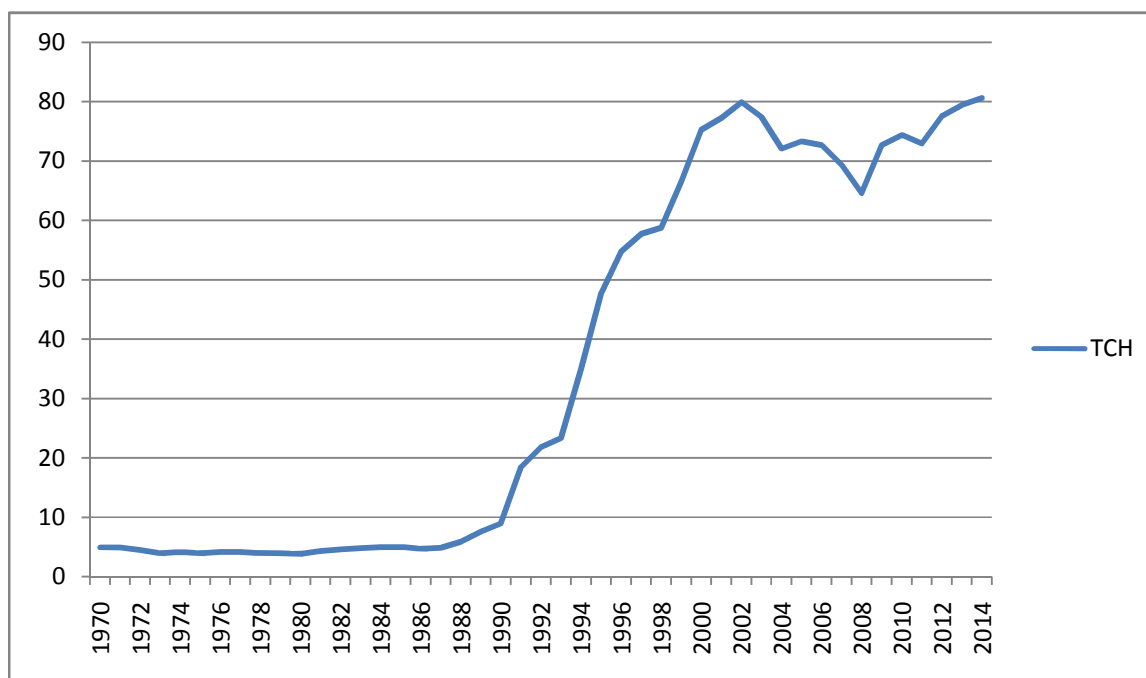


Source : Réalisé par nous même à l'aide du logiciel Excel

Le graphe du taux d'ouverture montre que ce dernier a connu une baisse considérable sur la période (1981-1986) suite à la chute des prix du pétrole et les restrictions aux importations (taux de croissance des importations qui a conduit à la récession avec un taux de croissance de PIB de 0.4% en 1986). Sur les périodes (1992-1994), (1999-2000) et (2009-2010). Le taux d'ouverture a enregistré une baisse légère suite aux troubles de l'environnement économique internationale. Sur le reste de la période, le taux d'ouverture évolue à la hausse, notamment en 1989, 1998, 2005 et 2008 et qui coïncident avec le renforcement de la libéralisation du commerce extérieur dans le cadre de l'accord d'association avec l'UE et les accords bilatéraux dans le cadre de l'OMC.

❖ Série relative au taux de change

Figure N° 10: Evolution du taux de change en (dollar/dinar) sur la période (1970-2014)



Source : Réalisé par nous même à l'aide du logiciel Excel

L'évolution de la série du taux de change sur la période (1970-1990) est marquée par une relative stabilité autour d'une valeur faible. A partir de l'année 1990, le taux de change augmente d'une manière exponentielle jusqu'à l'année 2002, dans un contexte marqué par la dépréciation du dinar par rapport au dollar et l'amenuisement des tensions en matière de liquidité bancaire, rendu possible par le niveau considérable des réserves de changes.

Aux cours des années 2002-2008, nous remarquons une diminution de taux de change, à cause des effets externes (la crise financière 2007-2008 ...) et entre 2008- 2014 le taux de change a augmenté. Le taux de change en Algérie enregistre son plus haut niveau en 2014 qui est de 80,58 et son niveau bas en 1980 qui est de 3,84.

Section 2 : Analyse univariée des variables du modèle

Dans cette section, Il s'agit de voir l'application empirique sur les séries économiques, des différentes méthodes qui permettent de reconnaître la nature de la non stationnarité d'une série chronologique, et de voir si elles admettent une représentation de type TS (trend stationary) ou une représentation de type DS (différent stationary), autrement dit, si la non stationnarité qui les caractérise est de nature déterministe ou stochastique au sens large. Cet examen est capital, du fait qu'il permet d'éviter les mauvaises surprises sur les résultats.

2-1 Etude de la stationnarité des séries de données

Une série chronologique est stationnaire si elle ne comporte ni tendance, ni saisonnalité, plus généralement ; aucun facteur n'évoluant avec le temps. Ceci étant, nous devons d'abord déterminer l'ordre d'intégration des variables ; on dit qu'une variable est intégrée d'ordre p si sa différence d'ordre p est stationnaire c'est-à-dire que sa différence d'ordre p est d'accroissement nul. Plusieurs tests permettent de mettre en évidence la stationnarité d'une série. Nous mettrons donc en œuvre le test de stationnarité de Dickey-Fuller (DF et ADF)

2-1-1 Application du test de racine unitaire ADF

L'application du test de racine unitaire ADF nécessite d'abord de sélectionner le nombre de retards de sorte à blanchir les résidus de la régression. Autrement dit, déterminer le nombre maximum de retards d'influence des variables explicatives sur la variable à expliquer. Pour la détermination du nombre de retards p à retenir dans les régressions des tests ADF, nous avons choisi de nous basé sur les critères d'Akaike (AIC) et Schwarz (SC) pour les décalages $p = (0 \text{ à } 4)$.

Chapitre III : Etude économétrique de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie

Tableau N°10: Détermination du nombre de retards P

Series	Critères d'informations	0	1	2	3	4
LPIB	AIC	2.152999	2.225195	2.291775	2.367189	2.445111
	SC	2.274649	2.389028	2.498640	2.617956	2.740664
LTO	AIC	2.988331	2.950277	2.983702	3.023799	3.042995
	SC	3.152163	3.071926	3.190568	3.274566	3.338549
LM	AIC	4.405009	4.476183	4.513670	4.572673	4.572673
	SC	4.526659	4.640016	4.720535	4.823440	4.823440
LX	AIC	4.336501	4.408412	4.478562	4.553864	4.566144
	SC	4.458151	4.572245	4.685427	4.804631	4.861698
LTCH	AIC	3.075703	3.073850	3.148770	3.174605	3.254860
	SC	3.239536	3.195499	3.355635	3.425372	3.550413
LPP	AIC	2.736096	2.706091	2.690855	2.768397	2.795843
	SC	2.857746	2.869924	2.897721	3.019164	3.091397

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.0.

A partir de ce tableau, nous constatons que :

- Les critères d'Akaike et Schwarz conduisent à un choix de retard optimal $P=0$ pour les séries **LPIB, LM, LX**.
- Les critères d'Akaike et Schwarz conduisent à un choix de retard optimal $P=1$ pour les séries **LTO, LTCH**.
- Le critère d'Akaike conduit à un choix de retard optimal $P=2$ pour la série prix du pétrole (**LPP**), tandis que le critère de Schwarz conduit à retenir $P=0$, selon le principe de parcimonie, il convient de choisir le modèle incluant le minimum de paramètre à estimer et qui permet de blanchir totalement les résidus donc on adopte ici un choix optimal $P=0$.

2-1-2 Application du test de racine unitaire ADF sur la série LTO

En pratique, on commence toujours par l'application du test sur le modèle général qui englobe tous les cas de figure, c'est à dire qui tient compte de toutes les propriétés susceptibles de caractériser une série, il s'agit du modèle [3]. Testons l'hypothèse selon laquelle la série **LTO** est non stationnaire (elle contient au moins une racine unitaire) contre l'hypothèse alternative de stationnarité.

Chapitre III : Etude économétrique de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie

L'estimation par MCO du modèle [3] appliquée à la série **LTO** nous donne les résultats suivants :

Tableau N° 11: Modèle (3) pour la série LTO

ADF Test Statistic	-3.398849	1% Critical Value*	-4.1837
		5% Critical Value	-3.5162
		10% Critical Value	-3.1882

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LTO)
 Method: Least Squares
 Date: 04/18/16 Time: 23:08
 Sample(adjusted): 1972 2014
 Included observations: 43 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LTO(-1)	-0.689731	0.202931	-3.398849	0.0016
D(LTO(-1))	-0.152728	0.162902	-0.937548	0.3542
C	13.50161	4.034491	3.346546	0.0018
@TREND(1970)	0.024141	0.013438	1.796454	0.0802

R-squared	0.408226	Mean dependent var	0.046683
Adjusted R-squared	0.362705	S.D. dependent var	1.292120
S.E. of regression	1.031509	Akaike info criterion	2.988331
Sum squared resid	41.49643	Schwarz criterion	3.152163
Log likelihood	-60.24911	F-statistic	8.967853
Durbin-Watson stat	1.810197	Prob(F-statistic)	0.000121

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.0.

On remarque que la série LTO est un processus DS car la statistique du test ADF est égale (-3,39) supérieure à la valeur théorique qui est (-3,51).

On remarque aussi que la valeur de la t statistique de la tendance est égale à (1,79) est inférieure à la valeur critique qui est 2,81 (voir table ADF en **Annexe N°03**), donc on accepte l'hypothèse nulle ($H_0 : trend=0$). On rejette la présence d'une tendance dans le modèle. On estime en conséquence le modèle [2], modèle avec constante et sans tendance déterministe. Les résultats sont donnés dans le tableau suivant :

Chapitre III : Etude économétrique de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie

Tableau N°12: Modèle (2) pour la série LTO

ADF Test Statistic	-2.891657	1% Critical Value*	-3.5889
		5% Critical Value	-2.9303
		10% Critical Value	-2.6030

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LTO)
 Method: Least Squares
 Date: 04/18/16 Time: 23:11
 Sample(adjusted): 1972 2014
 Included observations: 43 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LTO(-1)	-0.568760	0.196690	-2.891657	0.0062
D(LTO(-1))	-0.209921	0.164148	-1.278849	0.2083
C	11.59882	3.999887	2.899788	0.0060

R-squared	0.359257	Mean dependent var	0.046683
Adjusted R-squared	0.327220	S.D. dependent var	1.292120
S.E. of regression	1.059838	Akaike info criterion	3.021323
Sum squared resid	44.93026	Schwarz criterion	3.144198
Log likelihood	-61.95845	F-statistic	11.21376
Durbin-Watson stat	1.789680	Prob(F-statistic)	0.000136

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.0.

On remarque que la série **LTO** est un processus DS car la statistique du test ADF est égale (-2,89) supérieure à la valeur théorique qui est (-2,93).

On remarque aussi que la valeur de la t statistique de la constante est égale à (2,89) est supérieure à la valeur critique qui est 2,56 (voir table ADF en **Annexe N°03**) donc la constante est significative, la série LTO est non stationnaire. Elle comporte au moins une racine unitaire. Pour déterminer l'ordre d'intégration de la série, on applique le test d'ADF sur le modèle (2) de la série en différence première.

Chapitre III : Etude économétrique de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie

Tableau N°13: Modèle (2) pour la série DLTO

ADF Test Statistic	-6.640726	1% Critical Value*	-3.5930
		5% Critical Value	-2.9320
		10% Critical Value	-2.6039

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LTO,2)
 Method: Least Squares
 Date: 04/18/16 Time: 23:27
 Sample(adjusted): 1973 2014
 Included observations: 42 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LTO(-1))	-1.735980	0.261414	-6.640726	0.0000
D(LTO(-1),2)	0.169396	0.158000	1.072131	0.2903
C	0.105648	0.169819	0.622118	0.5375

R-squared	0.756720	Mean dependent var	0.109529
Adjusted R-squared	0.744244	S.D. dependent var	2.174469
S.E. of regression	1.099679	Akaike info criterion	3.096663
Sum squared resid	47.16247	Schwarz criterion	3.220782
Log likelihood	-62.02993	F-statistic	60.65456
Durbin-Watson stat	1.957792	Prob(F-statistic)	0.000000

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.0.

La série **DLTO** est stationnaire car la statistique de test ADF est égale à (-6,64) inférieure à la valeur théorique qui est (-2,93). La série **LTO** comporte donc une racine unitaire, La série **LTO** est intégrée d'ordre 1 puisque il faut la différencier une fois pour la rendre stationnaire.

2-1-3 Présentation des résultats du test ADF sur les autres séries restantes

L'application par la même stratégie du test de racine unitaire sur les autres séries (**LPIB, LM, LX, LTCH et LPP**) nous donne les résultats résumés dans le tableau suivant⁵⁵:

⁵⁵Voir les résultats des tests de racine unitaire annexe n°5.

Chapitre III : Etude économétrique de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie

Tableau N° 14: Les résultats du test de racine unitaire ADF sur les autres variables

Variables	Test ADF en niveau						Test ADF en différence	
	T statistique	Modèle 3		Modèle 2		Modèle1	Modèle 1 ou Modèle 2	Ordre D'intégration
		T de ADF	Ttrend	T de ADF	Tconst	T de ADF	T de ADF	
LPIB	T calculée	-1.58	1.85	-0.25	0.35	1.29	-6.38	I(1)
	T tabulée	-3,51	2,81	-2,93	2,56	-1,94	-1,94	
LM	T calculée	-1.10	1.73	-0.24	0.40	1.02	-6.58	I(1)
	T tabulée	-3,51	2,81	-2,93	2,56	-1,94	-1,94	
LX	T calculée	-1.24	1.84	-0.24	0.40	1.00	-6.51	I(1)
	T tabulée	-3,51	2,81	-2,93	2,56	-1,94	-1,94	
LTCH	T calculée	-3.28	2.72	-1.71	1.79	0.25	-7.24	I(1)
	T tabulée	-3,51	2,81	-2,93	2,56	-1,94	-1,94	
LPP	T calculée	-2.69	2.06	-1.81	1.90	0.18	-7.55	I(1)
	T tabulée	-3,51	2,81	-2,93	2,56	-1,94	-1,94	

Source : Elaboré par nous même à partir des résultats d'Eviews 4.0.

A travers les résultats trouvés sur les tests de racine unitaire ADF (voir **Annexe N°02**), on remarque que si on compare les t calculées aux t tabulées (voir tables de ADF en **Annexe N°03**) on trouve que toutes les autres séries sont non stationnaires en niveau et stationnaires en différences premières. En outre, on peut chercher d'éventuelles relations de cointégration qu'on étudiera dans la troisième section.

Section 3 : Analyse multivariée des séries de données

Dans la section précédente on a trouvé que toutes les séries sont intégrées de même ordre I(1), donc une telle modélisation nécessitera le recours à la théorie de la cointégration.

Notre objectif dans cette section consiste à établir les éventuelles relations qui peuvent exister entre les différentes variables en utilisant l'approche multivariée de Johansen (1991) pour déterminer le nombre de relation de cointégration.

3-1 Estimation du modèle vectoriel à correction d'erreur

Nous testons l'existence de la relation de cointégration entre les six variables (LPIB, LTO, LPP, LM, LX et LTCH) en utilisant la méthode du maximum de vraisemblance de Johansen (1991), nous procédons en trois étapes :

- 1- La première étape consiste à estimer d'abord les modèles VAR(P) contenant nos 6 variables avec différents ordres p puis à déterminer l'ordre qui minimise les deux critères d'Akaike et de Schwarz
- 2- Dans la deuxième étape, nous appliquerons le test de vraisemblance de Johansen pour définir le nombre de relations de cointégration.
- 3- Dans la troisième étape, nous estimons le modèle VECM.

✓ **Première étape** : détermination du nombre de retards P

Nous allons utiliser les critères d'Akaike (AIC) et Schwarz (SC) pour des décalages p allant de 1 à 3 :

Tableau N°15 : Détermination du nombre de retards P.

Nombre de retards	Critère d'Akaike	Critère de Schwarz
P=1	17.29082	18.99391
P=2	18.92984	22.12457
P=3	18.60655	23.32308

Source : Elaboré par nous même à partir des résultats de logiciel Eviews 4.0.

Chapitre III : Etude économétrique de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie

Les résultats nous donnent un VAR optimal d'ordre 1 c'est-à-dire un VAR(1).

✓ **Deuxième étape :** Test de cointégration de Johansen (test de la trace)

Pour effectuer le test de la spécification à retenir dépend de :

- L'absence ou la présence de la constante dans le modèle à correction d'erreur ;
- L'absence ou la présence de la constante et de la tendance dans la relation de cointégration.

Le choix d'une de ces spécifications s'effectue en fonction des données et de la forme supposée de la tendance (une analyse des propriétés stochastiques des séries ou un simple examen visuel des graphiques permettent de se déterminer).

Le tableau suivant synthétise le choix de la spécification du VECM en fonction de la typologie des processus.

Tableau N°16 : Choix de la spécification en fonction du type de processus

Type de processus	Spécification				
	1	2	3	4	5
Tous les processus sont des DS sans dérive	X	X			
Au moins un des processus est un DS avec dérive			X		
Au moins un des processus est un TS				X	
Au moins un processus a une tendance quadratique					X

Source : résultats obtenus à partir du logiciel Eviews

Les résultats du test ADF montre que nos séries sont des processus DS avec dérive et sans dérive, nous effectuons donc le test de la trace en supposant l'absence de la tendance dans la relation de long terme et de la tendance dans le modèle à correction d'erreur.

Les résultats du test de la trace figurent dans le tableau suivant :

Chapitre III : Etude économétrique de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie

Tableau N°17: Test de cointégration de Johansen (test de la trace).

Date: 04/19/16 Time: 09:30
 Sample(adjusted): 1972 2014
 Included observations: 43 after adjusting endpoints
 Trend assumption: No deterministic trend
 Series: LPIB LM LPP LTCH LTO LX
 Lags interval (in first differences): 1 to 1

Unrestricted Cointegration Rank Test

Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Trace Statistic	5 Percent Critical Value	1 Percent Critical Value
None **	0.599754	96.26495	82.49	90.45
At most 1	0.451460	56.89094	59.46	66.52
At most 2	0.400817	31.06967	39.89	45.58
At most 3	0.129653	9.045562	24.31	29.75
At most 4	0.067598	3.074454	12.53	16.31
At most 5	0.001507	0.064836	3.84	6.51

*(**) denotes rejection of the hypothesis at the 5%(1%) level
 Trace test indicates 1 cointegrating equation(s) at both 5% and 1% levels

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.0.

C'est le premier test proposé par Johansen. Nous acceptons l'hypothèse nulle H_0 le rang de la matrice ($r = 0$) lorsque la trace est inférieure aux valeurs critiques à un seuil de signification α . Par contre, nous rejetons l'hypothèse H_0 dans le cas contraire.

Les cinq valeurs propres de la matrice A estimée sont égales à

$$\lambda_1 = 0.59; \lambda_2 = 0.45; \lambda_3 = 0.40; \lambda_4 = 0.12; \lambda_5 = 0.06; \lambda_6 = 0.001.$$

Procédure du test se fait de la manière suivante :

$$\begin{cases} H_0 : r = 0 \\ H_1 : r > 0 \end{cases}$$

La statistique calculée de Johansen λ_{trace} est (96.26) supérieur à la valeur critique au seuil de 5% (82.49) et aussi supérieur à la valeur critique au seuil de 1% (66.52), on rejette alors l'hypothèse nulle de la relation de cointégration. En d'autre terme on accepte l'existence au moins d'une relation de cointégration.

$$\begin{cases} H_0 : r = 1 \\ H_1 : r > 1 \end{cases}$$

La statistique calculée de Johansen λ_{trace} est (56.89) inférieur à la valeur critique au seuil de 5% (59.46) et aussi inférieur à la valeur critique au seuil de 1% (66.52), on accepte l'hypothèse H_0 de l'existence d'une relation de cointégration.

Il y a donc une seule relation de long terme entre le PIB et les variables explicatives. En estimant le modèle VECM, nous pourrions voir quelles sont les tendances qui existent entre les séries à long terme.

✓ **Troisième étape :** Estimation du modèle VECM pour le PIB

Chapitre III : Etude économétrique de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie

Le tableau suivant représente les résultats de l'estimation du modèle VECM pour le PIB

Tableau N°18: Estimation du modèle VECM pour le PIB

Vector Error Correction Estimates
Date: 04/19/16 Time: 09:32
Sample(adjusted): 1972 2014
Included observations: 43 after adjusting endpoints
Standard errors in () & t-statistics in []

Cointegrating Eq:	CointEq1					
LPIB(-1)	1.000000					
LM(-1)	11.77231 (1.88065) [6.25970]					
LPP(-1)	-2.703438 (0.44246) [-6.11004]					
LTCH(-1)	2.616885 (0.53990) [4.84702]					
LTO(-1)	-1.702757 (0.27386) [-6.21770]					
LX(-1)	-11.39191 (1.80682) [-6.30497]					
Error Correction:	D(LPIB)	D(LM)	D(LPP)	D(LTCH)	D(LTO)	D(LX)
CointEq1	-0.089916 (0.03503) [-2.56660]	0.062361 (0.11544) [0.54018]	0.012970 (0.04852) [0.26731]	-0.034672 (0.06130) [-0.56564]	0.097666 (0.05219) [1.87151]	0.141627 (0.10949) [1.29356]
D(LM(-1))	0.544429 (0.30464) [1.78709]	-0.474737 (1.00390) [-0.47289]	-0.415119 (0.42193) [-0.98385]	-0.058198 (0.53304) [-0.10918]	-0.059881 (0.45380) [-0.13195]	-0.484181 (0.95209) [-0.50855]
D(LPP(-1))	-0.125413 (0.13047) [-0.96124]	-0.054453 (0.42994) [-0.12665]	-0.033790 (0.18070) [-0.18699]	0.003385 (0.22828) [0.01483]	0.371271 (0.19435) [1.91033]	0.018629 (0.40775) [0.04569]
D(LTCH(-1))	0.121971 (0.09070) [1.34471]	-0.053785 (0.29890) [-0.17994]	-0.055285 (0.12563) [-0.44008]	-0.536060 (0.15871) [-3.37767]	0.017353 (0.13511) [0.12843]	-0.172643 (0.28348) [-0.60902]
D(LTO(-1))	-0.054211 (0.09902) [-0.54746]	0.042770 (0.32632) [0.13107]	0.051864 (0.13715) [0.37816]	-0.143968 (0.17326) [-0.83092]	-0.462767 (0.14751) [-3.13725]	0.103673 (0.30947) [0.33500]
D(LX(-1))	-0.479965 (0.29551) [-1.62417]	0.429797 (0.97381) [0.44135]	0.426499 (0.40929) [1.04205]	0.102766 (0.51706) [0.19875]	0.076116 (0.44020) [0.17291]	0.385542 (0.92356) [0.41745]
R-squared	0.120592	-0.012101	0.038230	0.381261	0.416996	0.032115
Adj. R-squared	-0.025977	-0.180784	-0.122065	0.278138	0.319828	-0.129200
Sum sq. resids	18.42390	200.0675	35.34112	56.40446	40.88149	179.9497
S.E. equation	0.715385	2.357420	0.990807	1.251715	1.065644	2.235756
F-statistic	0.822768	-0.071738	0.238499	3.697142	4.291520	0.199081
Log likelihood	-42.79200	-94.06963	-56.79707	-66.84834	-59.92812	-91.79112
Akaike AIC	2.315907	4.700913	2.967306	3.434806	3.112936	4.594936
Schwarz SC	2.602614	4.987620	3.254013	3.721513	3.399643	4.881643
Mean dependent	0.144705	0.358922	0.136472	0.065069	0.046683	0.346427
S.D. dependent	0.706270	2.169460	0.935363	1.473256	1.292120	2.103967
Determinant Residual Covariance	0.444945					
Log Likelihood	-325.7545					
Log Likelihood (d.f. adjusted)	-348.6754					
Akaike Information Criteria	18.45002					
Schwarz Criteria	20.41601					

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.0

Chapitre III : Etude économétrique de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie

3-2 Tests sur les résidus :

Avant d'interpréter économiquement les résultats, on doit tester la robustesse économétrique du modèle qui est évaluée par le test de normalité de Jarque et Béra administré à chaque équation, par le test d'indépendance sérielle du multiplicateur de Lagrange et par le test d'homoscédasticité de White.

3-2-1 Test de normalité :

L'hypothèse de normalité des termes d'erreurs précise la distribution statistique des estimateurs. C'est donc, grâce à cette hypothèse que l'inférence statistique peut se réaliser. Cette hypothèse peut être testée sur les variables du modèle ou sur les termes d'erreurs du modèle. Ce test est réalisé grâce à la statistique de Jarque-Bera (JB) (1980) et suit une loi du khi-deux à deux degrés de liberté au seuil de 5% égale à 5,99. Il permet de savoir si les variables du modèle suivent ou non une loi normale.

Tableau N°19:Test de normalité de JB.

Component	Jarque-Bera	df	Prob.
1	530.7700	2	0.0000
2	490.0071	2	0.0000
3	0.917180	2	0.6322
4	142.3119	2	0.0000
5	2.380518	2	0.3041
6	1.390329	2	0.4990
Joint	1167.777	12	0.0000

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.0.

L'observation de ce tableau du test de normalité de JB, nous montre que les résidus ne sont pas des bruits blancs gaussiens (normaux) car les statistiques de Jarque-Berane sont pas toutes inférieures à 5,99, on rejette donc l'hypothèse de normalité des résidus.

3-2-2 Test d'hétéroscédasticité des résidus (Test de white)

Le test de white permet de savoir si les erreurs sont homoscédastiques ou non. L'hétéroscédasticité qualifie les données (ou séries) qui n'ont pas une variance constante. Or, les séries doivent être homoscédastiques pour présenter les meilleurs estimateurs.

Dans un test d'hétéroscédasticité, on utilise généralement deux tests : les tests de Breusch-Pagan (B-P) et White. Nous étudierons ici que le test de White dont l'hypothèse

Chapitre III : Etude économétrique de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie

nulle est H_0 = l'homoscédasticité contre H_1 : l'hétéroscédasticité. Si la probabilité associée au test est inférieure au niveau de risque alors on rejette l'hypothèse nulle.

L'idée générale de ce test est de vérifier si le carré des résidus peut être expliqué par les variables du modèle et aussi de repérer une mauvaise spécification du modèle. Dans notre cas, l'hypothèse d'homoscédasticité est acceptée dans la mesure où la probabilité de commettre une erreur est égale à $p=0,0625$ supérieure à $\alpha =5\%$ (Voir le tableau ci-dessous). Donc les estimations obtenues sont optimales.

Tableau N° 20: Test d'hétéroscédasticité de white.

VEC Residual Heteroskedasticity Tests: No Cross Terms (only levels and squares)		
Date: 04/19/16 Time: 23:11		
Sample: 1970 2014		
Included observations: 43		
Joint test:		
Chi-sq	df	Prob.
340.3080	294	0.0625

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.0.

3-2-3 Test d'autocorrélation des erreurs

Ce test appelé aussi test de corrélation des erreurs vérifie si les erreurs ne sont pas corrélées. La présence de l'autocorrélation résiduelle rend caduque les commentaires concernant la validité du modèle et les tests statistiques. Il convient de détecter l'autocorrélation des erreurs par le test de Durbin-Watson.

Mais dans le cas du modèle autorégressif, on remplace le test de Durbin-Watson par le LM test du fait que la variable endogène est décalée. L'hypothèse H_0 = il y a absence d'autocorrélation contre l'hypothèse H_1 = existence d'autocorrélation des erreurs. Dans le cas de ce mémoire, Le test LM d'indépendance sérielle des écarts aléatoires nous montre que les erreurs sont indépendantes (car la probabilité de commettre une erreur de première espèce est supérieure à 5%) (Voir le tableau ci-dessous).

Chapitre III : Etude économétrique de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie

Tableau N°21: Test LM d'indépendance sérielle.

Lags	LM-Stat	Prob
1	31.42775	0.6858
2	21.60301	0.9723
3	29.03367	0.7884
4	33.60878	0.5829
5	20.59259	0.9815
6	49.63315	0.0648
7	35.73280	0.4812
8	33.60878	0.5829
9	26.11488	0.8873
10	52.79348	0.0351
11	21.60301	0.9723
12	34.86114	0.5226

Probs from chi-square with 36 df.

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4, 0.

Les différents tests économétriques effectués montrent que notre modèle est bien spécifié, qu'il y a absence d'autocorrélation et homoscedasticité des erreurs et que le modèle est structurellement et conjoncturellement stable donc la robustesse économétrique du modèle est satisfaisante. Le pouvoir explicatif de chaque équation est élevé, on peut maintenant passer à l'interprétation économique.

3-3 Interprétation économique du modèle

La présentation VECM du modèle estimé s'écrit comme suit :

$$LPIB = -11.77 LM + 2.70LPP - 2.61LTCH + 1.70LTO + 11.39LX$$

Le tableau N° 18 nous montre que le signe du coefficient d'ajustement (force de rappel) est négatif et significatif cela répond à l'une des caractéristiques des modèles VECM. Il existe alors un mécanisme à correction d'erreur, à long terme : les déséquilibres entre le taux d'ouverture, les prix du pétrole, le taux de change, le PIB, les importations et les exportations se compensent de sorte que les séries ont des évolutions similaires à long terme.

Chapitre III : Etude économétrique de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie

Une augmentation d'une unité des exportations entraîne une augmentation de 11.39 unités du PIB cela signifie que les exportations ont un impact positif sur le taux de croissance de l'économie. Les exportations en Algérie sont basées essentiellement sur les hydrocarbures et qui dépendent de la volatilité des prix du pétrole (influence directement sur les exportations). En outre, la constitution de plus de 96% des exportations d'hydrocarbure signifie que les exportations hors hydrocarbures sont très faibles ce qui ne permet pas la création de richesse et de la valeur ajoutée à partir de la production hors hydrocarbure.

Concernant les prix de pétrole on constate que ce dernier a un effet positif sur le PIB, puisque une augmentation d'une unité du prix du pétrole génère une augmentation de 2.70 unités du PIB. La variation du prix de pétrole se répercute sur la croissance économique, l'Algérie est l'un des pays qui a un rapport exportations des hydrocarbures sur exportations totales parmi les plus forts au monde. L'augmentation des recettes pétrolières à partir des années 2000 a eu pour conséquence la hausse considérable des dépenses publiques qui ont favorisé à leur tour plusieurs secteurs à savoir l'investissement qui est passé de 12585 million de \$ en 2000 à près de 55689 million \$ en 2012 et a engendré une amélioration des taux de croissance qui est passé de 2.2% en 2002 à 2.6% en 2015⁵⁶. L'effet déstabilisant d'une baisse du prix de pétrole est par conséquent évident. Cet impact est largement visible dans les statistiques du commerce extérieur de l'Algérie durant l'année (2009).

La sous-évaluation ou la surévaluation de la monnaie peuvent dynamiser ou endommager la position de concurrence internationale d'une économie. En effet, la dévaluation d'une monnaie encourage les exportations tout en décourageant les importations et vice versa. En outre, en Algérie une augmentation d'une unité du taux change influence négativement sur le PIB avec une baisse de 2.61 unités (contrairement à ce que stipule la théorie économique libérale). Ceci s'explique par le fait que l'offre locale est inélastique comme le montre la part de la production hors hydrocarbures et la part des exportations hors hydrocarbures dans les exportations totales.

Les importations en Algérie tout comme le taux de change affectent négativement le taux de croissance ; une augmentation d'une unité des importations entraîne une baisse du PIB de 11.77 unités. Ceci est dû au fait de la perte de la part des marchés pour les entreprises locales, ce qui implique une baisse de la production locale.

⁵⁶Selon les données du FMI

Chapitre III : Etude économétrique de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie

Il ressort de notre analyse un faible, voire insignifiante influence de l'ouverture commerciale sur la croissance économique à court terme. En revanche sur le long terme, il s'avère que le taux d'ouverture et le PIB convergent dans un sens positif et significatif. Ce résultat est conforme avec les prévisions théoriques réalisées pour tester l'effet de l'ouverture commerciale sur la croissance économique. Par exemple Grossman et Helpman (1991) Romer (1999)⁵⁷, dans leur étude, ont trouvé une relation positive entre le degré d'ouverture commerciale et la croissance économique, les gains du libre-échange proviennent principalement des effets d'échelle véhiculés à travers la recherche et développement. L'innovation générée contribue à augmenter le stock de connaissance et le transfert de technologie. Par ailleurs, dans notre échantillon, le signe significativement positif de l'ouverture commerciale signifie que cette dernière affecte positivement la croissance économique en Algérie, plus précisément une augmentation d'unité de l'ouverture commerciale améliore la croissance de ce pays avec 1.70 unités. Cette conclusion ne s'explique pas forcément par l'ouverture extérieure de l'Algérie car elle a engendré une hausse des importations qui avaient une influence négative sur la croissance économique. Donc, ceci s'explique seulement par la hausse des exportations induites par la hausse des prix de pétrole, en 2009(1.6%) et en 2014 (3.8%) ce qui explique bien propos.

Comme la relation de cointégration possède des coefficients significatifs et cohérents, le modèle VECM est globalement validé.

3-4 Décomposition de la variance

L'analyse des variances fournit des informations quant à l'importance relative des innovations dans les variations de chacune des variables du VAR. Elle nous permet de déterminer dans quelle direction le choc a plus d'impact.

⁵⁷Frankel. J. A and Romer. D (1999), "Does Trade Cause Growth?", The American Economic Review, VOL. 89 NO. 3

Chapitre III : Etude économétrique de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie

Tableau N°22: La variance de l'erreur de prévision de LPIB.

Variance Decomposition of LPIB:							
Period	S.E.	LPIB	LM	LPP	LTCH	LTO	LX
1	0.700446	100.0000	0.000000	0.000000	0.000000	0.000000	0.000000
2	0.977415	95.16703	0.030541	0.186312	0.815465	3.762220	0.038427
3	1.247773	87.32539	1.089359	2.388420	1.652823	7.518944	0.025060
4	1.474576	83.49187	1.716330	3.582107	1.930859	9.232375	0.046464
5	1.671542	81.26462	2.046636	4.348540	2.109994	10.18619	0.044022
6	1.849507	79.73441	2.285636	4.812869	2.235184	10.88376	0.048144
7	2.011066	78.71493	2.450411	5.165241	2.310790	11.31018	0.048452
8	2.161003	77.94781	2.568243	5.405542	2.373383	11.65525	0.049769
9	2.301010	77.36938	2.661317	5.599512	2.417291	11.90224	0.050266
10	2.433061	76.90980	2.732871	5.747156	2.453923	12.10535	0.050901

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.0.

La décomposition de la variance indique que les variations du PIB sont dues à sa propre innovation pour la première période. Dès la deuxième période l'apport de l'innovation du PIB va se décroître au profit des importations, du prix du pétrole, taux d'ouverture et du taux de change. En effet pour la deuxième période la variance du PIB est due à sa propre innovation à hauteur de 95%, à l'innovation des importations à 0.03%, à l'innovation du prix du pétrole à 0.18%, à l'innovation du taux d'ouverture à 3.76%, à l'innovation du taux de change à 0.81%.

Par ailleurs l'apport de l'innovation des exportations est nul pour la première période, il s'améliore à partir de la deuxième période mais à une ampleur relativement trop faible avec un maximum de 0.05% pour la dernière période.

Pour être plus sélectif on s'appuiera sur la dixième période dont on peut dire que la variance du PIB est due pour 76.90% à ses propres innovations, aussi pour 2.73% à celles des importations, de même 5.74% à celles des prix du pétrole, pour 2.45% à celles du taux de change, et à hauteur de 12.10% à celles du taux d'ouverture. On conclut donc que les importations, les prix du pétrole et les taux de change ont une influence non négligeable sur la variance de la croissance économique plus particulièrement l'effet du taux d'ouverture au commerce extérieur.

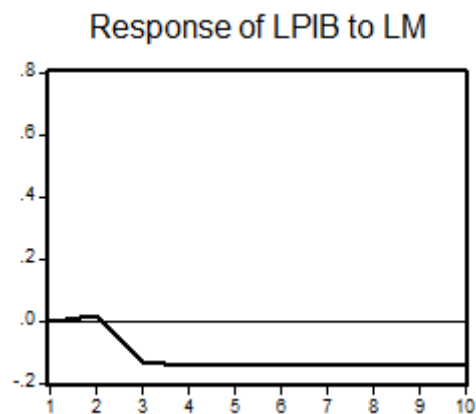
3-5 Les fonctions de réponses impulsionnelles

Les figures qui suivent retracent les réponses à des chocs sur les résidus des variables étudiées. L'amplitude du choc est égale à l'écart-type des erreurs de la variable et l'on s'intéresse aux effets du choc sur dix périodes. L'horizon temporel des réponses est fixé sur ces dix périodes et il représente le délai nécessaire pour que les variables retrouvent leurs niveaux de long terme. Les variables que nous avons retenues pour simuler les chocs sont : les importations, les exportations, le taux d'ouverture, le prix du pétrole, le taux de change.

Figure N° 11 : Les fonctions de réponses impulsionnelles

- **Pour les importations**

L'impact d'un choc sur les importations pour un horizon de 10 ans génère un effet positif du PIB de la première jusqu'à la deuxième période, suivi d'un effet négatif jusqu'à la troisième période, puis il finit par se stabiliser jusqu'à la dernière. Donc la réponse à un choc sur les importations introduit un effet négatif sur la croissance économique.

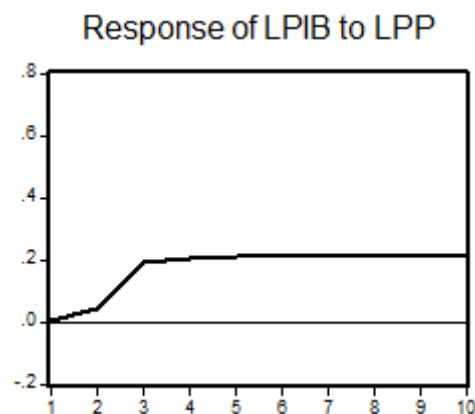


Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.0

Chapitre III : Etude économétrique de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie

- **Pour les prix du pétrole**

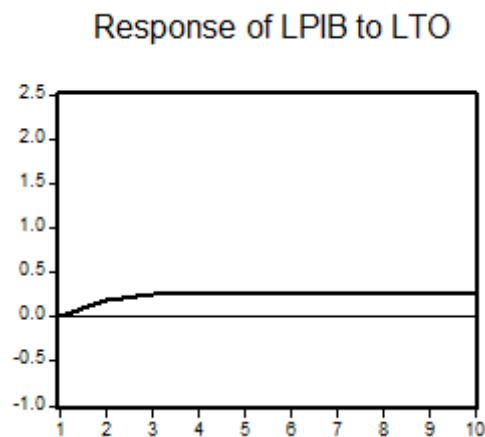
Pour le PIB, l'effet d'une augmentation des prix du pétrole est certes positif sur le PIB, mais son intensité est moindre par rapport aux exportations. Il se stabilise à partir de la troisième année. Cela reflète la réalité économique du pays, malgré la hausse considérable des prix du pétrole ces dernières années, on trouve que la croissance du PIB reste très modeste.



Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.0.

- **Pour le taux d'ouverture**

Un choc positif sur un horizon de 10 ans sur le taux d'ouverture génère un effet positif de la première jusqu'à la troisième période avant de trouver son niveau de long terme. Ainsi, on peut affirmer que la réponse à un choc du taux d'ouverture sur la croissance économique est positive.

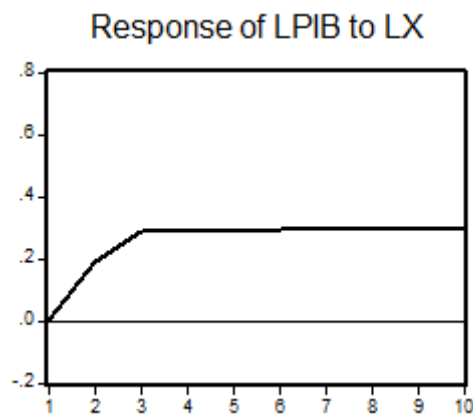


Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.0

Chapitre III : Etude économétrique de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie

- **Pour les exportations**

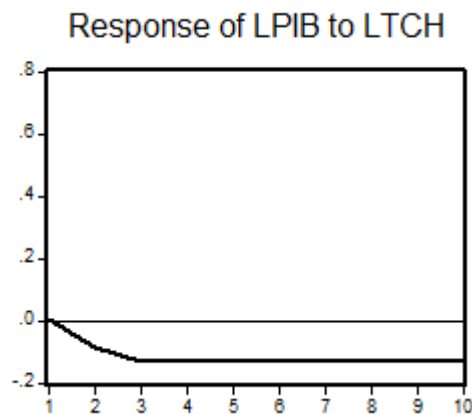
On remarque qu'un choc positif sur un horizon de 10 ans sur les exportations génère un effet positif de la première jusqu'à la troisième période avant de revenir à son niveau de long terme. Donc on peut conclure que les exportations influence positivement sur la croissance économique.



Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.0.

- **Pour le taux de change**

On constate qu'un choc positif sur le taux de change entraîne une réponse négative du taux de croissance du PIB. Cela reflète la réalité économique du pays, malgré la dépréciation de la monnaie nationale ces dernières années, on trouve que la croissance du PIB reste très modeste.



Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.0.

Conclusion

Le but de ce chapitre est d'étudier la réaction du PIB à une variation du taux d'ouverture pour analyser dans quelle mesure ses perturbations sont à l'origine de l'instabilité de la croissance économique en Algérie. On a appuyé cette étude par l'estimation d'un modèle VECM afin de dégager un équilibre de long terme entre les deux variables PIB et le taux d'ouverture.

A travers la vérification empirique, le modèle VECM montre qu'à court terme, l'ouverture de l'économie algérienne n'affecte pas la croissance économique en Algérie tandis qu'elle agit positivement sur son évolution sur le long terme, mais elle reste toujours dépendante des hydrocarbures. La libéralisation du commerce extérieur maintient l'Algérie dans un rôle de consommateur où une part importante des ressources disponibles ne sert pas à la stimulation des investissements productifs mais plutôt à favoriser la multiplication du nombre des importateurs et, par conséquent, l'importation massive des produits très divers.

Donc, on peut conclure que la croissance économique en Algérie dépend en grande partie de la hausse des exportations des hydrocarbures induites par la hausse des prix de ce dernier.

Conclusion générale

Conclusion générale

Au terme de cette analyse, nous avons essayé de mettre en évidence les effets de l'ouverture commerciale de l'économie algérienne à travers une étude empirique de l'impact du taux d'ouverture sur la croissance du PIB.

La relation ouverture-croissance est intéressante à analyser empiriquement puisque les études théoriques n'arrivent pas à un consensus, tandis que les études empiriques arrivent toutes à trouver un effet significatif. La réponse à cette question peut également avoir des implications importantes au niveau des décisions politiques qui sont prises concernant la libéralisation commerciale. La nouvelle théorie de la croissance endogène (Romer (1990), Grossman and Helpman (1991) et Rivera- Batiz et Romer (1991) suggère que le commerce international, ainsi que l'investissement direct étranger, permettent le transfert de connaissance et le développement de technologies, et conséquemment, la croissance de l'économie sera stimulée. Dans cette optique, les gouvernements et les organisations internationales ont donc des raisons d'encourager et d'amorcer des politiques de libéralisation des échanges commerciaux. Cependant, l'ouverture n'est un moteur de croissance mais est devenu un catalyseur capable d'accélérer la croissance dans certaines circonstances. Toutefois, nous reconnaissons également que l'ouverture comporte des risques énormes pour les pays en voie de développement qui ne peuvent pas la préparer. L'Algérie est l'un de ces pays.

Notre analyse empirique consiste dans un premier temps à modéliser l'impact du taux d'ouverture sur la croissance économique en Algérie à l'aide d'un modèle vectoriel (VECM), les effets du taux d'ouverture sur les variables macroéconomiques clés, à savoir le PIB, les exportations, les importations et le taux de change ; dans un second temps à chercher une éventuelle cointégration entre les variables et la croissance économique à l'aide d'un modèle vectoriel à correction d'erreur (VECM) . L'estimation de ce dernier fait ressortir deux conclusions sur les effets de l'ouverture, d'un côté par l'intermédiaire des exportations et de l'autre par l'intermédiaire des importations. En effet la décomposition de la variance et les fonctions de réponse impulsionnelles montrent que l'application d'un choc sur le taux d'ouverture et les exportations n'impliquent pas d'effets significatifs sur la croissance du PIB à court terme ; mais sur le long terme, ils influencent positivement la croissance du PIB. En revanche un choc sur la variable importation affecte sensiblement le PIB et donc la croissance économique sur le long terme.

Concernant les exportations hors hydrocarbures, celles-ci représentent une voie de croissance naturelle mais aussi le maillon faible de l'économie algérienne. Le caractère rentier de l'économie est toujours aussi marqué et le secteur des hydrocarbures est le pilier de l'économie : en 2012, il représente 70% des recettes budgétaires, 37% du PIB. Par ailleurs, les exportations algériennes ne sont pas diversifiées, majorées par les hydrocarbures sensiblement dépendantes de la conjoncture économique ; cela expose l'économie algérienne aux risques des perturbations économiques et lui fait subir de plein fouet les effets des crises et des chocs externes ; cela est démontré par la réponse impulsionnelles du PIB aux chocs du prix de pétrole (1979 et 1986) et aux crises financières et internationales(2007,2009) qui prouvent que l'économie algérienne est toujours dépendante des hydrocarbures et les prix de ce dernier.

Quant aux importations, leurs effets sont double, l'un positif et l'autre négatif. L'effet positif concerne l'effet statique du court terme dans le sens où les importations constituent une opportunité de modernisation des procédés de fabrication par les externalités positives de recherche et développement et si l'Algérie saisit cette opportunité par la mise en place d'une stratégie d'apprentissage (capacité d'absorption) à travers des formations continues à titre d'exemple, l'effet positif de court terme va se généraliser sur le long terme et va pérenniser la croissance économique. Cependant les importations algériennes ont façonné le piège d'une spirale de dépendance vis-à-vis de l'extérieur suite à la faible capacité d'absorption technologique causé par la mauvaise configuration des relations commerciales.

La libéralisation du commerce extérieur ouvre la voie aux algériens, détenteurs de capitaux, à recourir aux pratiques d'importations le temps qu'un investissement productif des biens et services créateur d'emploi. Cette tendance entraîne des effets défavorables sur la production nationale et stimule l'essor de marché parallèle de la devise car ce dernier est le lieu privilégié aux importateurs pour s'approvisionner en devises afin de financer leurs importations.

Avant d'entreprendre des politiques de libéralisation trop ambitieuses, un pays en développement, l'Algérie en particulier, se doit en premier lieu de tenter d'instaurer une stabilité relative, que ce soit au niveau économique, politique, social et légal. De nombreux efforts doivent être initiés, tant par le gouvernement algérien et la communauté internationale, afin d'améliorer son efficacité économique, atteindre une croissance rapide et soutenue et pour se tailler une place sur le marché mondial.

Une analyse plus profonde de cette problématique exige un travail sur des données à fréquence élevée pour mieux cerner l'impact de l'ouverture sur la croissance de l'économie algérienne. Aussi une analyse plus profonde des effets de l'ouverture nécessite l'introduction d'autres variables économiques notamment l'investissement direct étranger.

Bibliographie

Bibliographie

Ouvrages

- Adam.S.(1776) (trad. Germain Garnier, Adolphe Blanqui), « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations », Ed.Otto Zeller, 1996.t.2, chap.2, livre2.
- Bellataf.M. (2010), « Economie du développement », office des publications universitaire, Alger.
- GROSSMAN, G.M.and HELPMAN,E.(1991),« Innovation and growth in the global economy».Cambridge, MIT press.
- Jean-Yves Capul.(2004),« l'économie et les sciences sociales de A à Z », Ed Hatier, Paris
- Mahoui Ahmed et Jean Robert Henry. (2004),« où val' Algérie », édition Karthala et Ireman, Paris
- Paul R. Krugman Maurice Obstfeld. (2003), « Economie internationale », Edition De Boeck, Paris.

Dictionnaire

- Altain.B, Antoine.C, Christine.D, Anne-Mary.D, « Dictionnaire des sciences économique », 2^{ème} édition, Paris, 2007.

Articles et revues

- A. BARTHES.(2005), Petit manuelsimplifié pour comprendre la mondialisation à l'usage des premiers cycles en sciences humaines et sociales, EPU, Coll. Economie et gestion, Paris.
- Ait Mokhtar Omar. (2012), «La mondialisation : Caractéristiques et Impacts », Revue académiques des sciences sociales et humaines, Algérie.
- BALDWIN, R.E and SEGHEZZA.E(1996), «Growth and European Integration: Towards an Empirical Assessment» Centre for Economic Policy Research, CEPR Discussion Paper; N°1393.
- Busson F.&P.Villa.(1997), « Croissance et Spécialisation », Revue économique, à paraître.
- DAVID T.COE, E HELPMAN. (1995), « International R&D spillovers» European Economic Review, Vol.39, Issue 5.

- Ducobu, A.Yung-Do, Internationalisation des Etats et banques multinationales : acteurs, stratégies, régulation, Academia-Bruylant, Louvain-La-Neuve, Belgique, 2005.
- Dufour, Forum national sur la promotion des exportations agricoles et agroalimentaires : « Accession de l'Algérie à l'OMC » : Le volet agricole, 13-14 septembre 2004.
- ECO technics, « Diagnostics de la réglementation des exportations hors hydrocarbures », étude pour ANEXALNAED(SFI) mars 2004.
- Edward.S.(1998), «Openness productivity and Growth: what do we really know ?» The Economic Journal, Vol 108, Issue 447.
- Fontagné L et Guénin J-L. (1997), « L'ouverture catalyseur de la croissance», EconomieInternationale, N°71, 3^{ème} trimestre.
- Frankel, Romer. (1986), « Trade and Growth: An Empirical Investigation », NBER papier de travail n° 5476, université de Cambridge.
- Frankel. J. A and Romer. D.(1999), “Does Trade Cause Growth?”, The American Economic Review, VOL. 89.N°3.
- Frederic Daniel ROUGET.(2006-2009), « Les politiques commerciale », CP de SES Mayotte.
- Guillaumont P.(1994), Politique d'ouverture et croissance économique : les effets de la croissance des exportations et de l'instabilité des exportations, Revue d'Economie du Développement.
- Kuznets.S. (1973), « Modern economic growth: findings and reflections», the American Economic Review, Vol .63,N°.3.
- LEE, j. W.(1994), «Capital Goods Imports and Long-Run Growth », National Bureau of Economic Research Working Paper: 4725, April.
- Le ministère du commerce, lors du forum d'El Moudjahid tenu le 27/10/2002 à Alger
- LUCAS, R.E.(1988), « On the mechanics of Economic Development », Journal of Monetary Economics, Vol 22, Issue 1.
- MEHDI Abbas : « L'ouverture internationale de l'Algérie. Apports et limites d'une approche en terme d'économie politiques du protectionnisme », Université de Grenoble, CNRS. Septembre 2011.

- Mr DIEMER, « ECONOMIE GENERALE: La croissance économique », IUFM Auvergne.
- OUKACI Kamal. (2010), « Les effets d'un choc pétrolier sur l'économie algérienne : une approche par le modèle VAR. In Les cahiers du Cedimes. Vol N° 1.2010.
- Patrick GUILLAUMONT. (2001), « ouverture vulnérabilité et développement », document de travail, de la série études et document CERDI. Université' Auvergne.
- Paul M. Romer. (1996), « Why, in America? Theory, history and origins of modern economic growth», Papier de travail 5443, Université de Californie, Berkeley.
- Paul M.Romer. (2010), « Which parts of globalization matter catch-up in Growth? » Papier de travail n°15755. The National Bureau of Economic Research, Cambridge.
- Paul R. krugman. (1996), « La Mondialisation n'est pas coupable : vertus et limites du libre-échange », La découverte poche 2000/ MTT.
- Philippe AGHION. (2007), « innovation, concurrence et croissance », conférence à l'école d'économie de Paris, Harvard, EEP et CAE.
- Rachidi Mohammed : « Marche globale vs protectionnisme », Casablanca, Maroc, 2012.
- SOLOW R.(1956), « Technical Change and the Aggregate Production Function », Review of Economics and Statistics, Vol 39, N° 3, August.

Mémoires et thèses

- DOREAU Marie, BARTHELET Benjamin, SIBIEUDE Mathieu: « Les barrières tarifaires et non tarifaires : une entrave au commerce international », mémoire de magister, université LAVAL, CANADA, faculté des sciences de l'administration.
- Mohdeb Yazid, Boufares Rezak, « politiques publiques de soutien aux exportations hors hydrocarbures en Algérie », mémoire de licence, Université Mouloud MAMMERRI de Tizi- Ouzou, 2008.
- Nadia.L. (2005), « L'impact du degré d'ouverture sur la croissance économique : Cas de six pays d'Afrique de l'Ouest », Thèse de doctorat, Université de Montréal.

 ***Lois et textes réglementaires***

- Décret exécutif N° 04-174 du 12 juin 2004.
- Instruction N° 22-94 du 12 avril 1994 fixant le pourcentage des recettes d'exportations hors hydrocarbures et produits miniers ouvrant droit à l'inscription aux comptes devises des personnes morales.

 ***Recueil internet***

- [http:// www.worldbank.org](http://www.worldbank.org). Site de la Banque Mondiale
- [http:// www.fmi.org](http://www.fmi.org). Site du Fonds Monétaire International
- [http:// www.douane.gov.dz](http://www.douane.gov.dz): site de la douane
- [http:// www.ons.dz](http://www.ons.dz) site de l'Office National des Statistique
- [http:// www.bank-algeria.dz](http://www.bank-algeria.dz): site de la Banque d'Algérie
- <http://www.algex.dz>. Vu le 30/03/2016.
- <http://www.minicommerce.gov.dz> :site du ministère du commerce. Consulter le 05/04/2016.

 ***Logiciel***

- Eviews 4.0

Annexes

Date	PIB(million \$US Constant2005)	X (million Constant2005)	M(million Constant2005)	TO(%)	PP(\$)	TCH(\$/DA)
1970	28426,6	18863,6	9503,3	0,99790194	2,09	4,94
1971	25205,4	13971,8	8779,7	0,90264366	2,8	4,91
1972	32117,7	19356,9	10226,9	0,92108939	2,8	4,48
1973	33342,4	20412,2	12831,8	0,99704985	3,1	3,96
1974	35841,4	19180,4	17318,2	1,01833651	14,3	4,18
1975	37649,7	19286	20164,3	1,04782587	11,98	3,95
1976	40807,3	19954,6	19247,8	0,96067259	12,21	4,16
1977	42953,2	19849,1	23299,9	1,00455969	13,74	4,15
1978	46911,3	21045,6	25133,1	0,98438514	13,8	3,97
1979	50419,2	22559	23010,5	0,9038124	14,52	3,95
1980	50817,8	19637,9	23782,3	0,85443036	35,1	3,84
1981	52342,3	19696,8	27658,9	0,90473054	39,5	4,32
1982	55692,3	21705,9	27188,7	0,87794241	35,9	4,59
1983	58699,7	23051,7	28874,4	0,88460612	30,5	4,79
1984	61986,8	24365,6	29596,2	0,87053776	29,7	4,98
1985	64280,3	24999,1	31283,2	0,87557668	28,9	5,03
1986	64537,5	24924,1	24400,9	0,76734288	14,9	4,7
1987	64085,7	26419,6	17397,8	0,67894587	18,6	4,85
1988	63444,8	26525,2	17989,3	0,69461124	14,2	5,9144
1989	66236,4	28647,3	21011,6	0,78270963	16,9	7,61
1990	66766,3	29621,3	18952,4	0,73333918	22,2	8,9648
1991	65965,1	29354,7	15559,9	0,67271474	18,3	18,47
1992	67152,5	30499,5	16275,7	0,70909104	19,9	21,84
1993	65742,3	29920	15185,2	0,67168484	17,8	23,35
1994	65150,6	28902,7	16111,5	0,68470887	16,3	35,06
1995	67626,3	30723,6	16433,8	0,72382183	17,6	47,66
1996	70399	33027,9	14248,1	0,69907702	21,7	54,75
1997	71173,4	35108,7	14590	0,70595778	19,5	57,71
1998	74903,3	35705,5	15655,1	0,72162702	12,9	58,74
1999	77197	37847,8	15921,2	0,7188073	17,9	66,57
2000	78895,3	40080,9	15777,9	0,72358881	28,6	75,26
2001	82534,4	38998,7	16393,3	0,7020953	24,9	77,22
2002	87156,3	41143,6	19590	0,73585885	25,3	79,86
2003	93431,5	44106	20060,1	0,73621933	28,9	77,39
2004	97449,1	45914,3	22688	0,73425281	38,24	72,06
2005	103198,2	48715,1	24843,4	0,75484034	54,41	73,28
2006	104952,5	47545,9	24396,2	0,69712115	65,14	72,65
2007	108520,9	47260,6	26250,3	0,70041871	72,45	69,29
2008	110691,4	48016,8	27982,8	0,70032288	99,1	64,58
2009	112462,4	46557,9	32645,5	0,7155305	61,6	72,65
2010	116511,2	46557,7	34114,5	0,69239867	79,9	74,39
2011	119773,6	45300,6	32545,2	0,64994122	112,9	72,94
2012	123726,1	43579,2	37069	0,6518285	110,7	77,55
2013	127190,4	41095,2	40775,9	0,6436893	112,95	79,37
2014	132023,7	41177,4	44282,6	0,64730802	99,02	80,58

Source : BM(2015), FMI(2015)

LPIB 3

ADF Test Statistic	-1.587190	1% Critical Value*	-4.1781
		5% Critical Value	-3.5136
		10% Critical Value	-3.1868

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LPIB)

Method: Least Squares

Date: 04/18/16 Time: 23:34

Sample(adjusted): 1971 2014

Included observations: 44 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB(-1)	-0.123515	0.077820	-1.587190	0.1202
C	2.789844	1.798700	1.551033	0.1286
@TREND(1970)	0.023434	0.012606	1.859029	0.0702
R-squared	0.079167	Mean dependent var		0.138683
Adjusted R-squared	0.034248	S.D. dependent var		0.699151
S.E. of regression	0.687075	Akaike info criterion		2.152999
Sum squared resid	19.35495	Schwarz criterion		2.274649
Log likelihood	-44.36599	F-statistic		1.762440
Durbin-Watson stat	1.966820	Prob(F-statistic)		0.184380

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.0.

LPIB 2

ADF Test Statistic	-0.255116	1% Critical Value*	-3.5850
		5% Critical Value	-2.9286
		10% Critical Value	-2.6021

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LPIB)

Method: Least Squares

Date: 04/18/16 Time: 23:39

Sample(adjusted): 1971 2014

Included observations: 44 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB(-1)	-0.013217	0.051808	-0.255116	0.7999
C	0.478798	1.337433	0.357998	0.7221
R-squared	0.001547	Mean dependent var		0.138683
Adjusted R-squared	-0.022225	S.D. dependent var		0.699151
S.E. of regression	0.706878	Akaike info criterion		2.188472
Sum squared resid	20.98643	Schwarz criterion		2.269572
Log likelihood	-46.14639	F-statistic		0.065084
Durbin-Watson stat	2.025540	Prob(F-statistic)		0.799879

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.0.

LPIB 1

ADF Test Statistic	1.290058	1% Critical Value*	-2.6155
		5% Critical Value	-1.9483
		10% Critical Value	-1.6197

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LPIB)
 Method: Least Squares
 Date: 04/18/16 Time: 23:43
 Sample(adjusted): 1971 2014
 Included observations: 44 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB(-1)	0.005271	0.004086	1.290058	0.2039
R-squared	-0.001500	Mean dependent var		0.138683
Adjusted R-squared	-0.001500	S.D. dependent var		0.699151
S.E. of regression	0.699675	Akaike info criterion		2.146065
Sum squared resid	21.05047	Schwarz criterion		2.186614
Log likelihood	-46.21342	Durbin-Watson stat		2.057068

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.0.

DLPIB 1

ADF Test Statistic	-6.388485	1% Critical Value*	-2.6168
		5% Critical Value	-1.9486
		10% Critical Value	-1.6198

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LPIB,2)
 Method: Least Squares
 Date: 04/18/16 Time: 23:45
 Sample(adjusted): 1972 2014
 Included observations: 43 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LPIB(-1))	-0.985345	0.154238	-6.388485	0.0000
R-squared	0.492826	Mean dependent var		0.003353
Adjusted R-squared	0.492826	S.D. dependent var		1.012705
S.E. of regression	0.721210	Akaike info criterion		2.207208
Sum squared resid	21.84603	Schwarz criterion		2.248166
Log likelihood	-46.45497	Durbin-Watson stat		1.995301

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.0.

LM3

ADF Test Statistic	-1.107001	1% Critical Value*	-4.1781
		5% Critical Value	-3.5136
		10% Critical Value	-3.1868

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LM)
 Method: Least Squares
 Date: 04/18/16 Time: 23:47
 Sample(adjusted): 1971 2014
 Included observations: 44 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LM(-1)	-0.102853	0.092911	-1.107001	0.2747
C	1.766518	2.082173	0.848401	0.4011
@TREND(1970)	0.051017	0.029325	1.739746	0.0894
R-squared	0.070043	Mean dependent var	0.348965	
Adjusted R-squared	0.024679	S.D. dependent var	2.145102	
S.E. of regression	2.118468	Akaike info criterion	4.405009	
Sum squared resid	184.0041	Schwarz criterion	4.526659	
Log likelihood	-93.91020	F-statistic	1.544022	
Durbin-Watson stat	2.024257	Prob(F-statistic)	0.225679	

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.0.

LM2

ADF Test Statistic	-0.241875	1% Critical Value*	-3.5850
		5% Critical Value	-2.9286
		10% Critical Value	-2.6021

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LM)
 Method: Least Squares
 Date: 04/18/16 Time: 23:49
 Sample(adjusted): 1971 2014
 Included observations: 44 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LM(-1)	-0.019734	0.081586	-0.241875	0.8101
C	0.841178	2.061093	0.408122	0.6853
R-squared	0.001391	Mean dependent var	0.348965	
Adjusted R-squared	-0.022385	S.D. dependent var	2.145102	
S.E. of regression	2.168979	Akaike info criterion	4.430779	
Sum squared resid	197.5877	Schwarz criterion	4.511879	
Log likelihood	-95.47714	F-statistic	0.058503	
Durbin-Watson stat	2.048617	Prob(F-statistic)	0.810054	

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.0.

LM1

ADF Test Statistic	1.025314	1% Critical Value*	-2.6155
		5% Critical Value	-1.9483
		10% Critical Value	-1.6197

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LM)
 Method: Least Squares
 Date: 04/18/16 Time: 23:51
 Sample(adjusted): 1971 2014
 Included observations: 44 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LM(-1)	0.013142	0.012817	1.025314	0.3109
R-squared	-0.002569	Mean dependent var		0.348965
Adjusted R-squared	-0.002569	S.D. dependent var		2.145102
S.E. of regression	2.147856	Akaike info criterion		4.389283
Sum squared resid	198.3713	Schwarz criterion		4.429832
Log likelihood	-95.56422	Durbin-Watson stat		2.108723

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.0.

DLM 1

ADF Test Statistic	-6.583928	1% Critical Value*	-2.6168
		5% Critical Value	-1.9486
		10% Critical Value	-1.6198

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LM,2)
 Method: Least Squares
 Date: 04/18/16 Time: 23:54
 Sample(adjusted): 1972 2014
 Included observations: 43 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LM(-1))	-1.015797	0.154284	-6.583928	0.0000
R-squared	0.507897	Mean dependent var		0.003760
Adjusted R-squared	0.507897	S.D. dependent var		3.135241
S.E. of regression	2.199373	Akaike info criterion		4.437203
Sum squared resid	203.1642	Schwarz criterion		4.478161
Log likelihood	-94.39986	Durbin-Watson stat		2.004302

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.0.

LX3

ADF Test Statistic	-1.243346	1% Critical Value*	-4.1781
		5% Critical Value	-3.5136
		10% Critical Value	-3.1868

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LX)
 Method: Least Squares
 Date: 04/18/16 Time: 23:56
 Sample(adjusted): 1971 2014
 Included observations: 44 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LX(-1)	-0.112880	0.090787	-1.243346	0.2208
C	1.976404	2.031076	0.973082	0.3362
@TREND(1970)	0.054171	0.029382	1.843713	0.0725
R-squared	0.077866	Mean dependent var		0.331731
Adjusted R-squared	0.032883	S.D. dependent var		2.081642
S.E. of regression	2.047131	Akaike info criterion		4.336501
Sum squared resid	171.8205	Schwarz criterion		4.458151
Log likelihood	-92.40303	F-statistic		1.731033
Durbin-Watson stat	1.996122	Prob(F-statistic)		0.189794

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.0.

LX2

ADF Test Statistic	-0.243708	1% Critical Value*	-3.5850
		5% Critical Value	-2.9286
		10% Critical Value	-2.6021

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LX)
 Method: Least Squares
 Date: 04/18/16 Time: 23:58
 Sample(adjusted): 1971 2014
 Included observations: 44 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LX(-1)	-0.018817	0.077211	-0.243708	0.8086
C	0.809080	1.984229	0.407755	0.6855
R-squared	0.001412	Mean dependent var		0.331731
Adjusted R-squared	-0.022364	S.D. dependent var		2.081642
S.E. of regression	2.104790	Akaike info criterion		4.370698
Sum squared resid	186.0660	Schwarz criterion		4.451797
Log likelihood	-94.15535	F-statistic		0.059394
Durbin-Watson stat	2.025184	Prob(F-statistic)		0.808644

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.0.

LX1

ADF Test Statistic	1.002793	1% Critical Value*	-2.6155
		5% Critical Value	-1.9483
		10% Critical Value	-1.6197

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LX)

Method: Least Squares

Date: 04/19/16 Time: 00:00

Sample(adjusted): 1971 2014

Included observations: 44 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LX(-1)	0.012261	0.012227	1.002793	0.3216
R-squared	-0.002541	Mean dependent var		0.331731
Adjusted R-squared	-0.002541	S.D. dependent var		2.081642
S.E. of regression	2.084285	Akaike info criterion		4.329194
Sum squared resid	186.8026	Schwarz criterion		4.369744
Log likelihood	-94.24227	Durbin-Watson stat		2.080887

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.0.

DLX1

ADF Test Statistic	-6.511583	1% Critical Value*	-2.6168
		5% Critical Value	-1.9486
		10% Critical Value	-1.6198

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LX,2)

Method: Least Squares

Date: 04/19/16 Time: 00:01

Sample(adjusted): 1972 2014

Included observations: 43 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LX(-1))	-1.004512	0.154265	-6.511583	0.0000
R-squared	0.502371	Mean dependent var		0.007028
Adjusted R-squared	0.502371	S.D. dependent var		3.023618
S.E. of regression	2.132945	Akaike info criterion		4.375866
Sum squared resid	191.0771	Schwarz criterion		4.416824
Log likelihood	-93.08111	Durbin-Watson stat		1.998445

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.0.

LTCH 3

ADF Test Statistic	-3.286885	1% Critical Value*	-4.1837
		5% Critical Value	-3.5162
		10% Critical Value	-3.1882

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LTCH)
 Method: Least Squares
 Date: 04/19/16 Time: 09:01
 Sample(adjusted): 1972 2014
 Included observations: 43 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LTCH(-1)	-0.701840	0.213527	-3.286885	0.0021
D(LTCH(-1))	-0.253386	0.155426	-1.630266	0.1111
C	3.938479	1.211901	3.249836	0.0024
@TREND(1970)	0.065932	0.024223	2.721875	0.0097
R-squared	0.503236	Mean dependent var	0.065069	
Adjusted R-squared	0.465023	S.D. dependent var	1.473256	
S.E. of regression	1.077571	Akaike info criterion	3.075703	
Sum squared resid	45.28519	Schwarz criterion	3.239536	
Log likelihood	-62.12762	F-statistic	13.16936	
Durbin-Watson stat	2.017899	Prob(F-statistic)	0.000004	

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.0.

LTCH 2

ADF Test Statistic	-1.711390	1% Critical Value*	-3.5889
		5% Critical Value	-2.9303
		10% Critical Value	-2.6030

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LTCH)
 Method: Least Squares
 Date: 04/19/16 Time: 09:03
 Sample(adjusted): 1972 2014
 Included observations: 43 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LTCH(-1)	-0.215177	0.125732	-1.711390	0.0948
D(LTCH(-1))	-0.497256	0.136799	-3.634929	0.0008
C	1.744633	0.974825	1.789688	0.0811
R-squared	0.408868	Mean dependent var	0.065069	
Adjusted R-squared	0.379312	S.D. dependent var	1.473256	
S.E. of regression	1.160687	Akaike info criterion	3.203115	
Sum squared resid	53.88775	Schwarz criterion	3.325989	
Log likelihood	-65.86697	F-statistic	13.83342	
Durbin-Watson stat	2.199958	Prob(F-statistic)	0.000027	

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.0.

LTCH1

ADF Test Statistic	0.259896	1% Critical Value*	-2.6168
		5% Critical Value	-1.9486
		10% Critical Value	-1.6198

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LTCH)

Method: Least Squares

Date: 04/19/16 Time: 09:06

Sample(adjusted): 1972 2014

Included observations: 43 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LTCH(-1)	0.006097	0.023458	0.259896	0.7962
D(LTCH(-1))	-0.605918	0.125838	-4.815065	0.0000
R-squared	0.361534	Mean dependent var		0.065069
Adjusted R-squared	0.345962	S.D. dependent var		1.473256
S.E. of regression	1.191461	Akaike info criterion		3.233633
Sum squared resid	58.20279	Schwarz criterion		3.315550
Log likelihood	-67.52312	Durbin-Watson stat		2.300703

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.0.

DLTCH 1

ADF Test Statistic	-7.248167	1% Critical Value*	-2.6182
		5% Critical Value	-1.9488
		10% Critical Value	-1.6199

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LTCH,2)

Method: Least Squares

Date: 04/19/16 Time: 09:08

Sample(adjusted): 1973 2014

Included observations: 42 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LTCH(-1))	-1.989704	0.274511	-7.248167	0.0000
D(LTCH(-1),2)	0.242424	0.153386	1.580482	0.1219
R-squared	0.812468	Mean dependent var		0.002542
Adjusted R-squared	0.807779	S.D. dependent var		2.671233
S.E. of regression	1.171148	Akaike info criterion		3.200293
Sum squared resid	54.86347	Schwarz criterion		3.283039
Log likelihood	-65.20616	Durbin-Watson stat		1.984214

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.0.

LPP 3

ADF Test Statistic	-2.690463	1% Critical Value*	-4.1781
		5% Critical Value	-3.5136
		10% Critical Value	-3.1868

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LPP)
 Method: Least Squares
 Date: 04/19/16 Time: 09:11
 Sample(adjusted): 1971 2014
 Included observations: 44 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPP(-1)	-0.323423	0.120211	-2.690463	0.0103
C	1.409988	0.625391	2.254569	0.0296
@TREND(1970)	0.026640	0.012936	2.059391	0.0458
R-squared	0.159354	Mean dependent var		0.087685
Adjusted R-squared	0.118346	S.D. dependent var		0.979429
S.E. of regression	0.919649	Akaike info criterion		2.736096
Sum squared resid	34.67591	Schwarz criterion		2.857746
Log likelihood	-57.19412	F-statistic		3.885995
Durbin-Watson stat	1.793101	Prob(F-statistic)		0.028482

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.0.

LPP 2

ADF Test Statistic	-1.810509	1% Critical Value*	-3.5850
		5% Critical Value	-2.9286
		10% Critical Value	-2.6021

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LPP)
 Method: Least Squares
 Date: 04/19/16 Time: 09:13
 Sample(adjusted): 1971 2014
 Included observations: 44 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPP(-1)	-0.190648	0.105301	-1.810509	0.0774
C	1.220475	0.642008	1.901028	0.0642
R-squared	0.072396	Mean dependent var		0.087685
Adjusted R-squared	0.050310	S.D. dependent var		0.979429
S.E. of regression	0.954474	Akaike info criterion		2.789076
Sum squared resid	38.26283	Schwarz criterion		2.870175
Log likelihood	-59.35966	F-statistic		3.277941
Durbin-Watson stat	1.872472	Prob(F-statistic)		0.077375

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.0.

LPP 1

ADF Test Statistic	0.182624	1% Critical Value*	-2.6155
		5% Critical Value	-1.9483
		10% Critical Value	-1.6197

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LPP)

Method: Least Squares

Date: 04/19/16 Time: 09:15

Sample(adjusted): 1971 2014

Included observations: 44 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPP(-1)	0.004439	0.024308	0.182624	0.8560
R-squared	-0.007420	Mean dependent var		0.087685
Adjusted R-squared	-0.007420	S.D. dependent var		0.979429
S.E. of regression	0.983056	Akaike info criterion		2.826164
Sum squared resid	41.55518	Schwarz criterion		2.866714
Log likelihood	-61.17561	Durbin-Watson stat		2.117974

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.0.

DLPP 1

ADF Test Statistic	-7.558920	1% Critical Value*	-2.6168
		5% Critical Value	-1.9486
		10% Critical Value	-1.6198

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LPP,2)

Method: Least Squares

Date: 04/19/16 Time: 09:16

Sample(adjusted): 1972 2014

Included observations: 43 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LPP(-1))	-1.101981	0.145786	-7.558920	0.0000
R-squared	0.575933	Mean dependent var		0.044497
Adjusted R-squared	0.575933	S.D. dependent var		1.443541
S.E. of regression	0.940040	Akaike info criterion		2.737193
Sum squared resid	37.11437	Schwarz criterion		2.778151
Log likelihood	-57.84964	Durbin-Watson stat		1.999575

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 4.0.

N	Modèle (2)			Modèle (3)					
	constante			constante			trend		
	1%	5%	10%	1%	5%	10%	1%	5%	10%
25	3,41	2,61	2,20	4,05	3,20	2,77	3,74	2,85	2,39
50	3,28	2,56	2,18	3,87	3,14	2,75	3,60	2,81	2,38
100	3,22	2,54	2,17	3,78	3,11	2,73	3,53	2,79	2,38
250	3,19	2,53	2,16	3,74	3,09	2,73	3,49	2,79	2,38
500	3,18	2,52	2,16	3,72	3,08	2,72	3,48	2,78	2,38
∞	3,18	2,52	2,16	3,71	3,08	2,72	3,46	2,78	2,38

SOURCE : Réalisé par nous même

Table des illustrations

Liste des tableaux

Tableau N°01 : Les avantages et inconvénients du libre-échange et du protectionnisme.....	8
Tableau N°02 : Evolution de la balance commerciale (1963-1978), en million de DA.....	26
Tableau N° 03 : Evolution du taux de croissance du PIB pendant la période du « Tout Etat ».....	28
Tableau N° 04 : Evolution des importations, exportations et balance commerciale (1979-1988), en milliards de dinars.....	30
Tableau N°05 : Evolution du taux de croissance du PIB et prix de pétrole (1978-1989).....	31
Tableau N°06 : Les effets des différentes politiques commerciales.....	38
Tableau N° 07 : L'évolution des exportations algériennes par groupe des produits en Millions USDollars.....	43
Tableau N° 8 : Evolution des importations algériennes par groupe des produits (MDS).....	44
Tableau N° 09 : Bilan de l'évolution du taux de croissance du PIB, taux d'ouverture, du prix du pétrole entre (1988-2010).....	46
Tableau N°10 : Détermination du nombre de retards P	58
Tableau N° 11 : Modèle (3) pour la série LTO.....	59
Tableau N°12 : Modèle (2) pour la série LTO.....	60
Tableau N°13 : Modèle (2) pour la série DLTO.....	61
Tableau N° 14 : Les résultats du test de racine unitaire ADF sur les autres variables.....	62
Tableau N°15 : Détermination du nombre de retards P.....	63
Tableau N°16 : Choix de la spécification en fonction du type de processus.....	64
Tableau N°17 : Test de cointégration de Johansen (test de la trace).....	65
Tableau N°18 : Estimation du modèle VECM pour le PIB.....	66
Tableau N°19 : Test de normalité de JB.....	67

Tableau N° 20: Test d'hétéroscédasticité de white.....	68
Tableau N°21 : Test LM d'indépendance sérielle.....	69
Tableau N°22 : La variance de l'erreur de prévision de LPIB.....	72

Liste des figures

Figure N°01: Schéma des facteurs principaux de la croissance Endogène.....	16
Figure N° 02 : Exportations, importations, et solde commerciale (1963-1978).....	27
Figure N°03 : Evolution des importations, exportations et solde de la balance commerciale (1979-1988)en milliard de DA	30
Figure N° 04: Evolution du commerce extérieur durant la période de (1990-2014) en milliard de dollar.....	42
Figure N° 05: Evolution du PIB en million de dollar sur la période (1970-2014).....	51
Figure N°06 : Evolution du prix du pétrole en dollar sur la période (1970-2014).....	52
Figure N°07: Evolution des exportations en million de dollar sur la période (1970-2014).....	53
Figure N°08: Evolution des importations en million de dollar sur la période (1970-2014).....	54
Figure N°09: Evolution du taux d'ouverture sur la période (1970-2014).....	55
Figure N° 10: Evolution du taux de change en (dollar/dinar)sur la période (1970-2014)....	56
Figure N° 11: Les fonctions de réponse impulsionnelle.....	73

Table des matières

Table des matières

Liste des abréviations

Sommaire

Introduction générale.....	1
Chapitre I : Revue théorique sur l'ouverture commerciale et la croissance économique	
Introduction.....	4
Section1 : Le processus de mondialisation et l'ouverture commerciale.....	5
1-1L'ouverture commerciale.....	5
1-1-1 Les politiques commerciales.....	5
1-1-1-1 Le libre échange (LE).....	6
1-1-1-2 Le protectionnisme.....	7
1-2 La mondialisation.....	8
1-2-1 Définition de la mondialisation.....	8
1-2-2 Les caractéristiques principales de la mondialisation.....	9
Section 2 : L'histoire de la croissance économique.....	11
2-1 La notion de la croissance économique.....	11
2-1-1 Typologie de la croissance économique.....	12
2-1-2 Les facteurs explicatifs de la croissance.....	12
2-1-3 Les indicateurs de la croissance économique.....	13
A. Concept de PIB (produit intérieur brut).....	13
B. Les indicateurs alternatifs de la croissance.....	13
2-2 Les théories de la croissance.....	14
2-2-1 La théorie classique	14
2-2-2 La théorie post-keynésienne.....	15
2-2-3 Les modèles néoclassiques : l'approche de Solow.....	15
2-2-4 Les nouvelles théories de la croissance : croissance endogène.....	16

Section 03 : Etudes antérieures sur La relation ouverture-croissance économique.....	17
3-1 Les travaux théoriques et empiriques.....	17
3-1-1 Les analyses traditionnelles (travaux théoriques).....	17
3-1-2 Les travaux empiriques.....	19
3-2 Relation entre ouverture commerciale et instabilité de la croissance.....	20
Conclusion.....	21
Chapitre II : Processus d'ouverture commerciale en Algérie	
Introduction.....	22
Section 01 : Aperçu historique sur le commerce extérieur de l'Algérie.....	23
1-1 La nationalisation progressive du commerce extérieur 1963-1978.....	23
1-1-1 Les importations en Algérie sur la période 1963-1978.....	23
1-1-2 Les exportations en Algérie sur la période 1963-1978.....	25
1-1-3 Aspect générale de l'évolution du commerce extérieur durant la période 1962-1978....	26
1-1-3-1 Evolution de la balance commerciale.....	26
1-1-3-2 Evolution du taux de croissance du PIB.....	28
1-2 L'instauration du monopole de l'Etat sur le commerce extérieur 1978-1988.....	28
1-2-1 Les modifications apportées aux importations et aux exportations.....	29
1-2-2 Evolution du commerce extérieur 1978-1988.....	30
1-2-3 Evolution du taux de croissance du PIB et du prix de pétrole en Algérie (1978-1989).....	31
Section 02 : La politique algérienne en matière d'ouverture commerciale.....	32
2-1 Le régime de commerce extérieur depuis 1994.....	32
2-1-1 Le plan d'ajustement structurel proposé par le FMI.....	32
2-1-2 Le régime des importations	33
2-1-3 Le régime des exportations.....	34
2-1-3-1 L'office de promotion des exportations (PROMEX).....	34

2-1-3-2 La compagnie algérienne de garantie des exportations (CAGEX).....	35
2-1-3-3 La chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI).....	35
2-1-3-4 Le fond spécial de promotion des exportations (FSPE)	36
2-1-3-5 La société algérienne des foires et expositions (SAFEX).....	36
2-1-4 Les mesures législatives relatives à la politique commerciale de l'Algérie	36
2-1-4-1 Les incitations fiscales.....	36
2-1-4-2 Création de zones franches.....	36
2-1-4-3 Les tarifs douaniers	37
2-1-4-4 Le contingentement à l'importation.....	38
2-1-4-5 Les restrictions volontaires d'exportation (RVE).....	38
2-1-4-6 La subvention aux exportations	38
2-2 L'ouverture multilatérale et régionale de l'économie algérienne.....	39
2-2-1 L'ouverture multilatérale de l'économie algérienne.....	39
2-2-1-1 L'accord d'association avec l'UE	39
2-2-1-2 Multiplication de négociations pour l'accession de l'Algérie à l'OMC.....	39
2-2-2 L'intégration maghrébine et l'économie algérienne.....	40
2-2-2-1 La Zone Arabe de Libre Echange (ZALE)	40
2-3-2-2 Convention dans le cadre de l'accord de l'UMA.....	41
Section 03 :Etude descriptive de la situation extérieure de l'Algérie.....	41
3-1 L'évolution du commerce extérieur algérien.....	42
3-1-1 L'évolution des importations et des exportations (1990-2014).....	42
3-1-2 Diversifications des échanges par groupe d'utilisation (2007-2015).....	43
3-1-2-1 Les exportations.....	43
3-1-2-2 Les importations	44

3-2 Évolution de la croissance économique et le processus d'ouverture en Algérie	44
Conclusion.....	47
Chapitre III : Etude économétrique de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie	
Introduction.....	48
Section 01 : Présentation et analyse graphique des séries de données.....	49
1-1 Choix des variables.....	49
1-2 Analyse graphique des séries de données.....	50
Section 02 : Analyse univariée des variables du modèle.....	57
2-1 Etude de la stationnarité des séries de données.....	57
2-1-1 Application du test de racine unitaire ADF.....	57
2-1-2 Application du test de racine unitaire ADF sur la série LTO.....	58
2-1-3 Présentation des résultats du test ADF sur les autres séries restantes.....	61
Section 03 : Analyse multivariée des séries de données.....	63
3-1 Estimation du modèle vectoriel à correction d'erreur	63
3-2 Tests sur les résidus	67
3-2-1 Test de normalité.....	67
3-2-2 Test d'hétéroscédasticité des résidus (Test de white)	67
3-2-3 Test d'autocorrélation des erreurs.....	68
3-3 Interprétation économique du modèle	69
3-4 Décomposition de la variance	71
3-5 Les fonctions de réponses impulsionnelles.....	73
Conclusion	76
Conclusion générale.....	77
Bibliographie.....	80
Annexes.....	84
Table des illustrations	

ملخص

هذا العمل يهدف إلى دراسة تأثير الانفتاح التجاري على النمو الاقتصادي في الجزائر (1970-2014). لهذا الغرض استخدمنا منهج الاقتصاد القياسي استنادا إلى تقديرات من نموذج متجه تصحيح الخطأ (VECM). وهذا الأخير سمح لنا أن نستخلص نتيجتين، الأولى عن تأثير الانفتاح على معدل النمو، والأخرى على دور الصادرات والواردات كجزء من الانفتاح.

نستنتج أن الانفتاح التجاري له تأثير منخفض (سلبى) على المدى القصير و تأثير ايجابي على المدى الطويل. الموضوعية والشفافية في اتفاقيات تحرير التجارة قد تعمق الاستقلال الاقتصادي للجزائر وجها لوجه مع الخارج من خلال الواردات في حين أن الهدف الحقيقي هو تنويع الصادرات غير النفطية. هذا يدفعنا إلى القول بأن نجاح هذا النهج يتطلب القيادة الفعالة وتنظيم عبقرى من الأنشطة الاقتصادية والتجارية من خلال سياسات عامة فعالة، وقابلة للتكيف.

الكلمات الأساسية: انفتاح التجارة، والنمو الاقتصادي، نموذج VECM

Résumé

Le présent travail porte sur l'étude de l'influence de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie (1970-2014). A cet effet nous avons utilisé une approche économétrique basée sur une estimation d'un modèle à correction d'erreur vectoriel (VECM).

Le résultat de l'estimation alimente deux constatations, l'une concernant l'impact du taux d'ouverture sur la croissance, et l'autre concernant le rôle des exportations et des importations dans le cadre de l'ouverture.

Ceci nous a permis de conclure que l'ouverture a un impact faible voire insignifiant (négatif) sur le PIB à court terme et positif sur le long terme. L'objectivité et la transparence des accords de l'ouverture commerciale n'ont fait qu'approfondir l'indépendance économique de l'Algérie vis-à-vis de l'extérieur à travers les importations alors que l'objectif affiché est la diversification des exportations hors hydrocarbures. Cela nous incite à suggérer que la réussite de cette démarche exige un encadrement efficace et une régulation ingénieuse des activités économiques et commerciales, par le biais de politiques publiques proactives, rénovées et adaptables.

Mots clés : Ouverture commerciale, Croissance économique, Modèle VECM

Abstract

This work focuses on the study of the influence of trade openness on economic growth in Algeria (1970-2014). For this purpose we used an econometric approach based on an estimate of a vector error correction model (VECM).

The result of the estimation shows two conclusions, one on the impact of openness on growth rate, and the other on the role of exports and imports as part of the opening.

This has allowed us to conclude that the opening has a low impact or insignificant (negative) on the short term and positive over the long term on GDP. Objectivity and transparency of trade liberalization agreements have only deepened the economic independence of Algeria concerning the other nations through imports while the objective is diversification of non-oil exports. This obliged us to suggest that the success of this approach requires effective leadership and an ingenious regulation of economic and commercial activities through proactive public policies, renovated and adaptable.

Key words: Trade openness, Economic Growth, Model VECM